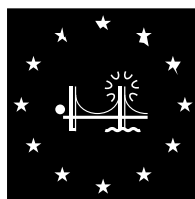


Rapport général d'activités 1999



O . E . D . T .

Observatoire Européen des
Drogues et des Toxicomanies

Le présent Rapport est également disponible en allemand et en anglais (version originale). Toutes les traductions ont été réalisées par le Centre de traduction des organes de l'Union européenne.

Toute information concernant l'OEDT peut être obtenue sur son site web (<http://www.emcdda.org>).

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur Internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2000

ISBN 92-9168-092-3

© Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, 2000
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium

Table des matières

Avant-propos	5
Franz J. Bindert Président du conseil d'administration de l'OEDT	
Introduction	7
Georges Estievenart Directeur général de l'OEDT	
Programme de travail 1998-2000 de l'OEDT	12
Chapitre 1	13
Épidémiologie	
Chapitre 2	31
Réduction de la demande	
Chapitre 3	43
Coordination du Reitox	
Chapitre 4	51
Stratégies nationales et communautaires	
Chapitre 5	61
Stratégies d'information et moyens de communication	
Chapitre 6	77
Administration, finances et logistique	
Chapitre 7	83
Organes statutaires de l'OEDT	
Chapitre 8	87
L'OEDT et ses partenaires	

Avant-propos

L'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) a le grand plaisir de présenter son cinquième Rapport général d'activités au Parlement européen, au Conseil de l'Union européenne, à la Commission européenne et aux États membres, après son adoption par le conseil d'administration de l'OEDT, le 14 janvier 2000.

Ce Rapport offre une vue rétrospective des activités et des résultats accomplis par l'OEDT en 1999, à mi-parcours de son deuxième programme de travail triennal (1998-2000) et cinq ans après sa création à Lisbonne.

Je félicite particulièrement Georges Estievenart, directeur général de l'OEDT, dont la réélection pour un deuxième mandat de cinq ans, par le conseil d'administration de l'Observatoire en juillet 1999, témoigne de son engagement envers son travail. Au nom du conseil d'administration, je souhaiterais le remercier ainsi que ses collègues de l'OEDT, le personnel des points focaux nationaux et les membres du comité scientifique pour leur contribution aux succès de l'année ⁽¹⁾.

L'année 1999 a été une année spéciale pour l'Observatoire, principalement consacrée à la réflexion et à l'évaluation. En juillet, le directeur a présenté au conseil d'administration ses propositions de perspectives à moyen terme pour l'Agence pour la période 2000-2004. Ces perspectives et la nouvelle stratégie antidrogue de l'Union européenne, qui couvrent la même période, font actuellement l'objet de discussions dans le contexte du programme de travail 2001-2003 de l'OEDT. C'est également en 1999, à la demande du conseil d'administration et de la Commission européenne, que l'Observatoire est devenu la première agence communautaire décentralisée à subir une évaluation externe par des consultants privés. Les résultats de cet exercice, qui furent l'objet d'un rapport en fin d'année et seront présentés au printemps 2000, aideront l'Observatoire, ses organes statutaires et le réseau Reitox à faire le point sur les progrès accomplis et à définir la meilleure voie à suivre au cours du nouveau millénaire.

Franz J. Bindert
Président du conseil d'administration de l'OEDT
Janvier 2000

⁽¹⁾ Les membres du conseil d'administration de l'OEDT et du comité scientifique ainsi que les représentants des points focaux nationaux (PFN) du réseau Reitox figurent sur le site *web* de l'Observatoire à l'adresse suivante: <http://www.emcdda.org>

Introduction

En 1999, à mi-parcours de son deuxième programme de travail triennal (1998-2000), l'OEDT a consolidé ses activités actuelles et en a lancé de nouvelles, dans le cadre des six objectifs prioritaires de ce programme. Ces objectifs ont trait aux deux premiers domaines d'activités prioritaires définis par le règlement fondateur de l'Observatoire: la demande de drogues et la réduction de cette demande, d'une part, et les stratégies et politiques nationales et communautaires, d'autre part ⁽²⁾.

Cette brève introduction ne vise pas à passer en revue toutes les réalisations de l'Observatoire en 1999, les différents chapitres étant suffisamment éloquentes. Elle soulignera toutefois les principaux changements et événements de l'OEDT qui ont eu lieu au cours de l'année et décrira, au besoin, leur contexte.

L'un des principaux succès de l'Observatoire en 1999 a été lié à l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques, adoptée en juin 1997 par le Conseil de l'Union européenne ⁽³⁾. En janvier 1999, l'OEDT et Europol ont présenté des données préliminaires au Conseil sur une nouvelle drogue synthétique, le 4-MTA (4-Méthylthioamphétamine), qui avait suscité des inquiétudes à la fin de 1998 à la suite de plusieurs décès susceptibles d'y être liés. Au vu de leurs premières conclusions, la présidence allemande de l'UE a chargé les deux agences, en février, d'entamer une procédure officielle d'évaluation des risques liés à cette drogue, selon les termes de l'action commune. Quatre mois plus tard, une évaluation complète a conclu que le 4-MTA devrait être placé sous contrôle dans l'UE, principalement en raison du risque élevé de surdose y étant associé. En septembre, le Conseil «Justice et affaires intérieures» de l'UE a adopté une décision à cet effet: il définit le 4-MTA comme une drogue devant être soumise à «des mesures de contrôle et à des sanctions pénales» dans les quinze États membres ⁽⁴⁾.

Le processus entier a duré environ six mois, ce qui confirme la rapidité et l'efficacité des mécanismes d'alerte rapide et d'évaluation des risques prévus par l'action commune. L'expérience a également démontré comment l'OEDT pouvait allier son expertise en collecte de données et en évaluation scientifique avec succès en vue d'influencer la prise de décision sur les drogues en Europe.

Comme toujours, le lancement du Rapport annuel sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne de l'OEDT, qui a eu lieu en 1999 à Berlin, a été l'un des grands moments de l'année. Le Rapport a été présenté aux médias alle-

⁽²⁾ L'annexe au règlement fondateur de l'OEDT, le règlement (CEE) n° 302/93 du 8 février 1993, énumère cinq domaines prioritaires. Voir l'adresse Internet suivante: http://www.emcdda.org/about/ec_regulation.shtml

⁽³⁾ Action commune 97/396/JAI du Conseil du 16 juin 1997 fondée sur l'article K.3 du traité sur l'Union européenne relative à l'échange d'informations, à l'évaluation des risques et au contrôle des nouvelles drogues de synthèse (JO L 167 du 25.6.1997).

⁽⁴⁾ Décision du Conseil du 13 septembre 1999 définissant le 4-MTA comme une nouvelle drogue de synthèse qui doit être soumise à des mesures de contrôle et à des sanctions pénales (JO L 244 du 16.9.1999).

mands et européens le 22 novembre en coopération avec la coordinatrice allemande en matière de drogues, Christa Nickels, et le ministère allemand de la santé ainsi qu'en présence du président du conseil d'administration de l'OEEDT et de membres du personnel de l'Observatoire. Au même moment, le service du porte-parole de la Commission européenne annonçait le lancement du Rapport à Bruxelles, tandis que d'autres activités promotionnelles étaient menées par les points focaux nationaux Reitox ⁽⁵⁾. Ces événements ont assuré au Rapport une couverture médiatique record, laquelle a fortement accru la visibilité de l'Observatoire auprès de son public de base, à savoir les décideurs européens et nationaux placés au devant de la scène.

L'évaluation de la prévention de la toxicomanie est restée un problème important pour l'Agence en 1999. Le travail dans ce domaine a eu pour point culminant la deuxième conférence européenne sur l'évaluation de la prévention des toxicomanies, qui s'est tenue en décembre à Strasbourg sur le thème «L'évaluation: un instrument clé pour améliorer la prévention». Organisée conjointement par l'OEEDT et la Commission européenne, elle visait à promouvoir un changement d'idéologie vers une évaluation accrue des initiatives de prévention. L'Observatoire est convaincu que l'évaluation systématique des programmes en matière de drogues est absolument nécessaire pour s'assurer que les fonds alloués au phénomène de la drogue soient utilisés à bon escient. Un ensemble de recommandations ont été adoptées en vue de faciliter et de promouvoir une «culture d'évaluation» dans les stratégies et les programmes de prévention des toxicomanies des États membres de l'UE.

Cela nous amène à l'un des principaux événements politiques de l'année pour l'OEEDT: l'élaboration de la stratégie antidrogue de l'Union européenne 2000-2004 ⁽⁶⁾. L'Observatoire a joué un rôle actif dans le développement de cette stratégie, notamment dans la promotion du concept d'évaluation et de l'importance d'établir des informations fiables et comparables sur les drogues afin qu'elles servent de base à des prises de décision politique saine. Il a également organisé, en juillet, en coopération avec l'ancien commissaire européen chargé de la justice et des affaires intérieures, Anita Gradin, un forum informel sur cette stratégie. Nous sommes heureux de signaler que la dernière stratégie présente plusieurs éléments nouveaux et importants dans les domaines de l'évaluation, de l'information, de la recherche et de la coordination sur les drogues, éléments qui comportent un intérêt immédiat pour l'OEEDT et sont directement liés à son travail.

Le Parlement européen a adopté un avis officiel sur la stratégie en novembre, à la suite d'un rapport de la commission des libertés et des droits des citoyens, de la justice et des affaires intérieures du Parlement européen (ancienne commission des libertés publiques et des affaires intérieures). Le Conseil européen, réuni à Helsinki en décembre, a ensuite invité les institutions et les organismes européens concernés par la stratégie à rapidement la mettre en œuvre et à faire part des premiers résultats d'ici à la fin de 2002. L'Observatoire est impatient de jouer un rôle actif au cours de cette période.

⁽⁵⁾ Reitox, le réseau européen d'information sur les drogues et les toxicomanies, est constitué d'un point focal de chaque État membre de l'Union européenne, du point focal de la Commission européenne et du point focal observateur de la Norvège (voir chapitre 3).

⁽⁶⁾ La stratégie fait suite au projet de plan d'action de l'Union européenne en matière de lutte contre la drogue (2000-2004), d'abord présenté par la Commission européenne dans une communication au Conseil de l'UE et au Parlement, le 26 mai 1999, sous la présidence allemande de l'UE. Le plan succédait à la «Stratégie antidrogue de l'UE après 1999» (doc. 7930/2/98 Rév. 2. Cordrogue 26 du 2 juin 1998), approuvée au Conseil européen de Cardiff en juin 1998, et aux conclusions du Conseil européen de Vienne en décembre 1998, qui invitaient le Conseil, la Commission européenne et le Parlement à développer cette stratégie pour en faire un plan complet, à la lumière des nouvelles possibilités offertes par le traité d'Amsterdam.

En ce qui concerne les informations fiables sur les drogues, nous souhaiterions évoquer le travail de l'Observatoire dans le domaine de l'épidémiologie, où des progrès considérables sont réalisés pour élaborer des instruments et des normes liés à cinq indicateurs clés de la consommation de drogues et de ses problèmes connexes dans l'UE. Ces indicateurs, qui seront progressivement mis en œuvre au cours des cinq prochaines années, sont conçus pour accroître la qualité et la comparabilité des données collectées par l'Observatoire et constituent actuellement l'une des principales initiatives de l'Agence.

Outre améliorer la qualité et la comparabilité des données, il est également essentiel d'augmenter la pertinence politique de celles-ci. À cette fin, un travail épidémiologique est en cours pour développer les analyses scientifiques sur comment les différents problèmes et modèles de consommation de drogues apparaissent et pourquoi, ainsi que sur les facteurs influençant leur évolution. Ce travail permettra de mieux comprendre le phénomène de la drogue et donc de mieux définir et d'évaluer différentes options politiques. Il peut s'agir, par exemple, d'une analyse (quantitative et qualitative) des tendances nouvelles et changeantes ainsi que de certains aspects sociaux et économiques liés à la disponibilité de la drogue, à sa consommation, à la toxicomanie et à leurs conséquences.

Le réseau Reitox, comme toujours, a été le pivot de l'Observatoire en 1999 et a joué un rôle crucial dans ses programmes en exécutant plusieurs de ses «tâches permanentes». Ces tâches comprenaient: la promotion des cinq indicateurs clés épidémiologiques au niveau national; une contribution essentielle au Rapport annuel de l'OEDT; la promotion des mécanismes au niveau national dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques; la promotion active de la base de données de l'Observatoire sur la réduction de la demande, EDDRA (échanges sur les actions de réduction de la demande de drogues). Les points focaux nationaux ont également mis en œuvre le document sur le rôle et le financement des points focaux nationaux, adopté l'année précédente par le conseil d'administration de l'Observatoire, et ont organisé leurs premières réunions Reitox internes, présidées par le porte-parole du Reitox récemment élu (point focal portugais). Des réunions thématiques OEDT-Reitox se sont également tenues en 1999 pour garantir une couverture adéquate des questions importantes.

Dans le domaine de l'information, l'Observatoire a élaboré ses produits en ligne en 1999 et produit son premier CD-ROM (rassemblant les textes de loi de l'UE en matière de drogues) (7). Il a également lancé un site web avec une nouvelle présentation (<http://www.emcdda.org>), à la suite d'un projet de restructuration et de reconception pour améliorer sa navigabilité et sa facilité d'accès. Un intranet a également été créé à l'OEDT pendant l'année pour améliorer la communication et l'échange d'informations au sein de l'organisme. Entre-temps, dans le domaine de la documentation, l'OEDT a organisé, en novembre, la onzième réunion annuelle de l'Association européenne des documentalistes et des spécialistes d'information sur l'alcool et les autres drogues (Elisad). Elle portait sur l'organisation des informations professionnelles en matière d'abus d'alcool et de drogues en Europe. En outre, l'Observatoire a intensifié ses activités médiatiques en préparant le terrain pour une stratégie «médias» officielle et en établissant de nouveaux contacts avec les médias dans toute l'Europe.

En dehors du siège de l'OEDT, la coopération s'est poursuivie en 1999 avec les six partenaires internationaux prioritaires de l'Observatoire. Nous avons eu le grand

(7) Une liste complète des publications et des produits en ligne de l'OEDT parus en 1999 figure au chapitre 5. Tous les détails et informations nécessaires à une commande sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.emcdda.org/publications/publications.shtml>

plaisir de signer un mémorandum d'entente, en septembre, avec le Conseil de l'Europe (groupe Pompidou) aux côtés du nouveau secrétaire général de cette organisation, Walter Schwimmer. Il s'agit du deuxième mémorandum d'entente établi entre l'Observatoire et une organisation partenaire, le premier ayant été conclu en 1998 avec le Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue (Pnucid). Des réunions se sont tenues pendant le second semestre de 1999 avec Pino Arlacchi, directeur général du Pnucid, et Christopher Luckett, responsable du secrétariat du groupe Pompidou, afin d'aborder la mise en œuvre de ces accords. Un mémorandum d'entente similaire avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a également été évoqué par le conseil d'administration de l'Observatoire et devrait être signé en mars 2000.

En 1999, les relations extérieures de l'Observatoire ont de nouveau englobé la coopération et les contacts avec des régions extracommunautaires, notamment avec l'Europe centrale et orientale, les États-Unis et l'Amérique latine.

Dans le contexte de l'adhésion prochaine de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale (PECO) à l'UE, l'OEDT a poursuivi sa coopération avec le programme Phare multibénéficiaire de lutte contre la drogue, l'un des objectifs prioritaires de son programme de travail triennal. En février 1999, le projet Phare sur les systèmes d'information en matière de drogues (Phare-DIS), qui a aidé les PECO à développer un réseau d'informations comparable à Reitox (en établissant des prototypes de points focaux nationaux dans chaque pays participant), a conclu sa phase finale. À la suite d'une décision de la Commission européenne et du conseil d'administration de l'OEDT prise pendant l'année, un transfert éventuel des activités Phare-DIS vers l'Observatoire a été étudié en 1999. Il permettrait d'établir des liens plus étroits entre l'OEDT et les centres des PECO spécialisés dans l'information sur les drogues.

La coopération avec les États-Unis a été marquée par la visite, en octobre, de Barry R. McCaffrey, directeur du bureau de la Maison Blanche chargé de la politique nationale de lutte contre la drogue (ONDCP). Elle avait pour but d'échanger des avis avec le conseil d'administration et le personnel de l'OEDT ainsi que de discuter d'une coopération et de l'échange d'informations sur les drogues en général. Il s'agissait de la deuxième visite de M. McCaffrey à l'Observatoire, après sa venue à Lisbonne, en juillet 1998, à l'occasion du premier forum informel États-Unis - UE sur les drogues.

En ce qui concerne l'Amérique latine, l'Observatoire a contribué au processus préparatoire du «mécanisme de coordination et de coopération entre l'Union européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes — plan d'action global contre les drogues», officiellement adopté lors du sommet de Rio tenu en juin entre ces trois régions. Pour préparer cet événement, l'Observatoire a publié le compte-rendu du séminaire euro-ibéro-américain: coopération des politiques en matière de drogues et de toxicomanies et sa déclaration finale, la «déclaration de Porto» ⁽⁸⁾.

La rétrospective de 1999 serait incomplète sans la mention des multiples visites rendues à l'Observatoire par nombre de ceux qui se sont montrés sensibles et engagés dans la lutte contre la drogue au long des années. Ce fut un grand honneur pour nous de recevoir un éventail de dignitaires composés de chefs d'État, de représentants gouvernementaux, d'ambassadeurs, de parlementaires et de coordinateurs nationaux en matière de drogues. L'OEDT a également accueilli nombre de scientifiques, de chercheurs, d'experts et de professionnels du terrain dans le domaine de la drogue, lesquels ont tous apporté une contribution précieuse à son travail.

⁽⁸⁾ Séminaire promu par le président de la République portugaise et organisé sous les auspices du vice-président de la Commission européenne, en coopération avec le gouvernement portugais et avec le soutien de l'OEDT (8 et 9 octobre 1998, Porto, Portugal).

En février, Leurs Excellences, le président français Jacques Chirac et le président portugais Jorge Sampaio, ont visité l'OEDT et ont fait des déclarations sur l'importance d'établir des «informations objectives, fiables et comparables» sur les drogues. Le président Chirac a répété l'«importance vitale» de l'OEDT pour développer le «savoir de base nécessaire à des jugements sains», alors que le président Sampaio a loué les initiatives de l'OEDT «qui sont essentielles pour la prise de décision politique». «Mieux savoir pour mieux décider», a-t-il ajouté. En novembre, le roi Albert II de Belgique et la reine Paola ont visité l'Observatoire, accompagnés du président portugais, Jorge Sampaio, et de la première dame du Portugal. Au cours de cette visite royale et présidentielle, le roi s'est réjoui du fait que, grâce à l'OEDT, les États membres de l'UE pouvaient désormais évaluer leur situation en matière de drogues par rapport à celle des autres pays communautaires et obtenir une vue d'ensemble du phénomène à l'échelle européenne.

Bien que la portée des activités de l'Agence en 1999 soit évidemment trop vaste pour être abordée ici en détail, nous sommes convaincus que cette vue d'ensemble offre un aperçu des réalisations de l'OEDT pendant l'année et décrit le contexte dans lequel ses activités individuelles ont été menées. L'Observatoire a fonctionné en 1999 avec un budget de 8 250 000 euros et, à la fin de l'année, employait 51 membres statutaires. La reconnaissance du travail de l'Observatoire en 1999 a fortement contribué à accroître sa visibilité auprès de son public cible et nous souhaiterions saisir cette occasion pour remercier tous ceux qui ont contribué aux résultats obtenus. Au cours du dernier semestre, une grande attention a été accordée à l'évaluation de l'Observatoire par des consultants externes, un exercice conçu pour fournir une analyse approfondie des programmes et des activités de l'OEDT. Les résultats de cette procédure, qui seront présentés au printemps 2000, sont très attendus et devraient jouer un rôle constructif dans l'évolution de notre travail et de nos procédures dans les années à venir.

Georges Estievenart
Directeur général de l'OEDT
Janvier 2000

Programme de travail 1998-2000 de l'OEDT

Domaines prioritaires tels que mentionnés à l'annexe du règlement fondateur, le règlement (CEE) n° 302/93 de l'OEDT

Domaine prioritaire n° 1: demande et réduction de la demande de drogues

Consolidation et amélioration des résultats

Domaine prioritaire n° 2: stratégies et politiques nationales et communautaires (en particulier politiques, plans d'action, législations, activités et accords internationaux, bilatéraux et communautaires)

Développement des résultats

Tâches telles que mentionnées à l'article 2 du règlement fondateur de l'OEDT

A. Collecte et analyse des données existantes

B. Amélioration de la méthodologie de comparaison des données

C. Diffusion des données

D. Coopération avec des organismes et organisations européens et internationaux et avec des pays tiers

A. Collecte et analyse des données existantes

Objectifs prioritaires tels que mentionnés dans le programme de travail 1998-2000 de l'OEDT

Objectif prioritaire n° 1

Consolidation et amélioration des systèmes d'information de l'Observatoire en matière d'épidémiologie et de réduction de la demande, sur la base d'ensembles approuvés de données clés

- a) Tendances et modèles actuels: contrôle des drogues illicites traditionnelles
- b) Nouvelles tendances: mise sur pied et développement d'un mécanisme d'échange d'informations, d'évaluation des risques et de contrôle des nouvelles drogues synthétiques

Objectif prioritaire n° 2

Consolidation et amélioration du réseau Reitox conformément aux décisions prises par le conseil d'administration de l'OEDT

Objectif prioritaire n° 3

Amélioration et développement de méthodes, de systèmes de données et d'indicateurs clés fiables et comparables

Objectif prioritaire n° 4

Amélioration de la qualité du Rapport annuel sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne, de la visibilité du travail de l'OEDT et du réseau Reitox, ainsi que de la diffusion des informations collectées et produites par l'OEDT

Objectif prioritaire n° 5

Développement d'une coopération structurée avec les partenaires internationaux de l'OEDT, de synergies et d'une complémentarité avec les programmes et les activités de l'UE en évitant les doubles emplois

Objectif prioritaire n° 6

Développement d'outils et de méthodologies de comparaison des interventions, des législations, des stratégies et des politiques dans l'UE (y compris l'évaluation du rapport coût/efficacité)

Chapitre

1

Épidémiologie

En 1999, le travail de l'OEDT dans le domaine de l'épidémiologie s'est concentré sur la collecte et l'analyse des données existantes et sur l'amélioration des méthodes de comparaison des données, conformément aux objectifs prioritaires n^{os} 1, 2 et 3 du programme de travail 1998-2000.

Les tâches principales étaient les suivantes: synthétiser les informations épidémiologiques pour le *Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne* de l'OEDT; développer des outils et des réseaux d'experts pour effectuer des analyses de données plus approfondies et plus liées aux politiques ainsi que suivre et comprendre les nouvelles tendances; développer cinq indicateurs clés comparables de la consommation de drogues et de ses conséquences principales pour la santé dans l'UE; finaliser un ensemble de rapports de projets; coopérer avec d'autres institutions dans le cadre de l'objectif prioritaire n^o 5.

Objectif prioritaire n° 1

Consolidation et amélioration des systèmes d'information de l'Observatoire en matière d'épidémiologie et de réduction de la demande, sur la base d'ensembles approuvés de données clés

a) Tendances et modèles actuels: contrôle des drogues illicites traditionnelles

Systèmes d'information épidémiologiques

Objectif prioritaire n° 2

Consolidation et amélioration du réseau Reitox conformément aux décisions prises par le conseil d'administration de l'OEDT

Projets de soutien Reitox ⁽⁹⁾

Objectif prioritaire n° 3

Amélioration et développement de méthodes, de systèmes de données et d'indicateurs clés fiables et comparables

Indicateurs clés épidémiologiques

Objectif prioritaire n° 5

Développement d'une coopération structurée avec les partenaires internationaux de l'OEDT, de synergies et d'une complémentarité avec les programmes et les activités de l'UE en évitant les doubles emplois

Coopération dans le domaine de l'épidémiologie

Systèmes d'information épidémiologiques

En 1999, le travail de l'OEDT dans ce domaine comprenait: la collecte et la synthèse de données pour le Rapport annuel 1999; le renforcement de réseaux d'experts pour améliorer la collecte, l'échange et la diffusion d'informations qualitatives et quantitatives; la mise en œuvre de plusieurs projets visant à améliorer la pertinence politique des informations par le biais d'une analyse de données (notamment une étude afin d'améliorer la qualité des données).

Collecte et analyse de données pour les décideurs politiques

En 1999, l'Observatoire a élaboré plusieurs projets visant à développer et à appliquer des instruments pour la collecte et l'analyse de données sur la consommation de drogues. Ces instruments sont définis ci-après.

⁽⁹⁾ Anciens «projets spécifiques» Reitox. Pour une description détaillée, voir chapitre 3.

Collecte et analyse de données pour le Rapport annuel 1999 de l'OEDT

Collecte et enregistrement de données

Les données épidémiologiques ont été collectées auprès des points focaux nationaux (PFN) au moyen de tableaux standard dûment contrôlés et introduits dans des bases de données. Ces données ont été complétées par des informations provenant d'études et de recherches réalisées par l'OEDT et publiées.

Synthèse et analyse de données

Les données statistiques susmentionnées ont été analysées par l'Observatoire, tout comme les rapports nationaux Reitox ⁽¹⁰⁾ et les informations supplémentaires provenant des études réalisées par l'OEDT et de l'ensemble de la littérature scientifique. Ces données, une fois synthétisées, ont servi à la rédaction du Rapport annuel 1999, et en particulier du chapitre 2 («Prévalence, modèles et conséquences de la consommation de drogues»), mais aussi du chapitre 1 («Tendances du développement de l'usage de drogues, problèmes et réponses») et de certaines sections du chapitre 3 («Réponses établies sur l'abus de drogues dans l'UE»), à savoir «Cannabis: évolution et réponses» et «Drogues synthétiques: développements et réponses».

Nouvelles tendances en matière de consommation de drogues et de recherche qualitative sur les modèles de consommation de drogues

Nouvelles tendances en matière de consommation de drogues

À la suite d'une étude de faisabilité achevée en 1998, intitulée «Identifying, tracking and understanding emerging trends in drug use» («Identification, suivi et compréhension des nouvelles tendances en matière de consommation de drogues»), trois réunions d'experts ont été organisées en 1999 pour étudier ses recommandations. La première réunion (en octobre) a impliqué des «acteurs de terrain» en matière de drogues provenant de villes clés et visait à synthétiser des informations sur les tendances en matière de consommation de drogues et à développer des instruments de collecte de données. La deuxième réunion (en novembre) s'est penchée sur les méthodes pour tester le contenu des produits sur le marché des drogues illicites et pour appréhender les modèles de consommation. Enfin, la troisième réunion (en décembre) portait sur des idées pratiques de mise en réseau. La diffusion et le feed-back au moyen d'un bulletin disponible sur le site web ont également été étudiés. Un appel d'offres a été lancé en octobre pour une étude de faisabilité sur le contrôle des médias des jeunes en tant que sources d'information sur les nouvelles tendances en matière de drogues (contractant: Gruppo Abele, Italie).

Recherche qualitative sur les modèles de consommation de drogues

En 1999, le département d'épidémiologie de l'Observatoire, en collaboration avec le département de réduction de la demande, a continué à coordonner et à soutenir un réseau de chercheurs dans le domaine de la qualité sur les modèles de consommation de drogues dans l'UE (voir chapitre 2). L'accès aux informations sur ces recherches a été amélioré pendant l'année, grâce à l'élaboration d'un site web consacré à ce domaine (<http://www.qed.org.uk>). Un appel d'offres a été lancé en octobre pour maintenir, mettre à jour et développer ce site web au cours des deux

⁽¹⁰⁾ Les rapports nationaux produits par les points focaux nationaux (dans le cadre de l'une des tâches permanentes Reitox) décrivent le phénomène de la drogue dans un État membre communautaire et fournissent des données de base pour le Rapport annuel de l'OEDT et d'autres analyses.

prochaines années (contractante: Jane Fountain, Royaume-Uni). Une monographie scientifique de l'OEDT sur la recherche qualitative intitulée «Understanding and responding to drug use: the role of qualitative research» («Comprendre et répondre à l'usage de drogues: le rôle de la recherche qualitative») et une nouvelle publication de la série Insights de l'OEDT, «Injecting drug use, risk behaviour and qualitative research» («La prise de drogues par voie intraveineuse, comportements à risque et recherche qualitative»), étaient en cours de préparation à la fin de l'année. Des fiches bibliographiques relatives à une documentation approfondie sur la recherche qualitative européenne en matière de drogues, collectée par des projets de l'OEDT réalisés entre 1996 et 1998 sur ce sujet, ont été insérées dans la base de données du centre de documentation de l'OEDT.

Système d'alerte rapide sur les nouvelles drogues synthétiques

En coopération avec l'unité de l'OEDT chargée de mettre en œuvre l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques (voir chapitre 4), le département d'épidémiologie a collecté et analysé des données épidémiologiques et sociales sur la nouvelle drogue synthétique, le 4-MTA (4-Méthylthioamphétamine). Elle a également examiné, conjointement avec le comité scientifique de l'OEDT, des lignes directrices pour l'évaluation des risques des nouvelles drogues synthétiques et des approches des critères de pondération. En outre, le département a participé à la réunion d'évaluation des risques sur le 4-MTA et à la préparation d'un rapport final d'évaluation des risques sur cette substance (voir chapitre 4).

Modélisation dynamique de la consommation de drogues, sa propagation, ses conséquences et ses coûts

Incidence de la consommation problématique de drogues et tendances temporelles des indicateurs

Le dernier rapport d'une étude pilote, financée dans le cadre du budget 1998 de l'Observatoire, et visant à analyser l'incidence de la consommation problématique de drogues dans quatre villes européennes, a été soumis à l'OEDT en mars. L'étude a calculé la période de latence entre la première consommation de drogues et la première demande de traitement et examiné les facteurs qui influencent cette période. Les informations recueillies ont été utilisées pour déterminer des tendances au niveau de l'incidence. Les résultats relatifs aux villes d'Amsterdam, de Londres et de Rome suggéraient que, en moyenne, le délai avant le premier traitement était long (cinq à sept ans), et encore plus long chez les plus jeunes consommateurs, ce qui pourrait avoir des implications considérables pour les centres de traitement. Des problèmes méthodologiques ont été identifiés mais nécessiteront un examen plus approfondi en 2000 (contractant: université Tor Vergata, Italie).

Étude sur l'incidence de la consommation problématique de drogues et la période de latence avant le traitement dans l'Union européenne

Dans le cadre de celle-ci, une nouvelle étude a été lancée en décembre pour améliorer la compréhension méthodologique des problèmes d'incidence et de latence et pour explorer d'autres sites. Elle se fondera sur les analyses effectuées pendant l'étude pilote en accordant une attention particulière aux points suivants: comparabilité entre les sites; sources d'erreur; problèmes de méthode de rétrocalcul; interprétation des différences entre les sites et dans le temps, notamment l'incidence de la disponibilité de traitement (contractant: université Tor Vergata, Italie).

Propagation géographique de la consommation de drogues

Les résultats d'une étude pilote, financée dans le cadre du budget 1998 pour appliquer des systèmes d'information géographique (SIG) aux données sur les drogues,

ont été soumis à l'OEDT en avril. Les objectifs définis pour l'avenir consistaient à développer un modèle explicatif, une base de données et des cartes illustrant la propagation géographique de la consommation de drogues et la distribution spatiale des indicateurs dans l'UE. Des cartes indiquant la propagation temporelle et spatiale de la consommation de drogues dans l'ouest de l'Écosse de 1980 à 2000 ont été élaborées. Au niveau européen, des systèmes SIG ont été utilisés pour illustrer les estimations de la prévalence de la consommation problématique de drogues et de l'hépatite chez les usagers de drogues par voie intraveineuse (UDVI). Des exemples régionaux anglais et italiens ont révélé que l'élaboration de cartes de données doit être interprétée avec prudence. Les données italiennes ont démontré comment l'épidémie d'héroïne dans les années 90 a entraîné une demande de traitement le long des principaux circuits de trafic (contractant: université de Keele, Royaume-Uni).

Réseaux de recherche sur la modélisation de la propagation temporelle et géographique

Des fonds du programme de recherche socio-économique finalisée (RSEF) de la Commission européenne (direction générale de la recherche) alloués à l'OEDT en 1999 lui ont permis d'établir deux réseaux de chercheurs pour estimer la propagation de la consommation problématique de drogues à l'aide de modèles dynamiques (ces modèles appartiennent à un plus vaste réseau sur la modélisation statistique et dynamique, qui vise à promouvoir l'échange d'informations sur les nouvelles méthodes, à améliorer la pertinence politique de la modélisation, à encourager la rédaction de publications scientifiques et à élaborer des propositions d'études approfondies). Le premier réseau se concentre sur l'incidence et les tendances temporelles de la consommation problématique de drogues et le second sur l'élaboration de cartes et la modélisation de la propagation géographique de la consommation de drogues. Des groupes de travail se sont réunis à deux reprises en décembre 1998 et en juin 1999, tandis qu'une réunion de coordination du large réseau de modélisation s'est tenue à Lisbonne en septembre (coordinateurs: université Tor Vergata, Italie, et université de Keele, Royaume-Uni).

Incidence et coûts de l'hépatite et du VIH parmi les usagers de drogues par voie intraveineuse dans l'UE

Le dernier rapport d'une étude pilote, financée dans le cadre du budget 1998 pour estimer l'incidence et les coûts des hépatites B et C et du VIH chez les usagers de drogues par voie intraveineuse dans l'UE, a été soumis à l'OEDT en novembre. Une série de documents en la matière ont également été préparés et évoqués lors d'une réunion d'experts à Bilthoven (Pays-Bas) en juin. En outre, le projet a offert une vue d'ensemble des approches de modélisation et des méthodes d'évaluation économique, notamment des coûts sociaux et indirects, pour évaluer les coûts de la consommation de drogues en général (contractant: Institut national de la protection de la santé publique et de l'environnement — RIVM, Pays-Bas).

Analyse macroéconomique des marchés de l'héroïne dans l'UE et de l'incidence des traitements de substitution

Un appel d'offres a été lancé en octobre pour un projet visant à développer un modèle macroéconomique des marchés de l'héroïne, à le tester à l'aide des données disponibles sur la consommation et les modèles de consommation et à analyser les effets possibles des traitements de substitution sur le prix, la consommation, les conséquences et l'offre d'héroïne dans l'UE. Le modèle devrait également servir de base pour examiner les effets relatifs d'autres interventions (par exemple la répression) sur le marché de l'héroïne (contractant: Modus Vivendi, Belgique).

Réseau de recherche sur la modélisation des coûts de la consommation de drogues et du rapport coût/efficacité des interventions

Des fonds du programme RSEF de la Commission européenne ont permis à l'Observatoire d'établir un réseau de chercheurs pour estimer les coûts de la consommation problématique de drogues et le rapport coût/efficacité des interventions, et ce au moyen de modèles dynamiques, dans le cadre du large réseau sur la modélisation statistique et dynamique (voir ci-dessus). Le réseau sur les coûts est constitué de trois groupes de travail sur les problèmes épidémiologiques et sociaux, la modélisation dynamique et les problèmes économiques (contractant: Institut national de la protection de la santé publique et de l'environnement — RIVM, Pays-Bas).

Réseau de recherche sur l'analyse économique des marchés des drogues et les réponses

Le programme RSEF a aussi financé la création d'un groupe de travail pour analyser les marchés des drogues à l'aide de modèles dynamiques, dans le cadre du large réseau sur la modélisation statistique et dynamique. Une revue de la littérature scientifique en la matière a été réalisée en 1999, et l'année 2000 sera consacrée à modéliser les acteurs et les mécanismes des marchés des drogues à différents niveaux. Le groupe de travail est étroitement lié à deux autres études: les marchés locaux des drogues et la disponibilité des drogues, d'une part, et l'analyse macro-économique des marchés de l'héroïne dans l'UE et les effets des traitements de substitution, d'autre part. Le groupe a également été représenté à Lisbonne, en septembre, lors de la réunion de coordination du large réseau de modélisation (contractant: université de York, Royaume-Uni).

Drogues et exclusion sociale, en particulier chez les minorités

À la suite d'un atelier sur les drogues, l'exclusion sociale, la migration et les minorités, organisé à l'OEDT en décembre 1998, une étude a débuté en 1999, qui vise à dresser des cartes relatives aux informations disponibles dans l'UE sur l'exclusion sociale et les drogues, et en particulier sur les minorités. Ce projet clarifiera les concepts et les définitions. De plus, il examinera, analysera et évaluera de façon critique les informations disponibles. Il étudiera également les relations entre l'exclusion sociale, les minorités et les drogues et il identifiera les principaux problèmes (contractants: point focal national Reitox, Royaume-Uni, et université de Middlesex, Royaume-Uni).

Disponibilité et marchés locaux des drogues

La disponibilité des drogues et les marchés locaux sont à la fois les déterminants et les conséquences de la consommation de drogues et ils interagissent avec la demande de drogues et avec ses réponses au niveau local. En septembre, l'OEDT a entamé un projet pilote visant à étudier les marchés locaux des drogues à Francfort et à Milan. La première phase du projet porte sur les approches conceptuelles et descriptives des marchés des drogues (acteurs, mécanismes, etc.), sur leurs conséquences et les réponses publiques. L'étude devrait entraîner une analyse des différentes options politiques (contractant: Institut Max Planck, Allemagne).

Statistiques sur la répression en tant qu'indicateurs épidémiologiques

La fiabilité et la comparabilité des statistiques sur la répression (par exemple arrestations) sont inconnues et leur valeur en tant qu'indicateurs indirects des tendances en matière de drogues est obscure. Un examen des sources de données sur la répression dans trois pays (France, Portugal et Royaume-Uni) a été lancé par l'OEDT

en août pour mieux comprendre le contexte, les pratiques d'enregistrement et les caractéristiques méthodologiques des données disponibles sur la répression. Un atelier d'échange d'idées entre les experts a été organisé en décembre pour évoquer la comparabilité et la fiabilité des données au niveau communautaire ainsi que l'utilisation des statistiques sur la répression dans un cadre épidémiologique.

Examen des accidents de la circulation et des urgences non mortelles liées à la drogue

L'Observatoire a réalisé deux revues de la littérature en la matière en 1999. La première portait sur la consommation de drogues, la conduite automobile défaillante et les accidents de la circulation et elle a donné lieu à un rapport et à une bibliographie de 700 publications scientifiques, disponibles sur Internet (contractant: point focal national Reitox, Irlande). La seconde s'est penchée sur les informations sur les urgences non mortelles liées à la drogue et a donné lieu à un rapport et à une bibliographie annotée sur le sujet (contractant: Institut Municipal d'Investigació Mèdica, Espagne).

Examen de la qualité des données épidémiologiques

Une évaluation de la qualité des données épidémiologiques soumises à l'OEDT par les points focaux nationaux s'est achevée en mai (contractant: point focal national Reitox, Autriche).

Projets de soutien Reitox

À la suite d'une décision du conseil d'administration de l'OEDT selon laquelle l'aide à la mise en œuvre des cinq indicateurs clés épidémiologiques devrait faire partie des tâches permanentes des points focaux nationaux Reitox (voir chapitre 3), le département d'épidémiologie a invité les PFN à établir des plans de travail tenant compte des situations nationales et à fournir des rapports intermédiaires initiaux. L'évolution de la mise en œuvre des indicateurs fera l'objet d'un suivi régulier de la part du département d'épidémiologie. En ce qui concerne les indicateurs spécifiques et sur la base du travail effectué dans le cadre du programme de travail 1998 Reitox, le département d'épidémiologie a contribué à l'élaboration, au test et à la mise en œuvre de normes sur des indicateurs de la demande de traitement et des décès liés à la drogue, ainsi qu'au soutien de l'élaboration d'estimations de la prévalence nationale en vue d'améliorer leur comparabilité.

Indicateurs clés épidémiologiques

En 1999, le département a veillé à promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre ultérieure des instruments et des normes liés aux cinq indicateurs clés épidémiologiques en entreprenant les projets cités ci-après.

Consommation de drogues en population générale

Création d'une banque de données communautaire intégrant des enquêtes en population portant sur la consommation de drogues et d'une analyse commune des données collectées

Un appel d'offres a été lancé en octobre pour établir une banque de données européenne intégrant les enquêtes nationales en population sur la consommation de drogues dans les États membres de l'UE et pour effectuer une analyse conjointe de ces données. L'objectif du projet consiste à dresser une vue d'ensemble comparative de la prévalence de la consommation de drogues et des facteurs associés en population générale, à l'aide des variables et des catégories définies par les instruments standard créés par l'OEDT à cet effet. Le projet évaluera les problèmes méthodologiques liés à cette vue d'ensemble, évaluera et développera les normes de l'OEDT et rédigera des propositions de nouvelles études méthodologiques (contractant: Quinx Research, Pays-Bas).

Préparation d'un manuel européen sur les enquêtes en population générale relatives à la consommation de drogues

L'objectif de ce projet, lancé à la fin de 1999, sera de présenter, de façon cohérente et accessible, les résultats des études effectuées par l'OEDT dans ce domaine depuis 1996. Il évaluera et améliorera la qualité et la comparabilité des études nationales sur la consommation de drogues, et notamment un ensemble standard d'éléments communs clés, le «questionnaire modèle européen» (contractant: Quinx Research, Pays-Bas).

Estimations de la prévalence de la consommation problématique de drogues

Projet sur la mise en œuvre de méthodes d'estimation de la prévalence nationale de la consommation problématique de drogues dans les États membres de l'UE

Les projets précédents liés à cet indicateur ont testé six méthodes d'estimation de la prévalence de la consommation problématique de drogues dans les États membres de l'UE. Le projet de 1999 a été entrepris: en coordonnant les révisions par les pairs et en mettant à jour les estimations nationales pour le Rapport annuel 1999 de l'OEDT; en coordonnant le travail destiné à améliorer la méthodologie; en établissant des lignes directrices; en apportant des conseils pour une mise en œuvre comparable dans les États membres (contractant: point focal national Reitox, Allemagne).

Étude de faisabilité sur la mise en œuvre d'études longitudinales sur les modèles de consommation, les risques sanitaires, les carrières et les besoins des jeunes consommateurs problématiques de drogues

Un appel d'offres a été lancé en septembre pour un projet visant à évaluer la faisabilité de la mise en œuvre d'études longitudinales comparatives sur des jeunes consommateurs de drogues sans traitement. Cette initiative est importante pour compléter les estimations de la prévalence globale et les données fournies par des consommateurs de drogues connus sur les modèles de consommation, les carrières, les risques sanitaires et les besoins de santé. Le projet examinera les études en cours et les études prévues dans l'UE, comparera les instruments et les données disponibles et visera à développer une approche commune menant, si possible, à une proposition de recherche communautaire collective en 2000 (contractant: point focal national Reitox, Pays-Bas).

Réseau de recherche sur l'estimation de la prévalence nationale et locale

Financé par le programme RSEF de la Commission européenne, l'Observatoire a créé deux réseaux pour estimer la prévalence de la consommation problématique de drogues à l'aide de modèles dynamiques, dans le cadre du large réseau d'experts sur la modélisation statistique et dynamique. Le premier réseau se concentre sur l'estimation de la prévalence au niveau national et le second au niveau local. Deux réunions ont été organisées en mars et en mai, et les coordinateurs ont participé, en septembre, à Lisbonne, à une réunion de coordination du large réseau de modélisation (coordinateurs: point focal national Reitox, Allemagne, et université de Glasgow, Royaume-Uni).

Demande de traitement par les consommateurs de drogues

Essai sur le terrain de collecte de données

Ce projet, financé dans le cadre du budget 1998, et entrepris en coopération avec le groupe Pompidou du Conseil de l'Europe, a produit un projet de protocole européen pour la collecte de données sur le traitement de la toxicomanie en avril 1999. Il s'est basé sur des études précédentes sur la disponibilité et la comparabilité des données dans les États membres. Le projet a testé sur le terrain, au printemps et en été, le projet de protocole dans tous les pays communautaires. Un groupe d'experts de l'OEDT sur la demande de traitement, désignés par les points focaux nationaux pour participer au projet, s'est réuni en octobre, à Lisbonne, pour évoquer les résultats, les objectifs et les applications des informations sur les traitements ainsi que pour explorer les perspectives futures. Le projet de protocole devrait entraîner la publication d'un protocole officiel commun OEDT-groupe Pompidou au premier semestre de 2000 (contractant: point focal national Reitox, Allemagne).

Coordination de la mise en œuvre du protocole standard OEDT-groupe Pompidou sur l'indicateur de demande de traitement dans les États membres de l'UE, la collecte et l'analyse d'informations sur la demande de traitement

Sur la base des résultats de l'essai sur le terrain susmentionné, le point focal allemand a été chargé de coordonner le processus initial de mise en œuvre du protocole standard OEDT-groupe Pompidou sur les informations sur la demande de traitement dans les États membres de l'UE. La mise en œuvre a commencé par une analyse des plans de travail des points focaux nationaux et par l'établissement d'un calendrier pour les tâches à effectuer dans les États membres. Le protocole commun sera publié par l'OEDT en 2000 (contractant: point focal national Reitox, Allemagne).

Décès liés à la drogue et mortalité chez les consommateurs de drogues

Test des normes préliminaires élaborées par les projets de l'OEDT sur les décès liés à la drogue et évolution des propositions visant à améliorer la comparabilité et la qualité des données

Sur la base des études précédentes, des lignes directrices standard pour la collecte de données sur les décès liés à la drogue ont été établies en mai, sous la coordination du point focal néerlandais. Cet exercice a impliqué Eurostat et un échange d'informations avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Des points focaux nationaux ont identifié des experts nationaux et des données ont été collectées dans la plupart des États membres, en fonction des lignes directrices de l'OEDT relatives aux registres généraux de mortalité et aux registres spéciaux. Un groupe d'experts de

L'OEDT sur les statistiques relatives aux décès liés à la drogue s'est réuni à Lisbonne, en novembre, pour évoquer les résultats de la collecte de données et les problèmes méthodologiques. Un groupe d'experts ad hoc a été convoqué en juillet pour se pencher sur l'élaboration de lignes directrices pour coder les décès liés à la drogue à l'aide de la dixième édition de la classification internationale des maladies (CIM-10) (contractant: point focal national Reitox, Pays-Bas).

Coordination de la mise en œuvre des lignes directrices standard de l'OEDT sur l'indicateur des décès liés à la drogue dans les États membres de l'UE, la collecte et l'analyse des informations sur les décès liés à la drogue

En décembre, l'OEDT a chargé le point focal néerlandais de coordonner le travail sur la mise en œuvre de lignes directrices communautaires standard sur les statistiques relatives aux décès liés à la drogue, y compris sur les études méthodologiques de la qualité et de la comparabilité des données. La collaboration avec Eurostat et l'OMS se poursuivra, en particulier concernant les lignes directrices pour la dixième édition de la classification internationale des maladies (CIM-10). En outre, le projet rassemblera et analysera les informations existantes sur les décès liés à la drogue dans les États membres, afin de dresser une vue d'ensemble européenne de la mortalité liée à la drogue (contractant: point focal national Reitox, Pays-Bas).

Coordination de la mise en œuvre, du suivi et de l'analyse des études de cohortes sur la mortalité chez les consommateurs de drogues dans les États membres de l'UE

Les projets précédents de l'OEDT, réalisés en 1997 et en 1998, ont produit un protocole commun pour les études de cohortes sur la mortalité et encouragé l'établissement de nouvelles cohortes dans plusieurs pays. La plupart des participants ont entamé ou poursuivi le recrutement et le suivi de ces cohortes. Une analyse rétrospective de base de la plupart des cohortes a été effectuée dans le cadre de ce projet, et les résultats de celle-ci ont été présentés à une réunion organisée à Rome, en septembre (contractant: Osservatorio Epidemiologico Regione Lazio, Italie).

Mortalité des consommateurs de drogues dans l'UE: coordination de la mise en œuvre de nouvelles études de cohortes, suivi et analyse des cohortes existantes et élaboration de nouvelles méthodes et conclusions

Un nouveau projet lancé à la fin de 1999 vise à étendre et à poursuivre le travail des projets précédents. Ses objectifs consistent à coordonner le suivi et l'analyse des cohortes existantes, à mettre en œuvre de nouvelles cohortes sur de nouveaux sites, à développer des méthodologies pour mesurer les évolutions autres que la mortalité et à évaluer l'influence de facteurs tels que le type d'intervention de traitement. Les lignes directrices méthodologiques pour les études de cohortes sur la mortalité produites au cours de précédents projets seront publiées par l'OEDT en 2000 (contractant: Osservatorio Epidemiologico Regione Lazio, Italie).

Maladies infectieuses chez les usagers de drogues par voie intraveineuse (UDVI)

Amélioration de la qualité des données en vue de la surveillance

Le rapport final d'un projet, financé dans le cadre du budget 1998, sur l'amélioration de la qualité des données pour la surveillance de l'infection par les hépatites B et C et le VIH des usagers de drogues par voie intraveineuse a été remis en novembre à l'OEDT. Une réunion d'experts a été organisée en juillet, à Glasgow, pour

débatte des possibilités de surveillance. Le projet a évalué les données disponibles dans tous les États membres et a rédigé des recommandations pour améliorer les données afin de contrôler la propagation de maladies infectieuses chez les usagers de drogues par voie intraveineuse à l'aide de méthodes et de définitions comparables (contractant: université de Glasgow, Royaume-Uni).

Projet d'amélioration de la collecte de données sur l'indicateur clé «hépatites B et C et VIH chez les usagers de drogues par voie intraveineuse»

Dans le cadre du suivi du projet susmentionné, un nouveau projet a été entrepris en décembre pour commencer à mettre en œuvre des recommandations au niveau national par le biais des points focaux nationaux Reitox. Les tâches du projet pendant la première phase consistent à définir les tâches à effectuer au niveau national et à développer des projets de lignes directrices, à aider les PFN à identifier les institutions, les experts et les sources de données clés, à contribuer à formuler des plans de travail nationaux et à analyser les données ainsi qu'à améliorer les tableaux standard de l'OEDT pour la collecte des données existantes (contractant: Scottish Centre for Infection and Environmental Health — SCIEH, Royaume-Uni).

Coopération dans le domaine de l'épidémiologie

Collaboration avec des partenaires européens et internationaux

Dans le domaine de l'épidémiologie, la coopération a été encouragée en 1999 avec plusieurs partenaires, notamment les services de la Commission européenne (direction générale de la recherche, Eurostat, le programme de contrôle de la santé, etc.), le Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue (Pnucid), le groupe Pompidou du Conseil de l'Europe, Europol, EuroHIV (ancien Centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida), l'Onusida, l'US National Institute on Drug Abuse (NIDA), le bureau de la Maison Blanche chargé de la politique nationale de lutte contre la drogue (ONDCP) et l'International Epidemiology Work Group (IEWG).

Collecte et analyse de données pour les décideurs politiques

Modélisation dynamique de la consommation de drogues, sa propagation, ses conséquences et ses coûts

- «Pilot project to estimate time trends and incidence of problem drug use in the European Union»
- «Pilot project to develop a model of geographical spread of drug misuse in the European Union»
- «First six-month progress report of the TSER-network on drug-use modelling»
- «Project to analyse impact and costs of hepatitis B/C and HIV infection in injecting drug users in the EU»
- «First 12-month progress report of the TSER-network on drug-use modelling»

Recherche qualitative sur les modèles de consommation de drogues

Site web de la recherche qualitative: <http://www.qed.org.uk>

Indicateurs clés épidémiologiques

Estimations de la prévalence de la consommation problématique de drogues

- «Methodological guidelines to estimate the prevalence of problem drug use on the local level»
- «Scientific review of the literature on estimating the prevalence of drug misuse on the local level»
- «Study to obtain comparable national estimates of problem drug-use prevalence for all EU Member States»
- «Methodological guidelines for estimating problem drug-use prevalence on the national level»

Demande de traitement par les consommateurs de drogues

- «The DRD Standard. Guidelines and protocols for extracting data on drug-related deaths from the registries of the Member States of the European Union. Version 1.0»
- «Field trial of implementation of a standard protocol to collect information on treatment demand in the EU Member States»

Décès liés à la drogue et mortalité chez les consommateurs de drogues

- «The Treatment Demand Indicator (TDI). Standard Protocol 1.1»
- «Coordination of implementation, follow-up and analysis of cohort studies on mortality among drug users in European Union Member States»
- «Testing draft standards developed by EMCDDA projects on drug-related deaths and developing proposals to improve data quality and comparability»

Maladies infectieuses chez les usagers de drogues par voie intraveineuse (UDVI)

- «Project to improve data quality for surveillance of hepatitis B/C and HIV infection in injecting drug users in the EU»

Autres projets

- «Literature review on the relation between drug use, impaired driving and traffic accidents»
- «Evaluation of the quality of epidemiological information provided to the EMCDDA» (information maps and national reports)
- «Literature review and synthesis of scientific literature on drug-related non-fatal emergencies»

Principales réunions organisées par l'OEDT en 1999

Épidémiologie

Date	Lieu	Événement
4-5 février	Munich	Réunion du groupe directeur du projet OEDT-point focal allemand: essai sur le terrain afin de mettre en œuvre un protocole standard de collecte d'informations sur la demande de traitement dans les États membres de l'UE
15 février	Rome	Réunion d'experts OEDT-Osservatorio Epidemiologico: projet d'études de cohortes sur la mortalité chez les consommateurs de drogues
11-12 mars	OEDT	Réunion d'experts OEDT-point focal allemand: estimations de la prévalence nationale de la toxicomanie
16-17 mars	Amsterdam Rotterdam Utrecht	Réunions de l'OEDT avec des services d'information sur les drogues: identification, suivi et compréhension des nouvelles tendances en matière de consommation de drogues
7-8 mai	Amsterdam	Réunion d'experts OEDT-point focal néerlandais: élaboration d'instruments et de lignes directrices pour améliorer la qualité et la comparabilité des enquêtes en population sur la consommation de drogues dans l'UE
20-21 mai	Maynooth (Irlande)	Réunion d'experts OEDT-université de Glasgow: prévalence de la consommation problématique de drogues au niveau local (dans le cadre du réseau européen financé par la RSEF afin d'élaborer des modèles et des analyses socio-économiques de la consommation de drogues, de ses conséquences et des interventions pertinentes pour les décideurs politiques)
24-25 juin	Bilthoven	Réunion d'experts OEDT-point focal néerlandais-RIVM-université Tor Vergata: effets et coûts des hépatites B et C et du VIH chez les UDVI dans l'UE
28 juin	Bilthoven	Réunion d'experts OEDT-université Tor Vergata: tendances temporelles et incidence de la consommation problématique de drogues (financée par la RSEF)

2 juillet	Utrecht	Réunion d'experts OEDT-point focal néerlandais: décès liés à la drogue (test des normes préliminaires élaborées par l'OEDT sur les décès liés à la drogue et élaboration de propositions visant à améliorer la qualité et la comparabilité des données)
12-13 juillet	Glasgow	Réunion d'experts OEDT-université de Glasgow-SCIEH: projet d'amélioration de la qualité des données pour la surveillance de l'infection par les hépatites B et C et le VIH chez les UDVI dans l'UE
19 juillet	Munich	Réunion d'experts OEDT-point focal allemand: essai sur le terrain afin de mettre en œuvre un protocole standard pour la collecte d'informations sur la demande de traitement dans les États membres de l'UE
16-17 septembre	OEDT	Réunion de coordinateurs: réseau européen visant à élaborer des modèles et des analyses socio-économiques de la consommation de drogues, de ses conséquences et des interventions pertinents pour les décideurs politiques
27-28 septembre	Rome	Réunion d'experts OEDT-Osservatorio Epidemiologico: coordination de la mise en œuvre, du suivi et de l'analyse des études de cohortes sur la mortalité chez les consommateurs de drogues dans les États membres de l'UE
13 octobre	Londres	OEDT-université de Middlesex: réunion de projet sur la drogue et l'exclusion sociale, et en particulier sur les minorités
18-19 octobre	OEDT	Réunion du groupe d'experts de l'OEDT: indicateur de demande de traitement
22 octobre	OEDT	Réunion OEDT-acteurs de terrain en matière de drogues: collecte d'informations appropriées sur les nouvelles tendances
8-9 novembre	OEDT	Réunion du groupe d'experts de l'OEDT: décès liés à la drogue
29 novembre	Vienne	Réunion OEDT-points focaux nationaux: produits des marchés des drogues
8 décembre	Paris	Réunion OEDT-points focaux nationaux: exploration des méthodes systématiques de collecte et d'analyse des informations collectées auprès de réseaux ciblés/panels d'acteurs clés en Europe
9 décembre	OEDT	Réunion de projet OEDT-Institut Max Planck: marchés locaux des drogues
13-14 décembre	OEDT	Réunion d'experts de l'OEDT: indicateurs de répression

Principales réunions auxquelles a assisté l'OEDT en 1999

Épidémiologie

Date	Lieu	Événement
19 janvier	Vienne	Réunion Pnucid-OEDT: examen des possibilités de collaboration
29 janvier	Barcelone	Conférence sur l'épidémiologie dans le domaine de la drogue, programme de maîtrise «Master en toxicodependencias», université de Barcelone
10-12 mars	Berne	Symposium international: «Traitement avec prescription d'héroïne pour toxicomanes — État de la recherche et perspectives nouvelles», université de Berne
21-25 mars	Genève	10 ^e conférence internationale sur la réduction des risques liés à la drogue, International Harm Reduction Association
19-21 avril	Strasbourg	Séminaire sur la circulation routière et les drogues illicites, groupe Pompidou
28-30 avril	Strasbourg	43 ^e réunion des correspondants permanents du groupe Pompidou du Conseil de l'Europe (voir chapitre 8)
28-30 avril	Bruxelles	Conférence européenne de recherche socio-économique, Commission européenne
4 mai	Luxembourg	5 ^e réunion du comité du programme d'action communautaire en matière de contrôle de la santé, Commission européenne
28-29 mai	Milan	3 ^e séminaire européen sur la prévention du VIH et de l'hépatite en prison, le réseau européen pour les détenus contaminés par le sida et l'hépatite, Commission européenne, OMS, association médicale allemande
2-3 juin	Vienne	Groupe de travail intersessions de la commission des stupéfiants (CND), Pnucid
7-8 juin	Strasbourg	29 ^e réunion des experts en épidémiologie des problèmes de drogues du groupe Pompidou
9-11 juin	Vancouver	6 ^e réunion de l'International Epidemiology Work Group (IEWG) Réunion parallèle de l'US National Institute on Drug Abuse (NIDA), du Community Epidemiology Work Group (CEWG) et du Canadian Community Epidemiology Network on Drug Use (CCENDU)
26-28 août	Atlanta	2 ^e réunion annuelle du réseau mondial de recherche sur la prévention du VIH parmi les populations consommatrices de drogues, NIDA

29 août- 1 ^{er} septembre	Atlanta	Conférence sur la prévention du VIH, Centre for Disease Control
30 août	Florence	15 ^e réunion scientifique internationale de l'Association internationale d'épidémiologie sur l'«épidémiologie pour une santé durable», séminaire satellite sur l'«épidémiologie de la consommation de drogues»
1 ^{er} -2 septembre	Aarhus	Cours européens d'été sur la recherche sociale comparative sur les drogues et les politiques de lutte contre les drogues, analyse comparative de la consommation de drogues, Conseil nordique pour la recherche sur l'alcool et la drogue
20-21 septembre	Vienne	Programme global sur l'évaluation de l'ampleur de l'abus de drogues — pratiques, mesures et ressources, Pnucid
20-22 septembre	Vienne	10 ^e conférence annuelle sur la consommation de drogues et la politique de la société européenne pour la recherche sociale en matière de drogues
28-29 septembre	Vienne	2 ^e groupe de travail intersessions visant à élaborer des lignes directrices pour faciliter la présentation des rapports sur la mise en œuvre du programme global d'action, Pnucid
14-15 octobre	La Haye	Réunion OEDT-Europol: mémorandum d'entente
19 octobre	Madrid	5 ^e conférence nationale sur le sida et les drogues, Plan nacional sobre el sida et Plan nacional sobre drogas, Espagne
3-5 novembre	Viña del Mar (Chili)	Séminaire international sur les systèmes d'information sur les drogues: objectifs, composants et méthodologies, Consejo Nacional para el Control de Estupefacientes
5-7 novembre	Naples	4 ^e réunion générale sur les drogues et le VIH, hypothèses, risques, stratégies de prévention, Change
10-12 novembre	Amsterdam	1 ^{re} conférence internationale sur la vie nocturne, la consommation de substances et les problèmes sanitaires connexes, point focal néerlandais et université John Moores, Liverpool
11-13 novembre	Berlin	Atelier sur la surveillance du VIH dans les populations difficiles à atteindre, Onusida
29-30 novembre	Londres	4 ^e conférence internationale sur l'hépatite C, Mainliners

Articles publiés en 1999
Épidémiologie

Houweling, H., Wiessing, L. G., Termorshuizen, F., Hamers, F., Gill, O. N., Sprenger, M. J. W., «An age-period-cohort analysis of 50,875 AIDS cases among injecting drug users in Europe», *International Journal of Epidemiology*, n° 28, décembre 1999, p. 1141-1148

Simon, R., Donmall, M., Hartnoll, R., Kokkevi, A., Ouwehand, A. W., Stauffacher, M., Vicente, J., «The EMCDDA/Pompidou Group Treatment Demand Indicator Protocol: A European Core Item Set for Treatment Monitoring and Reporting», *European Addiction Research*, n° 5, 1999, p. 197-207

Vicente, J., «Evaluación de la situación de drogas: necesidad de una estrategia de información integrada y rigurosa» (éditorial), *Gazeta Sanitaria*, n° 13, 1999, p. 79-81

Wiessing, L. G., Hartnoll, R. L., Houweling, H., Jager, J. C., Downs, A. M., Hamers, F. F., «Impact and control of AIDS, HIV and hepatitis B and C among injection drug users in Europe: an exploratory overview», *Global Research Network Meeting on HIV Prevention in Drug-Using Populations, Genève, 25-26 juin 1998, Inaugural Meeting Report. National Institute on Drug Abuse — National Institutes of Health — US Department of Health and Human Services, 1999*

Wiessing, L. G., Houweling, H., Sandfort, ThGM., Schop, W., van den Akker, R., Hoogenveen, R. T., «Reaching homosexual men for HIV surveillance through a gay magazine», *European Journal of Epidemiology*, n° 15, 1999, p. 429-437

Wiessing, L. G., van Roosmalen, M. S., Koedijk, P., Bieleman, B., Houweling, H., «Silicones, hormones and HIV in transgender street prostitutes» (lettre), *AIDS*, n° 13, 1999, p. 2315-2316

Chapitre 2

Réduction de la demande

En 1999, le travail de l'OEDT dans le domaine de la réduction de la demande de drogues correspondait principalement aux objectifs prioritaires n^{os} 1, 2, 3 et 5 du programme de travail 1998-2000. La priorité était accordée au développement des systèmes d'information électroniques de l'Observatoire sur les initiatives de réduction de la demande ainsi qu'à la promotion de l'évaluation de ces activités, par l'élaboration d'instruments spécifiques et de sessions de formation. Un événement essentiel de 1999 a été la deuxième conférence européenne sur l'évaluation de la prévention des toxicomanies, organisée avec la Commission européenne à Strasbourg, en décembre. En outre, l'OEDT a renforcé le concept d'évaluation mis en évidence dans la nouvelle stratégie antidrogue de l'Union européenne (2000-2004), approuvée lors du sommet européen de Helsinki en décembre.

Pendant l'année, l'Observatoire a investi dans l'élargissement et la consolidation des réseaux nationaux des points focaux Reitox dans le domaine de la réduction de la demande afin d'améliorer la qualité et la quantité des informations collectées en la matière. Il a également finalisé une étude sur l'état des traitements de substitution, en collaboration avec des experts de tous les États membres de l'UE. Enfin, par le biais d'une participation aux réunions régionales et nationales, l'Observatoire est parvenu à accroître la visibilité de ses activités de réduction de la demande, lesquelles sont de plus en plus reconnues par les décideurs et les professionnels dans le domaine de la drogue.

Objectif prioritaire n° 1

Consolidation et amélioration des systèmes d'information de l'Observatoire en matière d'épidémiologie et de réduction de la demande, sur la base d'ensembles approuvés de données clés

- a) Tendances et modèles actuels: contrôle des drogues illicites traditionnelles

Systèmes d'information en matière de réduction de la demande

- b) Nouvelles tendances: mise sur pied et développement d'un mécanisme d'échange d'informations, d'évaluation des risques et de contrôle des nouvelles drogues synthétiques

Actions de réduction de la demande face aux nouvelles tendances en matière de drogues synthétiques

Objectif prioritaire n° 2

Consolidation et amélioration du réseau Reitox conformément aux décisions prises par le conseil d'administration de l'OEDT

Projet Reitox de travail en réseau dans le domaine de la réduction de la demande de drogues

Objectif prioritaire n° 3

Amélioration et développement de méthodes, de systèmes de données et d'indicateurs clés fiables et comparables

Lignes directrices et instruments d'évaluation de réduction de la demande

Objectif prioritaire n° 5

Développement d'une coopération structurée avec les partenaires internationaux de l'OEDT, de synergies et d'une complémentarité avec les programmes et les activités de l'UE en évitant les doubles emplois

Coopération dans le domaine de la réduction de la demande

Autres activités

Études exploratoires dans le domaine de la réduction de la demande de drogues

Systèmes d'information en matière de réduction de la demande

Mise à jour des données complètes sur la réduction de la demande de drogues

Au premier semestre, le département de réduction de la demande a analysé les informations soumises par les points focaux nationaux afin de les insérer dans le Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne. Ces informations ont été fournies sous la forme de rapports nationaux sur l'état du phénomène de la drogue dans chaque pays communautaire (voir chapitre 3 et note 10) et par le biais du système d'échanges sur les actions de réduction de la demande de drogues (EDDRA) (voir ci-après).

Échanges sur les actions de réduction de la demande de drogues (EDDRA)

Grâce à une décision prise en 1998, qui définit la mise en œuvre de la base de données EDDRA en tant que tâche permanente Reitox (voir chapitre 3), des progrès importants ont été réalisés en 1999 pour développer ce projet à l'échelle européenne. Une première étape a consisté à mettre à jour les caractéristiques technologiques de la base de données pour permettre une consultation rapide et une recherche. Une nouvelle fonction dynamique multilingue a également été achevée en juin pour permettre la navigation en allemand, en anglais et en français.

Pour faciliter la collecte de données sur la réduction de la demande dans les États membres de l'UE tout en garantissant la sécurité, un logiciel de modification hors ligne d'EDDRA a été mis à disposition en novembre. Ce logiciel peut désormais être offert par des «gestionnaires EDDRA» nationaux (basés aux points focaux nationaux et responsables de l'introduction de données nationales dans le système) aux rédacteurs de projets locaux, pour leur permettre de modifier les informations à l'écran.

L'EDDRA a été rendu compatible à l'an 2000 et a subi d'importantes améliorations techniques (contractant: point focal national Reitox, Luxembourg). Le nombre de projets menés par l'EDDRA a augmenté et est passé à 150 en 1999. Les gestionnaires se sont engagés à doubler ce chiffre d'ici à la fin de 2000. La base d'un plan de travail 2000 a été adoptée par les gestionnaires EDDRA nationaux en octobre. Il est prévu que, à l'avenir, l'EDDRA offrira également des informations sur les projets transnationaux entrepris dans le contexte du programme d'action communautaire pour la prévention de la toxicomanie (1996-2000).

Système d'information sur les activités de formation (ISTRA)

En 1999, l'OEDT a lancé une étude sur la formation professionnelle non universitaire dans le domaine de la réduction de la demande, complétant ainsi une étude de 1998 visant à effectuer un inventaire des centres de formation universitaires dans ce domaine (contractant: point focal national Reitox, Pays-Bas). La base de données résultant de cette étude est connue sous le nom de «système d'information sur les activités de formation» (ISTRA).

L'ISTRA offre des informations et des données sur la formation dans le domaine de la réduction de la demande de drogues aux étudiants, aux enseignants, aux planificateurs et aux décideurs de l'Union européenne. La base de données contient des informations sur 103 programmes de formation et 74 instituts. Elles sont régulièrement mises à jour et complétées pour assurer une utilité optimale. Pour chaque

entrée relative à un programme de formation, des renseignements sont fournis sur: le contenu, la durée et la fréquence du programme; les adresses (électroniques) des personnes de contact; les critères de sélection; les substances concernées. La base de données sera ultérieurement accessible via le site web de l'OEDT (<http://www.emcdda.org>).

Actions de réduction de la demande face aux nouvelles tendances en matière de drogues synthétiques

Étude sur les actions de réduction de la demande liée aux drogues synthétiques

En janvier 1999, l'OEDT a commandé une étude sur les actions de réduction de la demande dans le domaine des drogues synthétiques, à la suite d'un rapport de l'OEDT publié sur ce sujet en 1997 ⁽¹¹⁾. La nouvelle étude s'est achevée en septembre 1999 et a été publiée en tant que document de travail sur le site web de l'OEDT (contractant: Sozialpädagogisches Institut, Allemagne).

Les informations couvrant les nouveaux programmes et les programmes en cours dans des milieux «dance et techno» ont été collectées pour l'étude selon la technique d'échantillonnage «boule de neige» à l'aide de questionnaires faxés à plusieurs réseaux ⁽¹²⁾. Les faits identifiés par l'étude comme contribuant à réduire la demande de drogues synthétiques étaient les suivants: augmentation du nombre de projets spécifiques de prévention; diversification accrue des interventions; progrès de l'évaluation ou du moins du besoin d'évaluation perçu. L'étude a également révélé que la majorité des interventions continuait à s'adresser principalement aux consommateurs occasionnels ou abstinents plutôt qu'aux groupes de consommation à haut risque et que la plupart des activités portaient toujours sur la fourniture d'informations, alors que les approches orientées vers le milieu et la communication personnelle pouvaient s'avérer plus efficaces.

Projet Reitox de travail en réseau dans le domaine de la réduction de la demande de drogues

L'objectif de ce projet était d'examiner les avantages et les inconvénients rencontrés par les réseaux déjà existants dans les États membres de l'UE, d'évaluer l'expérience gagnée lors des activités de réseau et de faire des recommandations pour améliorer, accroître l'efficacité et développer la mise en réseau au bénéfice des points focaux nationaux (contractants: points focaux nationaux Reitox, Espagne, Irlande, Pays-Bas, Autriche et Suède). Pendant le projet, il a été observé que, alors que les réseaux étaient des structures destinées à faciliter la coopération, la communication et l'échange avec des partenaires nationaux, la mise en réseau était considérée comme un processus permanent de communication et de coopération avec ces partenaires.

⁽¹¹⁾ «New Trends in Synthetic Drugs in the European Union: Epidemiology and Demand Reduction Responses», *Insights*, n° 1, OEDT, Lisbonne, 1997 (ISBN 92-9168-030-3).
Voir également: <http://www.emcdda.org/publications/publications.shtml>

⁽¹²⁾ Dans ce type d'échantillonnage, les chercheurs s'orientent vers une population cible, prennent des contacts et interrogent des personnes. Au terme de chaque entretien, les personnes interrogées sont invitées à aider à identifier de nouvelles personnes. Des chaînes de personnes sont ainsi créées, ce qui étend l'échantillonnage. Cette méthode est particulièrement adaptée à la recherche dans les populations cachées.

Lignes directrices et instruments d'évaluation de réduction de la demande

Lignes directrices pour l'évaluation de la prévention

En mai, l'OEDT a conclu un projet sur la mise en œuvre des lignes directrices pour l'évaluation de la prévention de la toxicomanie ⁽¹³⁾ (contractants: Centro de Estudios sobre la Promoción de la Salud — CEPS, Espagne, et point focal national Reitox, Allemagne).

Les contractants ont distribué les lignes directrices aux professionnels (généralement par courrier électronique) et ont collecté et traité les fiches de feed-back y annexées. Cet exercice a permis à l'OEDT d'assurer le suivi du contexte dans lequel les lignes directrices avaient été utilisées et de mesurer l'utilité de cet outil d'évaluation sur la base des résultats d'entretiens approfondis avec des professionnels.

La plupart des personnes interrogées ont déclaré que les lignes directrices aidaient les professionnels et étaient à la fois efficaces et exploitables pour évaluer les programmes de prévention. Toutefois, d'après ces personnes, les lignes directrices sont assez exigeantes et nécessitent une formation et une expertise spécifiques. L'utilisation finale des lignes directrices d'évaluation dépendra donc de la formation et des ressources humaines et financières disponibles aux professionnels.

Deuxième conférence européenne sur l'évaluation de la prévention des toxicomanies

La deuxième conférence européenne sur l'évaluation de la prévention des toxicomanies, intitulée «Évaluation: un instrument clé pour améliorer la prévention» et organisée par l'OEDT et la Commission européenne, s'est tenue du 2 au 4 décembre dans les locaux du Parlement européen à Strasbourg.

La conférence a évalué l'évolution qu'a connu le domaine de l'évaluation depuis la première conférence de l'OEDT sur ce sujet en mars 1997, et elle a encouragé l'évaluation systématique en tant que moyen d'améliorer les pratiques de prévention. Quelque 150 participants impliqués dans la mise en œuvre pratique et stratégique de l'évaluation de la prévention dans l'UE, les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) et les pays tiers ont assisté à l'événement. Les séances ont porté sur la façon dont les connaissances et la théorie d'évaluation pouvaient être mises en œuvre au quotidien au moyen d'instruments d'évaluation tels que ceux développés par l'OEDT (lignes directrices, banque d'instruments d'évaluation, EDDRA, etc.). La conférence a adopté un ensemble de recommandations visant à faciliter et à promouvoir une «culture d'évaluation» dans les programmes de prévention de la toxicomanie et dans les stratégies des États membres de l'UE. Elles seront présentées à la Commission européenne, laquelle pourra alors soumettre au Conseil de l'Union européenne des projets de recommandations sur l'évaluation de la prévention.

Évaluation du travail de terrain

En octobre, l'OEDT a lancé un projet de suivi d'une étude précédemment réalisée sur le travail de terrain auprès des toxicomanes en Europe («Outreach work among drug users in Europe»), publié dans la série Insights de l'OEDT en 1999 (voir

⁽¹³⁾ Les lignes directrices ont été publiées en anglais dans la série *Manuals* de l'OEDT en 1998 et sont disponibles sous forme de documents de travail dans les onze langues officielles de l'UE.

chapitre 5). La nouvelle étude vise à promouvoir et à améliorer l'évaluation des activités de travail de terrain. La pression pour évaluer l'efficacité des services de travail sur le terrain nécessite un plus grand degré de professionnalisme. Le travail de terrain exige un type spécifique d'évaluation en raison de ses groupes cibles, de ses objectifs et de ses interventions spécifiques. En conséquence, les instruments d'évaluation existant à l'OEDT devront être adaptés et complétés par de nouveaux outils. Le nouveau projet vise donc à faciliter les méthodes de collecte de données, à développer des instruments et des lignes directrices d'évaluation et à améliorer les possibilités de formation et de coopération (contractant: Centre for HIV/AIDS and Drugs Studies, Royaume-Uni).

Coopération avec l'OMS et le Pnucid dans le domaine de l'évaluation des traitements

En 1997, la coopération entre l'OEDT, le Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue (Pnucid) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a débuté par un projet intitulé «Evaluation of the treatment of substance use disorders» («Évaluation des traitements des troubles liés à la consommation de substances»). L'objectif global du projet consiste à accroître l'efficacité, la portée et l'incidence de la diffusion d'informations dans le domaine de l'évaluation des traitements.

Les tâches spécifiques de ce projet en cours comprennent le développement, la publication et la diffusion de matériel didactique en tant que sources de connaissances et de conseils pour les décideurs, les chercheurs et les professionnels. Ce matériel prend la forme de manuels sur les principaux aspects de l'évaluation de l'abus de substances. L'OEDT apporte un soutien technique et économique à la préparation et au test des manuels.

Quarante-cinq centres de traitement en Europe ont participé à la phase de faisabilité du projet en 1999. Il leur était demandé de remplir un «questionnaire pré-manuel» destiné à rassembler des données sur la formation, les activités professionnelles et les attentes des participants. Les questionnaires envoyés à l'Observatoire ont révélé un degré élevé de connaissance et d'expertise dans le domaine des traitements ainsi qu'une grande variété d'activités en cours dans ce domaine. Des réponses ont été reçues de médecins, de planificateurs de programmes et de chercheurs ainsi que de planificateurs gouvernementaux et de décideurs politiques. Tandis que les personnes interrogées semblaient généralement avoir une connaissance approfondie des troubles liés à la consommation de substances et de leur traitement, leurs connaissances sur la planification et la mise en œuvre de l'évaluation étaient plus restreintes. Nous espérons donc que les manuels contribueront à simplifier les activités d'évaluation. Le suivi est prévu pour une période de six mois et débutera un an après la réception des manuels. En 1999, des études d'évaluation des services de traitement étaient menées dans des sites européens sélectionnés avec le soutien du matériel didactique.

Banque d'instruments d'évaluation

Le projet de banque d'instruments d'évaluation, lancé en 1997 pour signaler les instruments existant pour évaluer la prévention de la toxicomanie, a été élargi en 1999 pour inclure les instruments d'évaluation des traitements (contractant: Institut de recherche européen sur les facteurs de risques pour les enfants et les adolescents — Irefrea, Espagne). La banque d'instruments a également été développée d'un point de vue technique (contractant: point focal national Reitox, Luxembourg). La version finale devrait être terminée au début de 2000 et sera accessible sur le site web de l'OEDT.

La banque d'instruments fournit des données et des commentaires sur les instruments d'évaluation et leur utilisation ainsi que sur des études connexes, selon le cas spécifique à évaluer. Elle est conçue pour servir d'outil flexible et évolutif qui permet d'introduire constamment différentes versions linguistiques des instruments ou de les adapter à des paramètres spécifiques. À la fin de 1999, la banque contenait quelque 35 instruments d'évaluation de la prévention et 150 instruments d'évaluation des traitements (dont 120 sont téléchargeables et 30 sont protégés par copyright).

Formation à l'EDDRA et aux compétences d'évaluation

Les points focaux nationaux Reitox, en coopération avec l'OEDT, ont organisé des cours nationaux de formation en 1999 pour engager des professionnels dans l'évaluation de la prévention et les aider à améliorer les compétences requises pour mettre en œuvre l'EDDRA. Les points focaux nationaux ont sélectionné et invité des professionnels issus de programmes locaux ou régionaux, en particulier ceux ayant une fonction dirigeante. En 1999, des sessions de formation ont été organisées en Belgique, en Allemagne, en Grèce, en Espagne, aux Pays-Bas, en Autriche, au Portugal et en Finlande, et elles ont compté près de 1 000 participants. La formation dans les autres États membres de l'UE aura lieu en 2000. Les représentants des points focaux nationaux ont été satisfaits du niveau d'acceptation des sessions de formation ainsi que de la visibilité accrue qu'elles ont apportée aux points focaux nationaux proprement dits.

Coopération dans le domaine de la réduction de la demande

Projet Phare sur l'assistance technique à la réduction de la demande de drogues

L'OEDT a continué à participer au groupe d'évaluation du projet Phare sur l'assistance technique à la réduction de la demande de drogues au sein du programme Phare multibénéficiaire en matière de lutte contre la drogue. À la suite de diverses réunions tenues pendant deux ans et de l'analyse des documents produits, le projet a été évalué sur la base des objectifs suivants: renforcer les réseaux, développer des stratégies et des politiques et augmenter les capacités. Un rapport final d'évaluation a été achevé en décembre.

Études exploratoires dans le domaine de la réduction de la demande de drogues

Étude des pratiques courantes en matière de traitement de substitution dans l'UE

Dans le cadre d'une étude de l'OEDT visant à identifier les pratiques dans les traitements de substitution dans l'UE, des experts et des informateurs clés se sont réunis à Rome en mars pour évaluer les progrès et analyser les résultats (contractants: Osservatorio Epidemiologico Regione Lazio, Italie, et National Addiction Centre, Royaume-Uni). La réunion a porté sur: le traitement à la méthadone et les autres traitements de substitution; les facteurs influençant le niveau et la qualité du traitement; l'accès au traitement; la diversification des substances de substitution; l'utilisation des services de soins primaires; la substitution de drogues dans les prisons. Le dernier rapport préparé par les contractants a été finalisé en juin. Il portait sur des sujets tels que: la portée des traitements de substitution dans les États membres; le développement des services et des contrôles juridiques; les pratiques de prescrip-

tion; les types de substitution aux opiacés; l'intégration des services; le contrôle; l'évaluation. Il a conclu que, au cours des cinq dernières années, les traitements de substitution s'étaient largement étendus et que les modèles de services de traitement disponibles avaient considérablement convergé. Les programmes accessibles de traitements de substitution offrent un plus large éventail. Toutefois, étant donné l'ampleur prise par les services actuels en Europe, le processus de traitement a été très peu étudié et évalué, si bien qu'il manque des données fiables qui puissent non seulement confirmer les avantages du traitement, mais également indiquer les facteurs liés à un bon traitement.

Aide aux consommateurs de drogues en milieu carcéral

En décembre, l'OEDT a entamé une étude sur les interventions de réduction de la demande dans les prisons. Elle vise à: obtenir une vue d'ensemble de la consommation de drogues dans les prisons et de l'état de l'aide aux toxicomanes; décrire le rôle des services pénitentiaires et l'implication des agences locales dans le traitement; évaluer l'étendue des traitements de substitution et sans drogues, de la prévention et des soins généraux de santé dans ce milieu. L'étude, qui doit s'achever au mois d'août de 2000, rassemblera spécifiquement les résultats d'études d'évaluation et définira les critères d'évaluation pour les interventions de réduction de la demande et des risques dans les prisons de l'UE (contractant: université d'Oldenburg, Allemagne).

Recherche qualitative dans le domaine de la réduction de la demande de drogues

En janvier 1999, l'OEDT a lancé une étude sur la recherche qualitative dans le domaine de la réduction de la demande de drogues. Elle vise à informer les décideurs et les professionnels des récentes recherches en matière de réduction de la demande, à promouvoir cette recherche et à faciliter la création de réseaux entre les chercheurs dans ce domaine. Le projet complète l'étude de recherche qualitative de l'OEDT dans le domaine de l'épidémiologie lancée en 1996 pour analyser les modèles de consommation de drogues. Les résultats de l'étude ont été présentés lors d'un séminaire de l'OEDT à Lisbonne, du 7 au 9 octobre (contractant: Conseil nordique pour la recherche sur l'alcool et la drogue — NAD, Finlande).

L'étude et le séminaire ont révélé que la recherche qualitative dans le domaine de la réduction de la demande pourrait être classée selon trois niveaux, chacun à un degré différent:

- réponses individuelles aux activités de réduction de la demande de drogues (le plus courant);
- évaluation des différents projets de réduction de la demande (moins courant et ne comprennent généralement pas la fourniture de services);
- étude des réseaux et des systèmes de réduction de la demande et coopération entre les services (rare).

L'étude a produit un inventaire qui inclut: une bibliographie annotée; des profils nationaux sur l'état de la technique; des recherches récentes et en cours et des chercheurs intéressés par la recherche qualitative; une synthèse des principales conclusions des recherches. L'inventaire est publié à l'adresse suivante: <http://www.qed.org.uk>

Rôles, structures et coopération entre les services de réduction de la demande de drogues

À la fin de 1999, dans le cadre du suivi de l'étude susmentionnée sur la recherche qualitative, l'OEDT a lancé une étude préliminaire afin de proposer une conception de recherche pour une étude sur les rôles, les structures et la coopération entre les services de réduction de la demande de drogues dans les secteurs sanitaire, social, éducatif et judiciaire pénal. Une hypothèse sous-tend cette étude: des incohérences et des structures rigides peuvent nuire à l'efficacité des stratégies de réduction de la demande de drogues aux niveaux national, régional et local, alors que des structures de coopération formelles et informelles peuvent améliorer la situation du phénomène de la drogue. Nous savons très peu de choses sur les mécanismes de la mise en œuvre et de la planification de la politique de réduction de la demande de drogues aux niveaux national, régional et local. L'étude vise à mieux faire comprendre ce domaine, à donner des exemples de bonnes pratiques et à améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations (contractant: Rand Europe, Pays-Bas).

Rapports et résultats des projets en 1999 Réduction de la demande

- «Demand-reduction networking in Austria, Ireland, the Netherlands, Spain and Sweden»
- «Reviewing current practice in drug substitution treatment in the European Union»
- «Implementation of the guidelines for the evaluation of drug prevention»
- «Outreach work among drug users in Europe»
- «Demand-reduction activities in the field of synthetic drugs in the European Union»

39

Principales réunions organisées par l'OEDT en 1999 Réduction de la demande

Date	Lieu	Événement
26 mars	OEDT	Réunion des gestionnaires EDDRA
3 septembre	OEDT	3 ^e réunion du comité directeur du projet OEDT-Pnucid-OMS sur les coûts et les conséquences des traitements des troubles liés à la consommation de substances
7-9 octobre	OEDT	Réunion sur la recherche qualitative en matière de réduction de la demande de drogues
25-26 octobre	OEDT	Réunion des gestionnaires EDDRA
2-4 décembre	Strasbourg	OEDT-Commission européenne: 2 ^e conférence européenne sur l'évaluation de la prévention des toxicomanies

Principales réunions auxquelles a assisté l'OEDT en 1999

Réduction de la demande

Date	Lieu	Événement
17-18 janvier	Helsinki	Réunion de réflexion sur la recherche qualitative en matière de réduction de la demande de drogues, Conseil nordique pour la recherche sur l'alcool et la drogue (NAD)
16 février	Madrid	Conférence «Jornadas sobre prevención de drogodependencias en el ámbito laboral», Plan nacional sobre drogas, Espagne
26-27 février	Athènes	Congrès de l'Association mondiale de psychiatrie
12 mars	Luxembourg	Réunion des coordinateurs de la troisième Semaine européenne de prévention des toxicomanies, Commission européenne
15-17 mars	Vienne	Groupe de travail du Pnucid sur un projet de plan d'action sur les principes directeurs de la réduction de la demande de drogues
29-31 mars	Tenerife	Conférence annuelle de Sociodrogalcol
21 avril	Bergen	Réunion du comité des stupéfiants des fonctionnaires du Conseil ministériel nordique
9-12 mai	Sundsvall	Conférence du secteur privé sur la réduction de la demande sur le lieu de travail, Organisation internationale du travail (OIT) et Pnucid
14-15 mai	Ferrare	Séminaire sur l'adaptation des «Lignes directrices pour l'évaluation de la prévention de la toxicomanie» de l'OEDT en Italie, programme Cost A-6 de la Commission européenne
15 mai	Rome	Réunion du groupe de référence international, Centro Italiano di Solidarietà, Italie
20-21 mai	Stockholm	Réunion finale du projet Reitox de travail en réseau dans le domaine de la réduction de la demande
21-22 mai	Milan	Réunion d'évaluation de la Fondation européenne des services d'accueil téléphonique «drogues» (FESAT)
13-16 juin	Prague	Cours d'été Phare sur les drogues synthétiques
24-25 juin	Halle	Conférence «European Cities on Drug Policy»
11-13 juillet	Helsinki	Séminaire sur les meilleures pratiques des services de répression en matière de prévention de la drogue
28-31 août	Nuuk	Conférence annuelle nordique sur la prévention de la drogue, ville de Nuuk
15-17 septembre	Hambourg	Nouvelles méthodes de recherche européenne en matière de toxicomanie et de politique sur la drogue, université de Hambourg
23-24 septembre	Madrid	Séminaire de coopération entre le NIDA et le Plan nacional sobre drogas sur l'évaluation des interventions préventives face à la toxicomanie et au VIH/sida

27-29 septembre	Bilbao	Conférence sur la sécurité et l'employabilité, Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail
4-6 octobre	Strasbourg	Séminaire sur les délinquants toxicomanes en prison et après leur libération, groupe Pampidou
11-13 octobre	Erfurt	Séminaire international sur la prévention de l'alcool, Thüringer Koordinierungsstelle für Suchtprävention
11-13 octobre	Tampere	Conférence européenne sur la promotion de la santé mentale et de l'intégration sociale, présidence finlandaise
14-16 octobre	Ljubljana	Projet Phare sur l'assistance technique à la réduction de la demande de drogues, séminaire régional
Avril-décembre	Belgique Allemagne Grèce Espagne Pays-Bas Portugal Finlande	Séminaires nationaux de formation à l'EDDRA et à l'évaluation

Articles publiés en 1999

Réduction de la demande

Burkhart, G., «Comentario sobre reducción de la demanda en el medio laboral», *Prevenlabor*, n° 2, juin 1999

Burkhart, G., «Use of telematics from the viewpoint of an international organisation: the EMCDDA», dans Peltoniemi, T., Tammi, T. (sous la direction de), *Guidelines for telematic drug and alcohol prevention*, A-Clinic Foundation/Prevent Euro, Helsinki, 1999

Burkhart, G., «Evaluación de los programas de prevención, una necesidad posible», juin 1999 (<http://w3.arrakis.es/iea/boletin/opinion22.htm>)

Kinnunen, A., et Nilson, M., «Recent trends in drug treatment in Europe», *European Addiction Research*, vol. 5, n° 3, 1999

Nilson, M., «Drug use among vulnerable groups of young people: Comments», *Education, Prevention and Policy*, vol. 6, n° 2, 1999, p. 203-204

Chapitre 3

Coordination du Reitox

La principale tâche du département de coordination du Reitox en 1999 correspondait aux objectifs prioritaires n^{os} 2 et 5 du programme de travail 1998-2000. La mise en œuvre du document intitulé «Le rôle et le financement des points focaux nationaux», adopté par le conseil d'administration de l'OEDT en 1998, a considérablement amélioré le moral et la capacité des centres nationaux, dont beaucoup avaient précédemment souffert d'un manque de ressources. Cela a ensuite renforcé la coopération entre le réseau et l'OEDT, renforcement recommandé par le rapport Schaffner du Parlement européen en 1998 ⁽¹⁴⁾.

En 1999, le réseau s'est fixé deux grands objectifs à long terme: développer un réseau de points focaux nationaux qui fonctionnent à un niveau professionnel élevé, et établir une méthodologie d'évaluation et de contrôle de qualité pour la transmission de données et de tout autre produit. Un nouveau membre du personnel Reitox a été recruté en 1999 et se consacrera, en 2000, à améliorer le contrôle de la qualité et les résultats, ainsi que la communication avec les points focaux nationaux et d'autres départements de l'OEDT.

⁽¹⁴⁾ Document A4-0294/98. Rapport sur le *Rapport annuel 1997 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne* de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (C4-0552/97), commission des libertés publiques et des affaires intérieures. Rapporteur: Anne-Marie Schaffner.

Programme de travail 1998-2000

Reitox, activités en 1999

Objectif prioritaire n° 2

Consolidation et amélioration du réseau Reitox conformément aux décisions prises par le conseil d'administration de l'OEDT

Tâches permanentes Projets de soutien

Objectif prioritaire n° 5

Développement d'une coopération structurée avec les partenaires internationaux de l'OEDT, de synergies et d'une complémentarité avec les programmes et les activités de l'UE en évitant les doubles emplois

Participation accrue des PECO aux activités de l'OEDT et du Reitox

Alors que le département a centré la majorité de ses activités sur les objectifs mentionnés ci-dessus, il a également joué un rôle fondamental dans l'exécution des objectifs prioritaires n°s 1, 3, 4 et 6.

Autres activités

Mise en réseau, discussion et diffusion

Tâches permanentes

En 1999, les points focaux nationaux (PFN) Reitox ont entrepris quatre tâches permanentes ⁽¹⁵⁾:

- la mise à jour des rapports nationaux qui décrivent l'état du phénomène de la drogue dans leur pays en 1998;
- la participation active et la contribution au système d'information électronique «échanges sur les actions de réduction de la demande de drogues» (EDDRA) (voir chapitre 2);
- la participation, au niveau national, au système d'alerte rapide sur les nouvelles drogues synthétiques, prévu par l'action commune de 1997 sur les nouvelles drogues synthétiques;
- la participation active à la mise en œuvre progressive de cinq indicateurs clés épidémiologiques harmonisés.

⁽¹⁵⁾ Les années précédentes, les tâches permanentes comprenaient la compilation d'une «carte d'information», un instrument conçu par l'OEDT pour enregistrer en détail les sources, la disponibilité, la qualité et le flux d'informations dans les différents États membres de l'UE. La documentation normalement collectée dans le cadre de l'exercice de la carte d'information n'a pas été rassemblée en 1999 en raison du fait que les lignes directrices de mise à jour de la carte d'information étaient en cours de révision dans le contexte d'un nouveau processus de collecte de données nationales. En 2000, les PFN devront à nouveau mettre à jour les cartes d'information nationales sur la base de ces nouvelles lignes directrices.

Rapports nationaux

Les points focaux nationaux ont rédigé leurs rapports nationaux pour 1998 et les ont soumis à l'OEDT à la fin du mois de février. Ils ont fourni des données vitales à l'Observatoire, notamment pour son Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne.

Les rapports nationaux couvraient trois thèmes clés, sélectionnés lors d'une session Reitox spéciale tenue en novembre 1998: les tendances et les réponses relatives aux anciennes et aux nouvelles drogues synthétiques; la prévention et les bonnes pratiques pendant la Semaine européenne de prévention des toxicomanies; le «cannabis revisité»: prévention, traitement et évolution politique et médicale.

Un certain retard est survenu lors de la remise des rapports nationaux, dû en partie au retard de l'OEDT à finaliser un ensemble de lignes directrices pour la compilation des rapports et au fait que les PFN ne disposaient pas de l'ensemble des données de 1998 avant le mois de février. Le conseil d'administration a donc adopté en octobre un nouveau processus de remise des rapports, en harmonisant le calendrier des PFN (rapports nationaux) avec celui de l'OEDT (Rapport annuel). Il tenait compte, d'une part, du délai requis au niveau national pour obtenir un ensemble complet de données et, d'autre part, du temps nécessaire à l'OEDT pour analyser ces données et compiler, modifier et publier le Rapport annuel final.

En préparation au Rapport annuel 2000, les PFN ont soumis leurs rapports nationaux 1999 à l'OEDT pendant la période août-octobre (données épidémiologiques) et octobre-décembre (données sur les actions de réduction de la demande, nouvelles tendances, changements politiques et législatifs, problèmes clés, etc.).

Échanges sur les actions de réduction de la demande de drogues (EDDRA)

Ce système d'information sur les actions de réduction de la demande de drogues est alimenté par les «questionnaires EDDRA» des quinze points focaux nationaux. Ceux-ci introduisent dans le système des données sur les projets de réduction de la demande en cours dans leurs pays respectifs, et ce selon certains critères opérationnels et scientifiques. Grâce à leurs efforts, l'EDDRA comptait, à la fin de 1999, des informations sur plus de 150 projets (voir chapitre 2).

Action commune sur les nouvelles drogues synthétiques

Le 24 juin, l'OEDT a transmis, à travers le réseau Reitox, une information urgente sur les effets de la nouvelle drogue synthétique, le 4-MTA (voir chapitre 4). En effet, cette substance avait attiré son attention par le biais des mécanismes d'alerte rapide et d'évaluation des risques, mis en place dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques. Les points focaux nationaux étaient invités à diffuser des informations précises sur les risques de la drogue par le biais de leurs canaux nationaux (notamment les médias et les services de santé), à la suite de rapports erronés dans la presse. La substance a finalement été placée sous contrôle par une décision du Conseil du 13 septembre.

Indicateurs épidémiologiques harmonisés

Les points focaux nationaux doivent promouvoir de façon active la mise en œuvre progressive, dans leur État membre, des cinq indicateurs clés épidémiologiques harmonisés qui sont en cours d'élaboration à l'Observatoire depuis 1998 (voir chapitre 1). La première tâche des PFN consistait à définir des plans de travail détaillés, notamment pour établir un groupe national pour chaque indicateur. Une priorité absolue a été accordée à quatre indicateurs: les estimations de la prévalence nationale de la consommation problématique de drogues; la demande de traitement par les toxicomanes; la consommation de drogues en population générale (enquêtes en population); les décès liés à la drogue. Les plans de travail liés à ces indicateurs ont été achevés par les PFN à la mi-décembre. Les PFN ont également été invités à soumettre à l'OEDT, jusqu'à la fin de 1999, des rapports intermédiaires relatifs à la mise en œuvre de ces quatre indicateurs au niveau national. Le plan de travail sur l'indicateur des maladies infectieuses chez les usagers de drogues par voie intraveineuse devrait être fourni par les PFN pendant le premier semestre de 2000.

Projets de soutien

Les objectifs des projets de soutien Reitox (anciens «projets spécifiques Reitox») sont triples: soutenir le travail du réseau Reitox et ses tâches permanentes (directement ou indirectement); introduire d'autres initiatives dans le travail du réseau en effectuant des études plus approfondies liées à certaines tâches permanentes; déléguer la responsabilité de gestion des tâches permanentes aux points focaux nationaux appropriés.

Le nombre de projets de soutien entrepris par année dépend des priorités du conseil d'administration de l'OEDT, des discussions avec les points focaux nationaux, des besoins des différents départements en termes de réalisation d'études plus approfondies liées aux tâches permanentes Reitox, des ressources financières et du travail d'ensemble de l'Observatoire. Les résultats de ces projets de soutien servent de fondements pour faire assumer davantage et plus en profondeur les tâches permanentes du Reitox par le réseau.

Pour compléter et approfondir le travail lié à certaines tâches permanentes et y contribuer, des projets de soutien ont été entrepris en 1999 par les PFN spécialisés dans ces domaines. Ils comprenaient notamment:

- la mise en œuvre de l'indicateur de demande de traitement;
- l'amélioration de la comparabilité des indicateurs sur les décès liés à la drogue;
- le soutien du développement des estimations de prévalence nationale pour améliorer la comparabilité de celles-ci;
- l'amélioration des capacités d'évaluation, à l'aide des lignes directrices de l'OEDT pour l'évaluation des activités de prévention et de son système d'information en la matière (EDDRA) (voir chapitre 2);
- la consolidation de l'EDDRA;
- le développement de réseaux dans le domaine de la réduction de la demande;
- l'amélioration de la collaboration OEDT-Reitox dans l'exercice d'évaluation de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques et de sa mise en œuvre par les PFN au niveau national (voir chapitre 4).

Participation accrue des PECO aux activités de l'OEDT et du Reitox

Voir groupes associés par thème figurant ci-après.

Mise en réseau, discussion et diffusion

Réseau électronique commun OEDT-Reitox

Le réseau électronique commun OEDT-Reitox, financé par le programme communautaire IDA I (échange de données entre administrations), a été de plus en plus utilisé en 1999 par la communauté Reitox (OEDT et points focaux nationaux) pour diffuser et échanger des informations ainsi que promouvoir la compréhension et la transparence au sein du réseau. Ces actions ont été entreprises à l'aide de services électroniques tels que le site web privé de la communauté Reitox, qui permet notamment de communiquer par courrier électronique, de transférer des comptes-rendus, des documents et des données, de consulter des programmes et de participer à des groupes de discussion.

Pendant l'année, la communauté Reitox s'est préparée au développement du réseau électronique commun, y compris à l'élargissement des services et à l'intégration de nouveaux partenaires. Les étapes concrètes de 2000 dépendront de la disponibilité des fonds dans le cadre du projet IDA II.

En 1999, les PFN ont été invités à connecter leurs différents sites web au site public de l'Observatoire dans un souci d'homogénéité et de convivialité.

47

Mise en réseau en matière de réduction de la demande de drogues

Le besoin de consolider les réseaux d'information dans le domaine de la réduction de la demande de drogues est apparu à la suite de difficultés rencontrées par les PFN pour accéder à des projets lors de la préparation de leurs rapports nationaux et de leurs données à insérer dans EDDRA. Au mois de septembre 1998, l'OEDT a entrepris un projet visant à surmonter ces obstacles, et ce en coopération avec les points focaux espagnol, irlandais, néerlandais, autrichien et suédois (voir chapitre 2). Un séminaire final sur ce projet a été organisé par le point focal suédois (coordinateur) en mai et un rapport a été présenté lors de la réunion Reitox en novembre. En créant des réseaux de réduction de la demande, les PFN pourront diffuser des informations aux professionnels afin de les aider dans leurs tâches quotidiennes. Dans le même temps, des informations pertinentes peuvent être collectées par l'OEDT et les PFN, et être partagées avec des partenaires, afin de contribuer à augmenter la dimension européenne des activités de réduction de la demande dans l'avenir.

Groupes associés par thème

Outre les trois réunions des points focaux nationaux tenues à Lisbonne en 1999 (au cours desquelles des ateliers thématiques ont été programmés pour assurer la couverture totale des questions importantes), l'OEDT a également établi des «groupes associés par thème» Reitox (groupes à thème regroupant des points focaux sélectionnés). Le département de coordination du Reitox et les PFN, selon les questions qui les concernaient en particulier, ont participé à certaines de ces réunions. Des réunions plus importantes consacrées à un seul thème peuvent également être organisées à l'avenir par différents PFN.

Réseaux nationaux: identité et diversité

Un groupe associé regroupant l'OEDT et les points focaux belge, espagnol et britannique a été réuni par le point focal espagnol à Madrid en février. Cette réunion visait à échanger des opinions sur la façon de répondre aux situations suivantes: les identités culturelles diverses, les communautés autonomes, la diversité linguistique locale et les parlements nationaux et régionaux ainsi que les structures qui en découlent. Les participants ont reconnu que des définitions et des critères clairs étaient requis pour clarifier les attentes au niveau local. Selon le groupe, le feedback et la diffusion sont des moyens essentiels pour motiver les réseaux locaux et nationaux.

Europe centrale et orientale: explorer l'avenir

Un groupe associé Reitox s'est réuni à Munich en avril pour discuter des intérêts communs et de la collaboration avec les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) ⁽¹⁶⁾. Les points focaux allemand, français, néerlandais et suédois ont participé à la réunion, organisée par le point focal allemand. Ces quatre PFN participent activement au projet Phare-DIS (voir chapitre 8) et ont aidé les PECO à rédiger leurs rapports nationaux 1997. Ils sont également auteurs de trois rapports sous-régionaux désormais disponibles à l'adresse suivante: <http://www.fad.phare.org>

Le groupe a estimé que les mécanismes et les processus de prise de décision devraient être clarifiés aux membres Reitox potentiels de cette région avant toute assimilation au réseau. À cet égard, il a soutenu la faisabilité d'une association future entre les points focaux Reitox PECO existants, ou en cours de développement, et/ou des personnes de contact locales. Les participants à la réunion ont jugé que des progrès devraient être effectués dès que possible pour développer des réseaux destinés à la collecte et à la diffusion de données sur les drogues dans les PECO et en Europe. Une fois établi un réseau de type Reitox dans les PECO, la diffusion des données et le feedback sur les rapports nationaux devraient revêtir une importance particulière pour les centres nationaux de la région.

Diffusion des publications et des produits de l'OEDT

En 1999, les points focaux nationaux ont continué à diffuser des publications et des produits de l'OEDT à la demande. Bien que cette diffusion ne constitue pas une tâche permanente Reitox, elle a été considérée par la plupart des PFN, en 1999, comme importante pour apporter une valeur ajoutée à leurs propres réseaux et partenaires nationaux.

Rapports et résultats des projets en 1999 Reitox

- Rapports nationaux des points focaux nationaux pour 1998
- Rapports des points focaux nationaux sur les tendances et les évolutions récentes, 1999
- Rapports des points focaux nationaux sur la mise en œuvre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques au niveau national, 1999

⁽¹⁶⁾ Les treize PECO sont les suivants: Albanie, ex-République yougoslave de Macédoine (ARYM), Bosnie-et-Herzégovine, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie. Dix d'entre eux (tous, à l'exception de l'Albanie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine et de la Bosnie-et-Herzégovine) sont des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. Chypre, Malte et la Turquie sont également des pays candidats.

- Rapports des points focaux nationaux sur la mise en œuvre du système d'information sur les actions de réduction de la demande, 1999
- Plans de travail des points focaux nationaux concernant la mise en œuvre des indicateurs clés épidémiologiques au niveau national, 1999

Principales réunions organisées par l'OEDT en 1999

Reitox

Date	Lieu	Événement
4 février	Madrid	Réunion du groupe associé OEDT-Reitox sur les réseaux nationaux: identité et diversité
17 février	OEDT	Réunion OEDT-Reitox sur le travail en réseau dans le domaine de la réduction de la demande
18-19 février	OEDT	16 ^e réunion des responsables des points focaux nationaux Reitox
26 mars	OEDT	Réunion OEDT-Reitox des gestionnaires EDDRA
22-23 avril	Stockholm	Réunion OEDT-Reitox sur le travail en réseau dans le domaine de la réduction de la demande
29 avril	Munich	Réunion du groupe associé OEDT-Reitox sur l'Europe centrale et orientale
21-22 mai	Stockholm	Réunion OEDT-Reitox sur le travail en réseau dans le domaine de la réduction de la demande
21-22 juin	OEDT	17 ^e réunion des responsables des points focaux nationaux Reitox
21-22 octobre	Lisbonne	Réunion pilote sur le cadre d'évaluation de la planification des actions en matière de drogues
16-17 novembre	OEDT	18 ^e réunion des responsables des points focaux nationaux Reitox

49

Principales réunions auxquelles a assisté l'OEDT en 1999

Reitox

Date	Lieu	Événement
20 janvier	Vienne	Séminaire d'experts du Pnucid
20 janvier	Vienne	Visite au point focal autrichien
20-21 janvier	Bruxelles	Comité directeur du projet IDA, direction générale des entreprises
2 février	Bruxelles	Visite au point focal belge
3 février	Londres	Visite au point focal britannique
4 février	Madrid	Visite au point focal espagnol
15 mars	Bruxelles	Projet IDA: réflexion sur l'élargissement du projet Reitox-IDA, point focal CE et point focal belge

16 mars	Utrecht	Visite au point focal néerlandais
17 mars	Luxembourg	Visite au point focal luxembourgeois
15-16 avril	Rome	Visite au point focal italien
26 avril	Utrecht	Visite au point focal néerlandais
27 avril	Paris	Visite au point focal français
28 avril	Munich	Visite au point focal allemand
27 mai	Bruxelles	Projet Reitox-IDA II, direction générale des entreprises
10-11 juin	Londres	Comité du programme de la onzième conférence internationale sur les risques liés à la drogue
12 juillet	Dublin	Visite au point focal irlandais
13 juillet	Londres	Réunion de faisabilité sur le cadre d'évaluation de la planification des actions en matière de drogues, Centre for Research on drugs and Health Behaviour
14 juillet	Londres	Conférence internationale sur l'héroïne et la santé publique, Release
22 juillet	Rome	Réunion portant sur la structure du nouveau point focal italien
4 août	Lisbonne	Visite au point focal portugais
10 septembre	Bruxelles	Projet Reitox-IDA II, direction générale des entreprises
21 septembre	Vienne	Réunion avec le responsable du point focal autrichien
11 octobre	Athènes	Visite au point focal grec

Articles rédigés ou présentations en 1999

Reitox

Les documents mentionnés ci-après ont été présentés pendant l'année lors d'événements.

«Heroin, where next?», publication de la conférence internationale sur l'héroïne et la santé publique, 14 juillet, Londres

«Mobilising live networks», onzième réunion annuelle de l'Association européenne des documentalistes et des spécialistes d'information sur l'alcool et les autres drogues (Elisad), 4 novembre, OEDT

«Outreach and qualitative research», séminaire d'experts sur la recherche qualitative dans la réduction de la demande en Europe, 7 octobre, OEDT

«Studying local and national drug markets», séminaire des experts du Pnucid, 20 janvier, Vienne

Chapitre

4

Stratégies nationales et communautaires

En 1999, l'OEDT s'est consacré à son domaine prioritaire n° 2, mentionné dans l'annexe de son règlement fondateur, à savoir «Stratégies et politiques nationales et communautaires». Au cours de l'année, dans le domaine des stratégies nationales, l'Observatoire s'est centré sur la législation liée aux drogues dans les États membres de l'UE et sur leur comparaison transnationale ainsi que sur l'évolution politique, en préparation du *Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne*.

Pour compléter ce dernier, dans le domaine des stratégies communautaires, l'Observatoire a continué à traiter du vide juridique relatif aux drogues synthétiques dans l'UE. Ce travail a été accompli conformément à l'action commune sur l'échange d'informations, l'évaluation des risques et le contrôle des nouvelles drogues synthétiques, adoptée par le Conseil de l'Union européenne en juin 1997. Il a pris la forme d'études de cas spécifiques sur les nouvelles substances qui apparaissent sur le marché européen. L'Observatoire a donc pu associer son expertise en collecte d'informations et en évaluation scientifique pour influencer la prise de décision sur les drogues dans l'UE.

Les principaux résultats obtenus dans ce domaine sont liés aux objectifs prioritaires n^{os} 1, 2, 5 et 6 du programme de travail 1998-2000. Le travail effectué en 1999 a été entrepris par la cellule de l'OEDT liée au directeur et responsable des nouvelles drogues synthétiques, de la coopération internationale et des informations juridiques (pour la coopération internationale, voir chapitre 8).

Programme de travail 1998-2000

Stratégies nationales et communautaires, activités en 1999

Objectif prioritaire n° 1

Consolidation et amélioration des systèmes d'information de l'Observatoire en matière d'épidémiologie et de réduction de la demande, sur la base d'ensembles approuvés de données clés

b) Nouvelles tendances: mise sur pied et développement d'un mécanisme d'échange d'informations, d'évaluation des risques et de contrôle des nouvelles drogues synthétiques

Mécanisme de mise en œuvre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques

Objectif prioritaire n° 2

Consolidation et amélioration du réseau Reitox conformément aux décisions prises par le conseil d'administration de l'OEDT

Action commune sur les nouvelles drogues synthétiques et le réseau Reitox

Objectif prioritaire n° 5

Développement d'une coopération structurée avec les partenaires internationaux de l'OEDT, de synergies et d'une complémentarité avec les programmes et les activités de l'UE en évitant les doubles emplois

Coopération dans le domaine des nouvelles drogues synthétiques et des informations juridiques

Objectif prioritaire n° 6

Développement d'outils et de méthodologies de comparaison des interventions, des législations, des stratégies et des politiques dans l'UE (y compris l'évaluation du rapport coût/efficacité)

Collecte et analyse d'informations juridiques liées à la drogue

Mécanisme de mise en œuvre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques

Échange d'informations

L'adoption de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques en 1997 a clairement chargé l'OEDT et Europol de coordonner la collecte et l'échange d'informations sur toute nouvelle substance synthétique apparaissant sur le marché européen. En 1999, les mécanismes et les processus précédemment créés pour mettre en œuvre l'action commune ont été développés et consolidés. Au cours de l'année, un système de collecte et d'échange d'informations a été établi par le biais des réseaux de l'OEDT et d'Europol: les points focaux nationaux Reitox et les unités nationales Europol, respectivement.

Au début du mois de janvier 1999, l'OEDT et Europol ont préparé un rapport intermédiaire commun fournissant des informations préliminaires sur la nouvelle drogue synthétique, le 4-MTA (4-Méthylthioamphétamine), collectées et échangées en vertu de l'article 3 de l'action commune (échange d'informations). Europol s'est concentré sur les aspects de production et de trafic de drogues et l'OEDT sur sa consommation et ses risques sanitaires et sociaux éventuels. Le rapport a vu le jour à la suite d'importantes saisies de drogues au second semestre de 1998 et de plusieurs décès soupçonnés d'être liés à cette substance.

Le 22 janvier, le rapport commun a été soumis au président du groupe horizontal «Drogues» (GHD) du Conseil de l'UE, au secrétariat du Conseil et à la Commission européenne à des fins d'examen. En février, la présidence allemande de l'UE a officiellement soumis le 4-MTA à l'OEDT et à Europol pour une évaluation des risques au titre de l'article 4 de l'accord.

Évaluation des risques

L'action commune attribuée à l'OEDT et à Europol un rôle clé dans l'évaluation des risques des nouvelles drogues synthétiques sous l'égide du comité scientifique de l'OEDT. En 1999, une méthodologie de travail et des «Guidelines for the risk assessment of new synthetic drugs» («Lignes directrices pour l'évaluation des risques des nouvelles drogues synthétiques»), adoptées en automne 1998, ont été développées (et publiées en juillet, voir chapitre 5).

Le groupe directeur du comité scientifique, établi en novembre 1997 pour préparer la procédure d'évaluation des risques, s'est réuni cinq fois en 1999 (voir chapitre 7). Les «Lignes directrices pour l'évaluation des risques des nouvelles drogues synthétiques» y ont été examinées et développées, et des progrès ont été réalisés en ce qui concerne des mesures d'amélioration des procédures futures d'évaluation des risques. En ce qui concerne ces dernières, une réunion d'évaluation technique, composée d'experts scientifiques, a été organisée le 29 novembre 1999 pour aider l'OEDT à compiler une liste restreinte de laboratoires de test de toxicité dans l'Union européenne. Cette opération émanait de propositions de la réunion d'évaluation des risques sur le MBDB [N-méthyl-1-(1,3-benzodioxol 5-yl)-2-butanamine], tenue les 9 et 10 novembre 1998. Selon ces propositions, un inventaire des laboratoires appropriés, à l'expertise reconnue en matière de test de toxicité, devait être établi afin de fournir des données de toxicité standard lorsque une nouvelle drogue synthétique sera notifiée pour une évaluation des risques.

Le 19 avril, un groupe d'experts à haut niveau sur la pharmacotoxicologie du 4-MTA s'est réuni à l'OEDT. Les débats étaient basés sur la littérature scientifique concernant la substance et ses incidences actuelles. Une revue de la littérature sur le 4-MTA, fruit d'un travail externe, et des commentaires à son sujet ont été soumis au comité scientifique, les 17 et 18 mai, et à une réunion spéciale d'évaluation des risques, les 18 et 19 mai (voir ci-après). Ces éléments ont été inclus dans les annexes techniques au rapport final d'évaluation des risques sur le 4-MTA, en vertu des «Lignes directrices pour l'évaluation des risques des nouvelles drogues synthétiques».

Du 18 au 19 mai, une évaluation officielle des risques de la drogue a été effectuée par des experts et le comité scientifique de l'OEDT à Lisbonne (voir chapitre 7). Cette session spéciale d'évaluation des risques a examiné les risques sociaux et sanitaires de la substance et les conséquences possibles de la prohibition. Résultat: l'adoption officielle, le 19 mai, du «Report on the risk assessment of 4-MTA in the framework of the joint action on new synthetic drugs» («Rapport sur l'évaluation des risques du 4-MTA dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques»), publié par l'OEDT en octobre (voir chapitre 5). Le rapport a conclu que le 4-MTA devait être placé sous contrôle dans les États membres, principalement en raison des risques élevés de surdose qui y sont associés.

Contrôle

Le rapport susmentionné sur l'évaluation des risques du 4-MTA a été transmis à la présidence allemande du GHD du Conseil, au secrétaire général du Conseil et à la Commission européenne le 24 mai, en vertu de l'article 5 de l'action commune (procédures de mise sous contrôle de nouvelles drogues synthétiques spécifiques). À la suite de débats à la réunion du GHD, le 18 juin, la Commission a soumis une proposition au Conseil, le 7 juillet, demandant de soumettre la drogue à des mesures de contrôle.

À la suite de la proposition de la Commission, le Conseil européen «Justice et affaires intérieures» a adopté le 13 septembre une décision définissant le 4-MTA «comme une nouvelle drogue de synthèse qui doit être soumise à des mesures de contrôle et à des sanctions pénales» (voir note 4). En vertu de cette décision et de leur législation nationale, les États membres disposent d'un délai de trois mois pour introduire les mesures nécessaires pour soumettre le 4-MTA à des mesures de contrôle et à des sanctions pénales, conformément aux dispositions de la convention de 1971 des Nations unies sur les substances psychotropes.

La rapidité et l'efficacité des mécanismes prévus dans le cadre de l'action commune de 1997 se sont confirmées en 1999 lors de l'évaluation des risques du 4-MTA, conclue en six mois et impliquant les trois étapes de l'action commune (échange d'informations, évaluation des risques et contrôle). Il s'agissait du deuxième exercice de ce type entrepris à ce jour par l'OEDT, le premier portant sur le MBDB. Un «Report on the risk assessment of MBDB in the framework of the joint action on new synthetic drugs» («Rapport sur l'évaluation des risques du MBDB dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques») a été publié par l'OEDT en juin 1999 (voir chapitre 5). Aucun consensus n'ayant été atteint sur le MBDB par le GHD du Conseil de l'UE en décembre 1998, le groupe a décidé, en avril 1999, d'introduire un contrôle de six mois du marché du MBDB et de ses effets néfastes. Le 17 novembre 1999, un rapport intermédiaire OEDT-Europol sur le contrôle du MBDB a été présenté au GHD. Le groupe a ensuite décidé de ne pas demander aux États membres de soumettre la substance à des mesures de contrôle communes au niveau communautaire et d'informer le Coreper à cet égard.

Action commune sur les nouvelles drogues synthétiques et le réseau Reitox

En 1999, les points focaux nationaux du réseau Reitox ont encouragé les mécanismes, au niveau national, de collecte et d'échange d'informations ainsi que de détection de nouvelles substances dans l'UE. L'OEDT a demandé au Reitox des informations sur le 4-MTA, le GHB (gamma-hydroxybutyrate) et la kétamine ainsi que des informations à jour sur le MBDB. Il a également lancé une étude d'évaluation technique sur les mécanismes établis pour mettre en œuvre l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques (contractant: point focal national Reitox, Belgique). Le 24 juin, l'OEDT a transmis une information urgente par le biais du réseau Reitox sur les effets de la nouvelle drogue synthétique 4-MTA (voir chapitre 3).

Coopération dans le domaine des nouvelles drogues synthétiques et des informations juridiques

Coopération dans le domaine des nouvelles drogues synthétiques

La coopération pratique entre l'OEDT, Europol, l'unité de coordination «Drogues» de la Commission européenne et l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments (EMA) a été consolidée en 1999. Les instruments et les interfaces communs entre l'OEDT et Europol ont également été développés dans le cadre de l'action commune.

Coopération dans le domaine des informations juridiques

En 1999, l'OEDT et le Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue (Pnucid), lors de l'application de leur mémorandum d'entente signé en mars 1998, ont collaboré étroitement pour améliorer la collecte et l'échange de données et de textes juridiques reçus par les États membres de l'UE.

Collecte et analyse d'informations juridiques liées à la drogue

Système d'information juridique sur les drogues

En 1999, l'OEDT a lancé une procédure visant à établir un système d'information juridique sur les drogues, basé sur une étroite coopération avec les États membres de l'UE et le Pnucid.

En juin, le conseil d'administration de l'OEDT a approuvé la création du système d'information juridique. Ce système est conçu pour permettre à l'OEDT, conformément à son mandat, de fournir des informations mises à jour et comparables sur les législations et les réglementations nationales en matière de drogues ainsi que sur leur application dans les États membres de l'UE dans le contexte de problèmes spécifiques.

La première phase du projet consistera à collecter et à stocker les textes des principales législations en matière de drogues, alors que la seconde phase se concentrera sur l'analyse et la comparaison. Le système permettra de consulter en ligne les derniers textes de loi sur les drogues et présentera des données comparables permettant l'analyse des approches juridiques et judiciaires au phénomène de la drogue dans l'UE.

La décision d'établir un système de ce type reflète le besoin des décideurs et des professionnels européens et nationaux de disposer d'«informations objectives, fiables et comparables» dans le domaine des stratégies et des politiques communautaires et nationales (domaine prioritaire n° 2 du règlement fondateur de l'OEDT).

Le système est composé de trois éléments:

- une base de données;
- un réseau de personnes de contact en matière juridique;
- l'analyse de l'application de la législation.

Base de données

La base de données juridique est conçue pour contenir les textes de loi relatifs aux drogues en vigueur dans les États membres de l'UE ainsi que des informations générales sur la législation concernant la drogue. Elle vise à collecter, à stocker et à

classer la législation de base en matière de drogues des pays, dans un inventaire électronique permettant un accès aisé et une comparaison entre les pays. Des fonctions de récupération rapide de sujets ou d'articles spécifiques d'une loi seront incorporées dans la structure de navigation du système. Le principal objectif de cette base de données est de faciliter le contrôle et l'analyse des réponses juridiques au phénomène de la drogue. L'accès sera possible par Internet.

Réseau de personnes de contact en matière juridique

Pour assurer la mise à jour régulière des données contenues dans la base de données juridique et échanger des informations sur des nouvelles stratégies et interventions politiques, le conseil d'administration de l'OEDT a été invité à nommer, à la fin de 1999, une «personne de contact en matière juridique» ou un représentant dans chaque État membre de l'UE. La collaboration entre l'OEDT et ces spécialistes juridiques nationaux permettra à l'Observatoire de rester informé des stratégies et de la législation en matière de drogues dans l'UE.

Analyse de l'application de la législation

L'OEDT examine l'application des législations en matière de drogues et souligne l'importance d'une analyse transnationale comparative à cet égard. En décembre, une étude intitulée «A study on the prosecution of drug misusers» («Étude sur la poursuite judiciaire des toxicomanes») a été lancée par l'Observatoire. Elle a pour objectif d'examiner le lien entre la loi et le système juridique d'un pays, d'une part, et les mesures prises par la police et les autorités judiciaires envers les auteurs de délits liés à la drogue, d'autre part. Cette étude examinera la faisabilité de la création d'un groupe d'indicateurs de politiques pénales, au moyen de thèmes ou de données disponibles collectées par une majorité d'États membres. Les résultats sont prévus pour 2000.

CD-ROM «European Union legal texts on drugs»

European Union legal texts on drugs («Textes de loi de l'Union européenne en matière de drogues»), le premier CD-ROM de l'OEDT, a été publié à la fin de 1999 (voir chapitre 5). Il contient plus de 200 textes juridiques clés publiés par les institutions de l'Union européenne sur le phénomène de la drogue, dont des règlements, des directives, des décisions, des actions communes ainsi que des conclusions des réunions du Conseil européen et des plans d'action sur les problèmes liés à la drogue.

Produit face à l'intérêt croissant porté à la législation et aux politiques en matière de drogues en Europe, le CD-ROM fournit aux États membres de l'UE, à leurs partenaires communautaires, à d'autres institutions, aux professionnels du domaine de la drogue et au grand public une vue d'ensemble pratique des stratégies et des politiques communautaires sur les drogues et de la législation connexe adoptée depuis la fin des années 80. Disponible dans un format accessible et convivial, ce produit spécialisé fournit de nombreuses informations utiles à toutes les personnes intéressées par le phénomène de la drogue dans l'Union européenne.

Étude sur les dépenses publiques

Face à des demandes fréquentes et aux exigences mentionnées par le domaine prioritaire n° 2 du règlement fondateur de l'Observatoire, l'OEDT a lancé en décembre 1999 une étude comparative visant à analyser les dépenses publiques liées aux drogues dans les pays de l'UE (contractant: Pierre Kopp, France).

L'objectif de cette étude consiste à déterminer les frais encourus par chaque État membre pour mettre en œuvre sa politique nationale de lutte contre la drogue. Elle distinguera les dépenses directes et indirectes et couvrira les différents secteurs des dépenses nationales (prévention, traitement, répression). En outre, l'étude comparera le total du budget de la drogue avec d'autres agrégats macroéconomiques standard (par exemple budget de la drogue/PNB et budget de la drogue/dépenses publiques totales).

Les résultats seront compilés dans un rapport offrant une vue d'ensemble comparative des dépenses publiques liées aux drogues dans les États membres de l'UE. L'OEDT envisagera la publication de ce rapport en 2001.

Rapports et résultats des projets en 1999 Stratégies nationales et communautaires

Nouvelles drogues synthétiques

- «EMCDDA-Europol progress report on 4-MTA»
- «EMCDDA-Europol progress report on the monitoring of MBDB»
- Mallaret, M., «Review of the pharmacotoxicological data on 4-MTA»
- «Report on the risk assessment of 4-MTA in the framework of the joint action on new synthetic drugs»
- «Evaluation of the mechanisms set up for the implementation of the joint action on new synthetic drugs», point focal national Reitox, Belgique

Principales réunions organisées par l'OEDT en 1999 Stratégies nationales et communautaires

Date	Lieu	Événement
Nouvelles drogues synthétiques		
19 avril	OEDT	Réunion du groupe directeur et d'experts à haut niveau sur les nouvelles drogues synthétiques (4-MTA)
17 mai	OEDT	Réunion du groupe directeur sur les nouvelles drogues synthétiques
18-19 mai	OEDT	Réunion spéciale d'évaluation des risques (comité scientifique élargi de l'OEDT)
19 mai	OEDT	Réunion du groupe directeur sur les nouvelles drogues synthétiques
29 novembre	OEDT	Réunion d'évaluation technique sur les laboratoires de test de toxicité
30 novembre	OEDT	Réunion du groupe directeur et d'experts sur les nouvelles drogues synthétiques
7 décembre	OEDT	Réunion du groupe directeur sur les nouvelles drogues synthétiques

Principales réunions auxquelles a assisté l'OEDT en 1999

Stratégies nationales et communautaires

Date	Lieu	Événement
Nouvelles drogues synthétiques		
Janvier-décembre	Bruxelles	Réunions du groupe horizontal «Drogues» sous les présidences allemande et finlandaise (voir chapitre 8)
11 janvier	La Haye	Réunion OEDT-Europol sur le 4-MTA au titre de l'article 3 de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques
14 juin	Bruxelles	Réunion d'information et de discussion sur les activités antifraude et de recherche et de technologie, direction générale des entreprises
25-26 octobre	Biarritz	Première réunion européenne sur l'abus de drogues et la toxicomanie
Informations juridiques		
11 février	Londres	«Meeting the challenge: drug facts and legal responses», Release
19 février	Vienne	Réunion avec la section juridique du Pnucid sur un échange de données juridiques en matière de drogues
9 mars	Madrid	Réunion avec les membres du conseil d'administration de l'OEDT, Espagne
17-19 mars	Vienne	Réunion avec la section juridique du Pnucid sur un échange de données juridiques en matière de drogues
13 avril	Londres	Réunion avec les membres du conseil d'administration de l'OEDT, Pays-Bas et Royaume-Uni
16 avril	Lisbonne	Réunion avec les membres du conseil d'administration de l'OEDT, Portugal
4 mai	Paris	Réunion avec les membres du conseil d'administration de l'OEDT, France
5 mai	Bruxelles	Réunion avec les membres du conseil d'administration de l'OEDT, Belgique
6 mai	Dublin	Réunion avec les membres du conseil d'administration de l'OEDT, Irlande
12 mai	Copenhague	Réunion avec les membres du conseil d'administration de l'OEDT, Danemark
17 mai	Stockholm	Réunion avec les membres du conseil d'administration de l'OEDT, Suède
18 mai	Helsinki	Réunion avec les membres du conseil d'administration de l'OEDT, Finlande
21 mai	Bonn	Réunion avec les membres du conseil d'administration de l'OEDT, Allemagne
6-8 septembre	Rome	Séminaire sur l'analyse des risques du trafic transnational, ministère italien de l'intérieur

6-10 décembre Vienne

Groupe de travail d'experts sur l'amélioration de l'incidence intersectorielle dans le travail concernant les cas de délits liés à l'abus de drogues, Pnucid

Articles rédigés ou présentations en 1999

Stratégies nationales et communautaires

Informations juridiques

Ballotta, D., «Established scenes and developing trends in drug use: the need for a new collective response», Interpol and technology in partnership: fighting drugs, National Criminal Intelligence Service (NCIS), 1999, p. 34-36

Ballotta, D., «Offence, a punishment for drug consumption in the EU», document présenté au ministère britannique de l'intérieur, octobre 1999

Chapitre 5

Stratégies d'information et moyens de communication

Le département «Stratégies d'information et moyens de communication» englobe les publications, les relations avec les médias, la diffusion d'information par Internet, la documentation et la technologie de l'information. En 1999, le travail de l'OEDT dans ces domaines correspondait principalement à l'objectif prioritaire n° 4 du programme de travail 1998-2000.

Les principaux résultats ont compté la publication du quatrième *Rapport annuel sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne* et son lancement, en novembre, auprès des médias et du grand public. Il a été suivi de la présentation du site *web* de l'OEDT totalement restructuré lors de la foire «Online Information 99» à Londres, au début du mois de décembre.

Trois publications sur les résultats des travaux entrepris dans le cadre de l'action commune de 1997 sur les nouvelles drogues synthétiques, l'inauguration d'intranet à l'OEDT et la consolidation de l'environnement informatique de l'OEDT figurent également au tableau des réalisations clés de 1999.

Programme de travail 1998-2000

Stratégies d'information et moyens de communication, activités en 1999

Objectif prioritaire n° 4

Amélioration de la qualité du Rapport annuel sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne, de la visibilité du travail de l'OEDT et du réseau Reitox, ainsi que de la diffusion des informations collectées et produites par l'OEDT

Publications de l'OEDT
Relations avec les médias
Site web public de l'OEDT
Intranet de l'OEDT
Documentation
Technologie de l'information

Publications de l'OEDT

Production du Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne

Le Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne a été lancé par l'OEDT, le 22 novembre, lors d'une conférence de presse au Presse- und Informationsamt der Bundesregierung à Berlin. Le Rapport est disponible dans les onze langues officielles de l'UE. Principalement destiné aux décideurs politiques, le Rapport annuel 1999 rassemble les nouvelles données et informations de 1998 tout en mettant à jour les résultats des années précédentes. Les sujets traités par l'ouvrage comprennent: les évolutions de la consommation, les problèmes et les réponses relatives aux drogues; la prévalence, les modèles et les conséquences de la consommation de drogues; les réponses établies sur l'abus de drogues dans l'UE. Lors du lancement, les onze versions linguistiques du Rapport annuel étaient téléchargeables à partir du site web de l'OEDT à l'adresse suivante: http://www.emcdda.org/publications/publications_annrep_99.shtml

Simultanément, l'Observatoire a publié un Rapport annuel version intégrale de 96 pages (disponible uniquement en anglais), qui comprend un glossaire sélectif, des références et des sources d'information ainsi qu'une liste des publications récentes de l'OEDT. La version intégrale du Rapport annuel était également téléchargeable, tout comme les fichiers sur les tendances mondiales dans les onze langues de l'UE.

Production d'autres publications de l'OEDT

Outre le Rapport annuel, l'OEDT produit: un Rapport général d'activités annuel; une lettre d'information bimestrielle, intitulée «DrugNet Europe»; trois séries spécialisées (la série des monographies scientifiques, la série Insights et la série Manuals). L'Observatoire produit également différents titres de façon ad hoc (voir tableau figurant ci-après). À la fin de 1999, l'OEDT a produit son premier CD-ROM intitulé European Union legal texts on drugs («Textes de loi de l'Union européenne en matière de drogues», voir chapitre 4).

Coopération avec l'Office des publications officielles des Communautés européennes (EUR-OP)

En 1999, l'OEDT a renforcé ses relations avec l'Office des publications officielles des Communautés européennes (EUR-OP), et le personnel des publications de l'Observatoire a effectué des visites de travail régulières au siège de l'EUR-OP à Luxembourg. L'EUR-OP est désormais responsable de la conception graphique, de la production et de la distribution de toutes les publications de l'OEDT, à l'exception de DrugNet Europe, toujours produit et distribué localement. Pour faciliter la communication entre les deux organisations et accroître la vitesse de réponse de l'OEDT face aux demandes concernant ces publications, l'Observatoire s'est vu octroyer l'accès au système de distribution et de contrôle des stocks en ligne de l'EUR-OP, Gescom, en septembre.

Parmi les questions évoquées par l'OEDT et l'EUR-OP au second semestre se trouvait l'établissement d'un contrat spécifique pour les publications de l'OEDT et le développement d'une «charte graphique» OEDT visant à harmoniser et à rationaliser l'identité visuelle de l'Agence. Ce projet se poursuivra en 2000 si les fonds le permettent.

Participation au Forum des éditeurs de l'Union européenne

En 1999, l'OEDT a participé aux deux réunions du Forum des éditeurs de l'Union européenne, qui se sont tenues le 30 avril, à Bruxelles, et le 14 octobre, à la foire du livre de Francfort (voir ci-après). Les problèmes évoqués lors de la réunion de Bruxelles comprenaient l'état actuel de l'édition dans l'UE, la dichotomie entre l'édition commerciale et l'édition d'information au public et les mérites respectifs des publications payantes et gratuites. La réunion de Francfort a pris la forme d'une session de questions-réponses sur divers aspects de l'édition en Europe.

Le Forum, créé en 1996, est une initiative commune de la Fédération des éditeurs européens, de la direction générale de la société de l'information de la Commission européenne et de l'EUR-OP. Les principaux objectifs du Forum consistent à promouvoir une distribution accrue des informations produites par les institutions communautaires, tant au sein de ces institutions qu'auprès du grand public, à encourager une plus large diffusion de publications sur des questions d'intérêt auprès des citoyens européens et d'informations concernant l'Europe au grand public et à favoriser les contacts entre les institutions européennes et les éditeurs européens.

À la suite de sa participation, l'Observatoire a reçu des demandes d'éditeurs commerciaux pour concéder les droits de réédition d'une partie de ses documents pour le marché commercial.

Participation à des expositions et à des foires internationales

Foire du livre de Francfort

Du 13 au 15 octobre, l'OEDT a participé à la foire du livre de Francfort, la plus grande foire commerciale internationale du monde de l'édition. L'Observatoire était représenté au stand de l'EUR-OP, où il a présenté ses dernières publications. Le travail de l'Observatoire a suscité beaucoup d'intérêt auprès d'autres éditeurs participant à la foire.

«Online Information 99»

Du 7 au 9 décembre, l'OEDT a participé à «Online Information 99», une exposition et une conférence internationales organisées annuellement à Londres pour les

professionnels de l'information électronique. Il y a lancé son nouveau site web public le 7 décembre (voir ci-après). L'Observatoire faisait partie des nombreux services communautaires qui présentaient des produits en ligne et sur papier au stand de l'Union européenne. L'OEDT a distribué un communiqué dans les dossiers de presse de la conférence (qui portaient le logo de l'Observatoire), lequel présentait les objectifs de ses activités en ligne. La station de travail de l'OEDT au stand a reçu de nombreux visiteurs, notamment des représentants d'organisations liées aux drogues, des pharmaciens, des pharmacologues, des universitaires, des bibliothécaires ainsi que des professionnels des médias et de l'éducation.

Publications de l'OEDT en 1999

Titre	Langues
Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne	Les onze langues de l'UE
Extended annual report on the state of the drugs problem in the European Union 1999	Anglais
Rapport général d'activités 1998	Allemand, anglais, français
DrugNet Europe, nos 15-20	Allemand, anglais, français, portugais
Outreach work among drug users in Europe concepts, practice and terminology, série Insights, n° 2	Anglais
Euro-Ibero American seminar: cooperation on drugs and drug addiction policies, conference proceedings	Anglais, espagnol, portugais
Guidelines for the risk assessment of new synthetic drugs	Anglais
Report on the risk assessment of MBDB in the framework of the joint action on new synthetic drugs	Anglais
Report on the risk assessment of 4-MTA in the framework of the joint action on new synthetic drugs	Anglais
European Union legal texts on drugs, CD-ROM	Anglais
Pour plus d'informations sur les publications de l'OEDT et leur commande, visitez le site web de l'OEDT à l'adresse suivante: http://www.emcdda.org/publications/publications.shtml	

Relations avec les médias

En 1999, l'OEDT a pris des mesures pour consolider et améliorer ses relations avec les médias, pour enregistrer les résultats de ces contacts et pour analyser la façon dont les communications avec les journalistes peuvent être améliorées par la fourniture d'informations spécifiquement destinées aux médias.

Contacts avec les médias

En 1999, l'OEDT a reçu un flux constant de demandes d'informations de la presse écrite et électronique de l'UE et, de façon accrue, des pays d'Europe centrale et orientale et des États-Unis, concernant tous les aspects de son travail. Cet intérêt a entraîné de nombreuses interviews radiophoniques et télévisées ainsi que la parution d'articles dans des journaux quotidiens, hebdomadaires et mensuels.

Outre son rôle réactif, l'Observatoire a également joué un rôle proactif, essayant d'accroître l'intérêt des médias envers son travail par la diffusion fréquente de communiqués de presse sur ses activités, dont le style et le contenu ont été améliorés pendant l'année (voir ci-après). En 1999, la base de données de contacts avec les médias de l'Observatoire a été révisée en profondeur et contient actuellement environ 1 200 entrées. L'Observatoire cherche désormais à accroître ses contacts avec la presse des jeunes et les médias scientifiques spécialisés.

Stratégie «médias» de l'OEDT

Au second semestre, l'OEDT a chargé un expert externe, d'une part, d'analyser son travail de relation avec les médias entre 1996 et 1999 et, d'autre part, de proposer des éléments pour une stratégie «médias» complète (contractant: John Wright, Royaume-Uni).

L'analyse a porté sur: le rôle de l'OEDT en tant que fournisseur d'informations aux journalistes; les informations fournies par l'OEDT; les contacts de l'Observatoire avec les médias; l'efficacité et l'incidence des communiqués de presse de l'Observatoire; l'efficacité et l'incidence de la présentation à la presse du Rapport annuel de l'OEDT; la couverture médiatique du Rapport annuel 1998. L'analyse a été achevée en novembre et sera soumise au conseil d'administration de l'OEDT et au réseau Reitox pour commentaires au début de 2000.

Impact du Rapport annuel de l'OEDT sur les médias, la prise de décision politique et l'opinion publique

En octobre 1999, l'Observatoire a commandé une analyse de la présentation et de l'incidence du Rapport annuel 1998. Le Rapport final couvre des sujets tels que la conception graphique, la pertinence des sujets et leur utilité, les domaines traités, le langage et l'impact du rapport sur les médias, la prise de décision politique et l'opinion publique. Il présente également des recommandations en la matière (contractante: Alison Roberts, Portugal).

Événements médiatiques

En 1999, l'OEDT a accru le nombre d'événements médiatiques, à l'occasion de visites importantes ou de la publication de rapports clés.

Séance de presse informelle avec les présidents français et portugais

Le premier événement médiatique de 1999 a clôturé la visite à l'Observatoire, le 4 février, des présidents français et portugais, Jacques Chirac et Jorge Sampaio, et a

pris la forme d'une séance de presse informelle. Cette visite revêtait une importance particulière pour l'OEDT dans la course aux présidences française et portugaise du Conseil de l'Union européenne en 2000.

Conférence de presse commune OEDT-ONDCP

Une conférence de presse formelle a ouvert la visite à Lisbonne, le 28 octobre, de Barry R. McCaffrey, directeur du bureau de la Maison Blanche chargé de la politique nationale de lutte contre la drogue (ONDCP). M. McCaffrey a cité le travail scientifique de l'Observatoire comme «un exemple de la façon dont l'ONDCP pourrait bénéficier de l'expérience européenne dans le domaine des drogues».

Présentation du Rapport annuel 1999 de l'OEDT aux médias

Le 22 novembre, l'OEDT a organisé une journée d'information pour présenter son Rapport annuel 1999. Une séance informelle de questions-réponses a eu lieu avant la conférence de presse officielle à Berlin, au cours de laquelle des journalistes sélectionnés de chaque État membre de l'UE et de certains pays d'Europe centrale et orientale (PECO) ont échangé des avis avec le personnel scientifique et le directeur de l'Observatoire.

La conférence de presse officielle a eu lieu au Presse- und Informationsamt der Bundesregierung et a été organisée conjointement par l'OEDT et le ministère allemand de la santé. Quelque 55 journalistes allemands et internationaux de la presse écrite et de la presse audiovisuelle ont assisté à l'événement et écouté les déclarations du président du conseil d'administration de l'OEDT et du directeur de l'Observatoire. Une déclaration de la coordinatrice allemande en matière de drogues, Christa Nickels, a été fournie in absentia.

Une session parallèle a été organisée au service du porte-parole de la Commission européenne à Bruxelles, au cours de laquelle plus de 250 journalistes ont reçu des dossiers de presse de l'OEDT contenant des communiqués et le Rapport annuel dans les onze langues communautaires.

Avant cette présentation, l'OEDT avait distribué deux communiqués de presse dans les onze langues communautaires aux 1 200 journalistes inclus dans sa base de données de contacts. Les points focaux nationaux Reitox et les bureaux de la Commission européenne dans les États membres ont également été invités à diffuser ces communications et à assurer le suivi des contacts avec la presse et de la couverture médiatique à l'échelle nationale.

Accueil de la presse pour la visite royale et présidentielle

Le 23 novembre, le roi Albert II de Belgique et la reine Paola ainsi que le président portugais et la première dame du Portugal ont visité l'OEDT. Un centre d'accueil de la presse avait été mis en place pour les journalistes belges et portugais qui couvraient la visite et des dossiers de presse ainsi que des copies du Rapport annuel 1999 ont été distribués. Des interviews ont été données à plusieurs journalistes de la presse écrite et de la presse audiovisuelle concernant les activités de l'Observatoire.

Événements médiatiques de l'OEDT en 1999

Date	Événement
4 février	Visite à l'OEDT du président français, Jacques Chirac, et du président portugais, Jorge Sampaio
28 octobre	Visite à l'OEDT de Barry R. McCaffrey, directeur du bureau de la Maison Blanche chargé de la politique nationale de lutte contre la drogue (ONDCP).
22 novembre	Présentation du Rapport annuel 1999 aux médias <ul style="list-style-type: none"> • Séance d'information informelle destinée à des journalistes sélectionnés de l'UE et des PECO sur le Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne • Conférence de presse officielle présentant le Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne, Berlin • Présentation parallèle du Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne aux organismes de presse communautaires, service du porte-parole, Bruxelles
23 novembre	Accueil de la presse à l'occasion de la visite des souverains belges, du président portugais et de la première dame du Portugal

67

Communiqués de presse

En 1999, l'OEDT a produit quatorze communiqués de presse, soit pratiquement le double du total de l'année précédente. Des recommandations pour l'amélioration du texte et de la présentation des communiqués de presse de l'Observatoire ont été fournies dans une proposition de stratégie «médias» établie en novembre (voir ci-dessus) et devaient être mises en œuvre le même mois.

Communiqués de presse de l'OEDT en 1999

Date	Titre
4 février	«Les présidents Chirac et Sampaio en visite à l'OEDT» (anglais, français, portugais)
12 février	«EMCDDA welcomes German drugs coordinator to Lisbon» (allemand, anglais)
26 juin	«New draft European Action Plan to Combat Drugs: Promising news for the EMCDDA, says Director» (anglais)

1 ^{er} juillet	«EMCDDA Management Board re-elects Director for five-year term» (anglais)
15 juillet	«Commissioner Gradin to meet national drug coordinators at EMCDDA» (anglais)
16 juillet	«EMCDDA Informal Drugs Forum on Draft European Action Plan to Combat Drugs: Gradin highlights role of national drug coordinators» (anglais)
15 septembre	«Council decides new drug 4-MTA should be placed under control» (allemand, anglais, portugais)
28 septembre	«EMCDDA and Pompidou Group to unite against drugs» (anglais)
26 octobre	«ONDCP-EMCDDA encounter on drugs» (anglais, portugais)
8 novembre	«EU to step up use of the Internet to spread drugs awareness» (anglais)
17 novembre	«Coup de projecteur sur le problème des drogues dans l'Union européenne: Rapport annuel de l'Observatoire des drogues et des toxicomanies de l'UE» (onze langues communautaires)
22 novembre	«Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne: 3 à 5 millions de personnes auraient essayé de l'héroïne dans l'UE. Plus de 40 millions auraient consommé du cannabis» (onze langues communautaires)
29 novembre	«Comment rendre les jeunes Européens plus sains [...] économiser de l'argent sur le traitement [...] réduire la criminalité liée à la drogue: deuxième conférence européenne sur l'évaluation de la prévention des toxicomanies» (anglais et français)
7 décembre	«EU steps up use of the Internet to spread drugs awareness» (adapté pour les dossiers de presse de «Online Information 99») (anglais)

Revue de presse

Outre les revues de presse bimensuelles réalisées par un contractant externe (voir «services aux utilisateurs» de documentation mentionnés ci-après), l'Observatoire produit également ses propres revues de presse consignant les résultats de manifestations spécifiques de l'OEDT.

En mars 1999, l'Observatoire a distribué sa revue de presse du Rapport annuel 1998 (couvrant le lancement dudit Rapport), qui comportait les 110 articles qui avaient fait l'objet d'un suivi. L'exercice a été répété après le lancement du Rapport annuel 1999 et la revue finale comprenait plus de 500 articles. Pendant l'année, l'Observatoire a également élaboré des revues de presse trimestrielles.

Articles publiés

Comme les années précédentes, l'Observatoire a régulièrement fait publier des articles sur ses activités dans des magazines et des bulletins en Europe et aux États-Unis. Il a aussi amélioré son image en s'introduisant dans les importants répertoires d'organisations internationales.

En tant que membre du comité scientifique du bulletin espagnol Revista Proyecto Hombre depuis 1997, l'OEDT a continué à contribuer régulièrement à ce trimestriel spécialisé dans les drogues. Au début de 1999, il a établi un accord similaire avec un deuxième bulletin trimestriel espagnol, lancé en 1998 et intitulé Trastornos Adictivos. En tant que membre du comité consultatif de la publication, l'Observatoire a régulièrement fourni des articles sur ses dernières conclusions et réalisations ⁽¹⁷⁾.

En octobre 1999, l'OEDT a publié un supplément spécial sur son travail dans EUR-OP News (n° 3/1999), le bulletin trimestriel de l'Office des publications officielles des Communautés européennes. Ce supplément a été publié dans les onze langues communautaires et distribué à 300 000 lecteurs dans le monde, dont 6 000 journalistes. Il est disponible en ligne à l'adresse suivante:
<http://opoce.eu.int/opnews/399/en/r3.htm>

Site web public de l'OEDT

Le site web public de l'OEDT (<http://www.emcdda.org>) est un composant clé de la stratégie de l'Observatoire qui vise à garantir une diffusion aussi large que possible de données fiables et comparables sur le phénomène de la drogue en Europe. Le site complète le programme de publications imprimées de l'OEDT en fournissant des informations complètes, rapidement et aisément accessibles, sur tous les aspects des activités, des produits et des partenaires de l'Observatoire.

Avant 1999, le site web était entièrement conçu, modifié et maintenu en interne par des membres du département d'information. En raison de son importance croissante en tant qu'instrument de communication et de marketing, un projet de restructuration approfondie a été lancé en 1999 afin d'améliorer sa présentation, sa navigabilité et sa vitesse d'accès (contractant: ERIN, Luxembourg).

Le nouveau site, lancé en décembre lors de la conférence et de l'exposition «Online Information 99» (voir ci-dessus), permet aux utilisateurs d'accéder rapidement aux éléments suivants:

- des informations détaillées sur tous les aspects de l'histoire, des mandats, des activités et des produits de l'OEDT;
- des données mises à jour sur la consommation de drogues en Europe;

⁽¹⁷⁾ *Proyecto Hombre* est publié par l'ONG espagnole Asociación Proyecto Hombre (ISSN 1136-3177). *Trastornos Adictivos* est publié par la Sociedad Española de Toxicomanías (ISSN 1575-0973).

- des publications téléchargeables dans les onze langues communautaires ainsi que des informations complètes pour commander tous les produits imprimés et électroniques;
- un libre accès aux bases de données spécialisées de l'Observatoire;
- des liens vers les points focaux nationaux Reitox et d'autres centres d'information européens et internationaux en matière de drogues;
- tous les communiqués de presse de l'OEDT;
- les adresses électroniques de tous les membres du personnel;
- des liens vers de nombreux sites et organisations en matière de drogues aux niveaux européen et international;
- une fonction de recherche complète.

Continuellement mis à jour, le site annonce également les postes vacants et les appels d'offres et il souligne les problèmes présentant un intérêt particulier. Le développement du site sera poursuivi, avec une priorité accordée à l'utilisation croissante de la technologie disponible, à l'ajout d'informations dans d'autres langues communautaires et à l'intégration progressive d'autres bases de données spécialisées. L'Observatoire accueille favorablement tout feed-back des utilisateurs sur le nouveau site.

Intranet de l'OEDT

En 1999, l'Observatoire a établi un réseau d'informations (institutionnelles et non institutionnelles) interne (intranet), exclusivement réservé aux membres de son personnel. Régulièrement mis à jour, il les aide à satisfaire leurs besoins de recherche par le biais des groupes de discussion et des forums spécialisés, la fourniture d'informations communautaires utiles, de revues de presse et d'informations administratives. Il fournit également aux membres du personnel un accès en ligne au catalogue de la bibliothèque de l'OEDT.

Documentation

Phase de mise en œuvre d'une base de données documentaire distribuée («bibliothèque virtuelle»)

La «bibliothèque virtuelle» est une base de données documentaire distribuée paneuropéenne fournissant une sélection de documents issus de bases de données nationales existantes dans un format comparable et standardisé. Elle permet d'effectuer des recherches bibliographiques dans différentes sources à l'aide d'une base de données commune et empêche le double emploi et le chevauchement d'informations entre l'OEDT et ses partenaires Reitox.

En 1999, la gestion du projet a été transférée de Toxibase (France) vers l'OEDT, avec les conséquences suivantes:

- l'importation de la base de données vers un serveur de l'OEDT;
- l'installation, à la suite d'une étude destinée à identifier la meilleure configuration de la base de données, d'un nouveau moteur de recherche et la création d'un nouveau format documentaire;
- le lancement d'un appel d'offres pour évaluer le projet afin de définir la méthode de développement optimale de la bibliothèque (contractant: Bureau van Dijk, Paris);

- l'établissement, à la suite des recommandations de l'évaluation externe, d'un programme de travail pour réviser la stratégie du projet et accroître le nombre de centres nationaux participants.

La «bibliothèque virtuelle» Reitox est désormais accessible sur le site web public de l'OEDT (http://www.emcdda.org/databases/databases_virtlib.shtml) avec des références sélectionnées de l'OEDT, de la France, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni et de la Suède.

Autres activités dans le domaine de la documentation

Développement du catalogue de la bibliothèque

En 1999, le catalogue de la bibliothèque interne de l'OEDT, la base de données bibliographique, a été développé pour améliorer la qualité des services disponibles pour les utilisateurs et renforcer la coopération avec les départements scientifiques.

Deux bibliographies spécialisées, intitulées «Literature review on the relation between drug use, impaired driving and traffic accidents» («Revue de la littérature sur la relation entre la consommation de drogues, la conduite automobile défaillante et les accidents de la circulation») et «Bibliographic database on European qualitative research on drugs — QED» («Base de données bibliographique sur la recherche qualitative européenne sur les drogues» — QED), préparées par le département d'épidémiologie et contenant actuellement 1 400 entrées dans un format commun, ont été ajoutées à la base de données bibliographique dans un nouveau chapitre, intitulé «Bibliographies thématiques». Une troisième bibliographie, intitulée «Scientific literature on drug-related non-fatal emergencies» («Littérature scientifique sur les urgences non mortelles liées à la drogue»), sera ajoutée en 2000.

En outre, un nouveau logiciel a été introduit pour mieux gérer les listes structurées de mots clés utilisées dans l'indexation. Ce logiciel pourra également être utilisé à l'avenir pour gérer un glossaire multilingue détaillé des termes spécialisés.

Le catalogue complet de la bibliothèque est accessible aux membres du personnel par le biais de l'intranet de l'OEDT et peut être consulté en ligne et emprunté. En outre, deux de ses chapitres, «Rapports OEDT» et «Bibliographies thématiques», doivent être mis à la disposition du grand public à travers le site web public de l'Observatoire au cours de 2000.

Services aux utilisateurs

En 1999, le centre d'information et de documentation de l'OEDT a développé les services d'information suivants pour le personnel de l'Observatoire:

- une revue de presse bimensuelle assurant la couverture médiatique de l'Observatoire et de son travail et fournissant des articles clés collectés dans le monde entier sur les questions liées à la drogue (contractant: Courrier international, France);
- un nouvel intranet fournissant au personnel des liens vers les éléments suivants:
 - des informations administratives et institutionnelles internes et de la Commission européenne,
 - des informations sur les visites principales à l'OEDT et les grandes réunions organisées par son personnel ou auxquelles il a participé,
 - des forums spécialisés avec des informations collectées auprès des institutions européennes et des grandes organisations partenaires de l'OEDT;

- le catalogue des périodiques de l'OEDT, disponibles sur le site web de l'Observatoire (http://www.emcdda.org/databases/databases_serials.shtml), contenant les titres des publications périodiques les plus importantes du centre de documentation.

Technologie de l'information

Réseau électronique commun OEDT-Reitox

Le réseau électronique commun OEDT-Reitox, mis sur pied grâce au financement du programme communautaire d'échange de données entre administrations (IDA), a été de plus en plus utilisé, en 1999, par la communauté Reitox (OEDT et points focaux nationaux) pour diffuser et échanger des informations ainsi qu'encourager la compréhension et la transparence au sein du réseau (voir chapitre 3). Pendant l'année, la communauté Reitox a préparé le développement du réseau électronique commun, notamment l'extension des services et l'intégration de nouveaux partenaires. Des mesures concrètes sont prévues en 2000, sous réserve d'une dotation de fonds dans le cadre du projet IDA II.

Autres activités dans le domaine de la technologie de l'information

Consolidation de l'environnement informatique de l'OEDT

Pour veiller à ce que tous les membres du personnel disposent d'un équipement électronique de pointe, l'OEDT a acheté de nouveaux ordinateurs et de nouvelles imprimantes en 1999. Il a également fait l'acquisition de nouveau matériel pour accroître la capacité de son réseau local à bande élevée, notamment des nouveaux serveurs et des commutateurs aiguillonnes du réseau.

Pour garantir le fonctionnement homogène des services d'information électroniques de l'Observatoire, l'OEDT a également mis à jour ses serveurs. En outre, il a accru la capacité de sa ligne de communication de données avec le réseau Internet. Dans la mesure où l'Observatoire héberge le site web public de l'OEDT et le site web privé du Reitox, l'augmentation de la capacité de sa connexion Internet a amélioré l'accès des utilisateurs internes et externes à ces services.

L'une des tâches principales du secteur informatique en 1999 a été de vérifier la conformité de l'ensemble du matériel et des logiciels à l'an 2000. Au besoin, ceux-ci ont été remplacés ou ont fait l'objet de mises à jour ou de modifications. Dans le même temps, les paramètres de tous les PC de l'Observatoire ont été contrôlés et, le cas échéant, standardisés.

La connexion à Internet augmente toujours le risque d'exposition de l'infrastructure informatique à des problèmes de sécurité. Pour minimiser ce risque, des règles de sécurité ont été établies par l'équipe informatique. Une politique de sécurité interne a été mise en place et signée par chaque membre du personnel pour accéder au réseau local ainsi qu'au réseau Internet. La politique de sécurité indique clairement ce qu'un utilisateur peut ou ne peut pas faire.

En raison du risque élevé d'infection du réseau par des virus lors de l'échange de données sur Internet, des logiciels antivirus, régulièrement mis à jour, ont été installés sur tous les PC. En outre, un PC spécial a été installé pour vérifier que tous les courriers électroniques en entrée soient exempts de virus.

Pour améliorer le système d’envoi des communiqués de presse aux contacts médias de l’OEDT, un nouveau serveur de télécopie a été installé, évolutif et bien intégré dans l’infrastructure de serveur existante.

Participation à des projets

Outre le renforcement de l’infrastructure télématique de l’Observatoire, les membres de l’équipe informatique ont également participé, en tant que conseillers techniques ou responsables, à de nombreux projets de l’OEDT impliquant le développement de logiciels ou, en tant que consultants, à des projets concernant l’infrastructure informatique. Ces projets sont les suivants:

- le système d’information «échanges sur les actions de réduction de la demande de drogues» (EDDRA) (voir chapitre 2);
- le système d’information sur les activités de formation dans le domaine de la réduction de la demande (ISTRA) (voir chapitre 2);
- la banque d’instruments d’évaluation (EIB) (voir chapitre 2);
- le système budgétaire et financier (SI2) (voir chapitre 6);
- le site web public de l’OEDT;
- le site web du Reitox;
- l’intranet de l’OEDT;
- l’interface web du catalogue de la bibliothèque de l’Observatoire;
- la distribution automatique du courrier électronique à des forums;
- l’importation de la «bibliothèque virtuelle» de Toxibase vers l’OEDT;
- la préparation de la création d’une base de données juridique sur la drogue;
- la conformité à l’an 2000 de l’infrastructure informatique de l’Observatoire;
- le système de gestion du courrier de l’Observatoire (Adonis);
- TESTA;
- IDA II;
- le site web européen et le réseau de recherche qualitative (<http://www.qed.org.uk>).

Principales réunions organisées par l’OEDT en 1999 Stratégies d’information et moyens de communication

Date	Lieu	Événement
Documentation		
4-6 novembre	Lisbonne	11 ^e réunion annuelle de l’Association européenne des documentalistes et des spécialistes d’information sur l’alcool et les autres drogues (Elisad)

Principales réunions auxquelles l'OEDT a assisté en 1999

Stratégies d'information et moyens de communication

Date	Lieu	Événement
Documentation		
20-22 janvier	Paris	Réunion OEDT-Toxibase sur la «bibliothèque virtuelle» du Reitox
4 juin	Lausanne	Réunion préparatoire OEDT-Elisad pour la onzième réunion annuelle de l'Association européenne des documentalistes et des spécialistes d'information sur l'alcool et les autres drogues
Publications		
18-19 mars	Luxembourg	Réunion OEDT - EUR-OP sur le Rapport annuel 1998 et les autres publications, EUR-OP
30 avril	Bruxelles	7 ^e réunion du Forum des éditeurs de l'Union européenne
26-28 juillet	Luxembourg	Réunions OEDT - EUR-OP sur des aspects généraux des publications, EUR-OP
7-8 septembre	Londres et Brighton	Réunion OEDT-point focal britannique sur la production du Rapport annuel 1999
9-10 septembre	Luxembourg	Réunion OEDT - EUR-OP sur la présentation graphique des publications de l'OEDT et des informations destinées à la presse pour «Online Information 99», EUR-OP
21-23 septembre	Luxembourg	Réunion préparatoire des services communautaires participant à «Online Information 99», EUR-OP
13-15 octobre	Francfort	Foire du livre de Francfort, EUR-OP
14 octobre	Francfort	8 ^e réunion du Forum des éditeurs de l'Union européenne
Relations avec les médias		
22 novembre	Berlin	OEDT-ministère allemand de la santé: lancement du Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne
6-9 décembre	Londres	«Online Information 99», organisé par Learned Information, Royaume-Uni
Site web		
6-9 décembre	Londres	«Online Information 99»
28 juillet	Luxembourg	Réunion de projet ERIN
22 septembre	Luxembourg	Réunion de projet ERIN
Technologie de l'information		
18-24 mars	Hanovre	Atelier informatique international CEBIT 99
22 avril	Bruxelles	Didacticiel sur les statistiques TESTA, Global One

4 mai	Bruxelles	Réunion du groupe d'utilisateurs TESTA, direction générale des entreprises de la Commission européenne
6-9 mai	Turin	Réunion technique sur le SI2, Fondation européenne pour la formation (agence communautaire décentralisée)
17 mai	Bruxelles	3 ^e réunion du comité directeur interagences: service d'assistance commun SI2
26-27 mai	Bruxelles	Réunion préparatoire pour le projet IDA II-Reitox, direction générale des entreprises
9-11 juin	Paris	Conférence sur les nouveaux outils et applications intranet et Internet, «Online Information», France
3-4 juillet	Luxembourg	Visite au Centre de traduction des organes de l'Union européenne dans le contexte du projet EDDRA
9 septembre	Luxembourg	Réunion sur l'environnement et les outils Internet, ERIN
10 septembre	Luxembourg	Réunion de coordination technique du projet EDDRA, point focal luxembourgeois
10 septembre	Bruxelles	Réunion finale du projet IDA-Reitox, direction générale des entreprises
Autres		
19-23 mars	Luxembourg	Réunion du conseil d'administration du Centre de traduction des organes de l'Union européenne
10-12 mai	Bruxelles	OEDT-unité de coordination «Drogues» de la Commission européenne: réunion sur la diffusion des informations, Bruxelles
1 ^{er} octobre	Luxembourg	Réunion du conseil d'administration du Centre de traduction des organes de l'Union européenne

Articles publiés en 1999

Stratégies d'information et moyens de communication

Relations avec les médias

«OEDT: Para ponerle al corriente sobre el fenómeno de las drogas en Europa», *Trastornos Adictivos*, bulletin de la Sociedad Española de Toxicomanías, vol. 1, n° 1, 1999, p. 66

Robertson, K., «Detecting and controlling new synthetic drugs», article de fond pour le site web d'Interpol (<http://193.123.144.14/interpol-pr/>), janvier 1999

Robertson, K., «EMCDDA: Putting You in the Picture on Drugs in Europe», *SALIS News*, International Newsletter of Alcohol, Tobacco and Other Drug Librarians and Information Specialists, vol. 18, janvier 1999, p. 4-5

Robertson, K., «EMCDDA: The Hub of Drug Information in Europe», reportage spécial sur les drogues, *EISS News*, bulletin de l'European Institute of Social Services (EISS), n° 18, février 1999, p. 15-17

Robertson, K., «Informe Annual 1998», *Revista Proyecto Hombre*, n° 29, mars 1999, p. 25-26

Robertson, K., «What difference does the European Union make to the drug problem in Europe?», *Social Work in Europe*, vol. 6, n° 2, p. 33-38

Supplément spécial sur l'OEDT, *EUR-OP News*, n° 3, automne 1999

Chapitre 6

Administration, finances et logistique

À la suite du réexamen des procédures financières et de la structure administrative de l'OEDT en 1998, la priorité a été accordée en 1999 à l'évaluation.

En effet, une évaluation externe de l'OEDT et de ses activités a été menée pendant le second semestre de l'année. Elle visait à fournir une analyse et une description générales de l'Agence, de son modus operandi et de ses réalisations ⁽¹⁸⁾.

Les résultats de cette procédure, formulés à la fin de l'année et devant être finalisés pour le printemps 2000, devraient jouer un rôle essentiel dans le travail et les processus de prise de décision de l'Observatoire au cours des prochaines années.

⁽¹⁸⁾ Les consultants en gestion Deloitte & Touche ont entamé l'évaluation externe de l'Observatoire en juillet 1999 à la suite d'un appel d'offres lancé par l'OEDT et la Commission européenne au début de l'année.

Administration

Personnel de l'OEDT

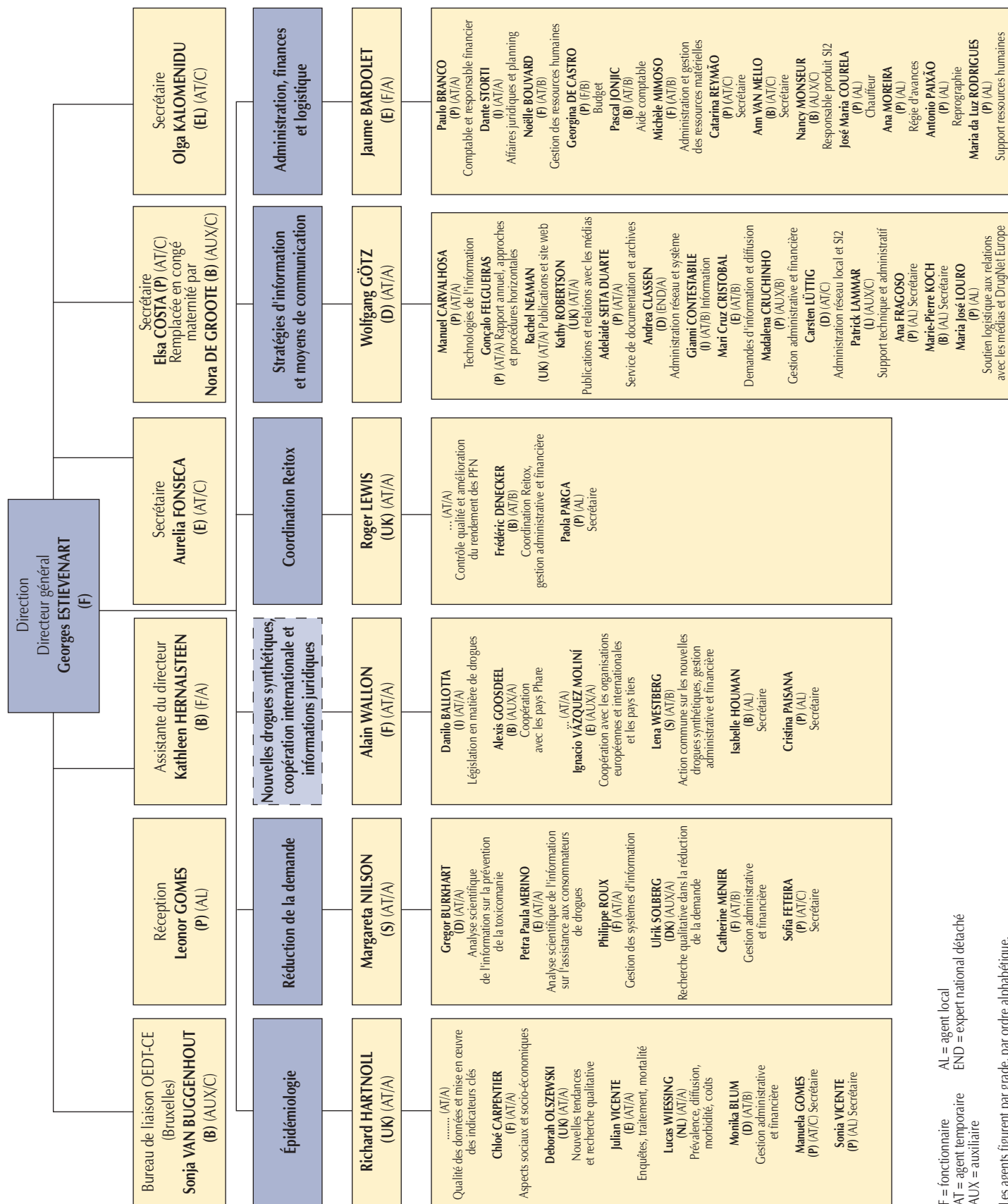
Cinq nouveaux postes ont été créés dans le cadre du budget 1999: trois postes de niveau A 7/A 6 et deux de niveau B 5/B 4. À la fin de 1999, le personnel comptait un total de 51 membres statutaires (3 fonctionnaires de l'Union européenne, 38 agents temporaires, 9 agents auxiliaires et 1 expert national détaché) et 11 agents locaux. Le tableau suivant indique la nationalité, le statut et le grade des membres du personnel.

Les employés de l'OEDT partagent le même statut que leurs collègues d'autres agences communautaires et sont soumis aux règlements et aux réglementations applicables aux fonctionnaires et aux autres agents des Communautés européennes.

Répartition par nationalité, statut et grade du personnel de l'OEDT

Nationalité	Fonctionnaire de l'UE			Personnel temporaire			Personne auxiliaire			Expert national détaché			Total
	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	
Belgique	1				2	1	1		3				8
Danemark							1						1
Allemagne				2	1	1				1			5
Grèce						1							1
Espagne	1			2	1	1	1						6
France				4	3								7
Irlande													0
Italie				2	1								3
Luxembourg									1				1
Pays-Bas				1									1
Autriche													0
Portugal		1		4		4		1	1				11
Finlande													0
Suède				1	1								2
Royaume-Uni				5									5
Total	2	1	0	21	9	8	3	1	5	1	0	0	51

Organigramme OEDT



F = fonctionnaire
 AT = agent temporaire
 AUX = auxiliaire
 AL = agent local
 END = expert national détaché
 Les agents figurent par grade, par ordre alphabétique.

Décisions clés

En 1999, les décisions financières clés prises par le conseil d'administration de l'OEDT étaient les suivantes:

- la décision de décharger le directeur de la mise en œuvre du budget 1997;
- l'adoption du budget 1999 divisé en 7 800 000 euros du financement annuel de l'UE (ligne budgétaire B3-441) et 255 600 euros d'une contribution financière de la Commission européenne liée à la participation de l'Observatoire à un projet spécifique dans le cadre du programme de recherche socio-économique finalisée de la CE (RSEF);
- l'adoption de l'avant-projet de budget 2000 de l'OEDT, s'élevant à 8 800 000 euros;
- la décision d'adopter un budget rectificatif et supplémentaire 1999 pour inclure les 450 000 euros transférés par le Parlement européen, le 22 avril, de la ligne budgétaire B5-900 (réserve pour les agences décentralisées) vers la ligne budgétaire B3-441 (financement annuel de l'UE pour le budget de l'OEDT), menant à un budget total pour 1999 de 8 505 600 euros.

Budget 1999 de l'OEDT

Les données budgétaires pour 1999 sont présentées dans les tableaux figurant ci-après.

Dispositions budgétaires et crédits, 1999

Titre	Description	EUR
1. Dépenses de personnel		
	• Salaires, indemnités, assurance, formation	3 376 000
	• Missions	200 000
	• Autres dépenses liées au personnel (infrastructure socio-médicale; échange de fonctionnaires, etc.)	84 000
	Total sous le titre 1	3 660 000
2. Immeubles, matériel et dépenses diverses de fonctionnement		
	• Investissements immobiliers, location d'immeubles et frais divers	175 500
	• Technologies de l'information	120 000
	• Biens, équipements mobiliers et frais divers	286 000
	• Fonctionnement administratif	102 000
	• Frais d'affranchissement et télécommunications	106 500
	• Réunions statutaires	185 000
	Total sous le titre 2	975 000
3. Dépenses opérationnelles		
	• Frais de réunion et de convocation	350 000
	• Études, enquêtes, consultations et formation	735 000
	• Publications	740 000
	• Soutien au Reitox	1 790 000
	Total sous le titre 3	3 615 000
	Total du budget de base	8 250 000
4. Dépenses liées à d'autres subventions		
	• Financement par la CE de projets spécifiques	255 600
10. Autres dépenses (réserve)		0
	Budget total	8 505 600

Exécution du budget: utilisation des crédits, 1999 (engagements)

Titre	Description	Utilisation des crédits disponibles (en %)
1. Dépenses de personnel		
	• Salaires, indemnités, missions, etc.	97
2. Immeubles, matériel et dépenses diverses de fonctionnement		91
3. Dépenses opérationnelles		94
4. Dépenses liées à d'autres subventions		100
	Utilisation totale (titres 1, 2, 3 et 4)	95

Bilan de l'OEDT pour les exercices 1998 et 1997: actif

	(1 000 EUR)	
Actif	1998	1997
Immobilisations		
• Immobilisations	3 518	3 409
Sous-total	3 518	3 409
Stocks		
• Fournitures de bureau	29	12
Sous-total	29	12
Créances à court terme		
• Subvention Commission	570	2 668
• Débiteurs divers	403	207
• Paiement sur subventions spécifiques ⁽¹⁹⁾	10	0
• TVA à récupérer	4	172
Sous-total	987	3 047
Comptes de trésorerie		
• Banque	3 230	1 209
• Régie d'avance	527	800
• Virements en cours	- 47	- 1 820
• Caisse	0	1
Sous-total	3 710	190
Total actif	8 244	6 658

Bilan de l'OEDT pour les exercices 1998 et 1997: passif

	(1 000 EUR)	
Passif	1998	1997
Capitaux permanents		
• Capitaux propres ⁽²⁰⁾	3 547	3 421
• Solde de l'exercice	1 287	- 1 569
Sous-total	4 834	1 852
Dettes à court terme		
• Commission	570	2 668
• Reports de crédits non automatiques	280	0
• Crédits reportés de droit	2 112	1 930
• Crédoeurs divers	405	21
• TVA	4	172
• Comptes de réemploi de la TVA	39	15
Sous-total	3 410	4 806
Total passif	8 244	6 658

⁽¹⁹⁾ Crédits attribués sur la base de subventions spécifiques (divers séminaires).

⁽²⁰⁾ Le montant correspond à celui des valeurs immobilisées et des stocks, hormis l'aménagement du siège effectué (environ 1 million d'euros).

Résultats

Compte de gestion des exercices 1998 et 1997

	(1 000 EUR)	
	1998	1997
Recettes		
• Subvention reçue de la Commission	9 695	3 632
• Recettes diverses	154	90
• Intérêts bancaires	123	
Total recettes	9 972	3 722
Dépenses		
• Titre I — Dépenses de personnel		
— paiements	2 751	2 517
— crédits reportés	138	6
• Titre II — Immeubles, matériel et dépenses diverses de fonctionnement		
— paiements	805	884
— crédits reportés	430	43
• Titre III — Dépenses opérationnelles		
— paiements	1 305	829
— crédits reportés	1 544	1 881
— crédits reportés non automatiques	280	0
Total dépenses	7 253	6 160
Résultat de l'exercice	2 719	– 2 438
• Solde reporté de l'exercice précédent	– 1 569	885
• Correction du résultat de l'exercice précédent ⁽²¹⁾	0	– 81
• Crédits reportés de l'exercice précédent annulés	137	92
• Différences de change	0	– 27
Solde de l'exercice	1 287	– 1 569

Logistique

En juin, le bureau du conseil d'administration de l'OEDT a invité l'Observatoire à analyser, en consultation avec un architecte, ses besoins en immobilier, vu son espace de travail insuffisant et l'infrastructure inappropriée de son siège. En octobre, l'Observatoire a été informé des mesures à prendre pour répondre à ces besoins et plusieurs possibilités ont été analysées.

⁽²¹⁾ Montant faisant partie des subventions à recevoir au titre de l'exercice 1997 et qui n'a pas été encaissé par la suite.

Chapitre 7

Organes statutaires de l'OEDT

**Les organes statutaires de l'OEDT sont le conseil d'administration,
le bureau du conseil d'administration et
le comité scientifique.
Ils se sont tous réunis en 1999.**

**Un résumé des décisions adoptées et des principaux points soulevés
lors de ces réunions est présenté ci-après.**

Conseil d'administration

Le conseil d'administration est le principal organe de décision de l'OEDT. Il se réunit au moins une fois par an et est constitué d'un représentant de chaque État membre de l'Union européenne, de deux représentants de la Commission européenne et de deux personnalités hautement qualifiées dans le domaine des drogues, désignées par le Parlement européen.

En 1999, le conseil d'administration s'est réuni trois fois à Lisbonne. Outre les points habituels de son ordre du jour, tels que l'adoption du programme de travail annuel et du budget, il a réélu le directeur de l'OEDT, Georges Estievenart, pour un deuxième mandat de cinq ans. Le comité s'est réuni à ces trois occasions sous la présidence de Franz J. Bindert (Allemagne).

Réunions du conseil d'administration en 1999

Lors de sa quinzième réunion à Lisbonne, les 14 et 15 janvier, le conseil d'administration a notamment adopté: le programme de travail 1999; le Rapport général d'activités 1998; un budget de 7,8 millions d'euros pour 1999; un avant-projet de budget de 8,8 millions d'euros pour 2000. Dans le contexte de la stratégie de préadhésion à l'UE et de la collaboration entre l'OEDT et la Commission européenne, le conseil d'administration a également attribué à l'Observatoire un rôle plus actif dans la coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale (PECO).

Outre ces décisions, le conseil d'administration a discuté de plusieurs points: la proposition de créer un système d'information juridique sur les drogues de l'OEDT; les relations entre l'Observatoire et les organisations internationales; les négociations concernant la participation de la Norvège aux activités de l'OEDT. Le président a présenté à l'assemblée la nouvelle publication de l'Agence intitulée *Report on the risk assessment of MBDB in the framework of the joint action on new synthetic drugs* («Rapport sur l'évaluation des risques du MBDB dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques»).

Lors de sa seizième réunion, qui s'est tenue du 30 juin au 2 juillet, le conseil d'administration a réélu le directeur pour un deuxième mandat de cinq ans (à dater du 23 décembre 1999), décidé de lancer la première phase du système d'information juridique de l'OEDT sur les drogues et accepté de conclure des mémorandums d'entente avec le Conseil de l'Europe (groupe Pompidou) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En outre, le conseil d'administration a adopté des projets de résolutions sur les négociations en cours avec la Norvège et avec les pays tiers en général, et sur la participation de l'OEDT au programme Phare multibénéficiaire en matière de lutte contre la drogue de la Commission européenne. Un budget supplémentaire de 450 000 euros pour 1999 a été adopté lors de cette réunion (voir chapitre 6).

Outre ces décisions, les points débattus englobaient: les relations entre l'OEDT et les organisations internationales; la mise en œuvre des cinq indicateurs clés épidémiologiques harmonisés de l'Observatoire; l'évaluation de l'OEDT par des consultants externes. Le conseil d'administration a également écouté: les propositions du directeur relatives aux perspectives à moyen terme de l'Agence (2000-2004); un exposé sur un projet pilote qui vise à estimer les tendances temporelles et l'incidence de la consommation problématique de drogues dans l'UE; les conclusions d'une étude sur les concepts, la pratique et la terminologie du travail sur le terrain auprès des consommateurs de drogues en Europe. Le président a présenté à l'assemblée la nouvelle publication de l'Agence intitulée *Report on the risk assessment of 4-MTA in the framework of the joint action on new synthetic drugs*

(«Rapport sur l'évaluation des risques du 4-MTA dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques»).

Lors de sa dix-septième réunion des 28 et 29 octobre, le conseil d'administration a adopté une décision pour lancer une étude sur la poursuite judiciaire des consommateurs de drogues et a débattu, notamment, du projet de programme de travail 2000 et des perspectives à moyen terme de l'OEDT (2000-2004).

Bureau

Le bureau du conseil d'administration se réunit cinq à six semaines avant chaque réunion du conseil d'administration pour préparer l'ordre du jour de ce dernier en consultation avec le directeur. En vertu de l'article 2 du règlement (CEE) n° 302/93 du Conseil, le bureau peut également, entre deux réunions du conseil d'administration et en consultation avec le directeur, prendre à l'unanimité des décisions urgentes ou nécessaires à la gestion de l'Observatoire, sous réserve d'une ratification par le conseil d'administration lors de sa prochaine réunion. En 1999, le bureau s'est réuni cinq fois à Lisbonne et une fois à Bruxelles ⁽²²⁾.

Réunions du bureau en 1999

Pendant l'année, les questions suivantes ont été évoquées par le bureau: l'évaluation externe de l'Observatoire et le travail du groupe de pilotage spécial de l'OEDT établi pour accompagner les évaluateurs; les limites et le caractère approprié du siège actuel de l'OEDT; le lancement du Rapport annuel 1999; le calendrier de production du Rapport annuel 2000.

En mars, le bureau a préparé une réunion entre l'OEDT, le président de la commission des libertés publiques et des affaires intérieures du Parlement européen (désormais dénommée la commission des libertés et des droits des citoyens, de la justice et des affaires intérieures) et certains membres du Parlement européen sur les activités de l'Observatoire et des points focaux nationaux Reitox.

85

Comité scientifique

Le comité scientifique est un organe consultatif qui aide le conseil d'administration et l'OEDT en émettant des avis et des recommandations dans le domaine scientifique. Il est constitué d'un représentant de chaque État membre de l'Union européenne, bien que le conseil d'administration puisse élire six autres membres maximum. Le comité est convoqué par son président au moins une fois par an.

En 1999, le comité scientifique s'est réuni trois fois à Lisbonne. Deux réunions régulières se sont tenues ainsi qu'une réunion étendue dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques. Le comité s'est réuni à ces trois occasions sous la présidence de Desmond Corrigan (Irlande).

Réunions du comité scientifique en 1999

La onzième réunion du comité scientifique de l'OEDT des 17 et 18 mai a évoqué la mise en œuvre du programme de travail 1999 et la contribution du comité scientifique au Rapport annuel 1999 de l'OEDT. Elle a également créé deux sous-

⁽²²⁾ Le 15 mars, le 7 mai, le 30 juin, le 16 septembre (Bruxelles), le 28 octobre et le 6 décembre.

comités (constitués de membres du comité scientifique), chargés d'aider et de conseiller l'OEDT dans l'amélioration de la qualité des données et des études épidémiologiques et de réduction de la demande. Elle a en outre évoqué les conclusions de la réunion du groupe de pilotage du 17 mai sur le 4-MTA et sur le suivi du rapport d'évaluation des risques sur le MBDB (voir ci-après).

Les 18 et 19 mai, un comité scientifique élargi de l'OEDT s'est réuni pour évaluer les risques du 4-MTA. Cette réunion spéciale d'évaluation des risques a bénéficié de la participation des membres du comité scientifique, d'autres experts des États membres, de représentants de la Commission européenne, de l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments (EMA) et d'Europol. Les tâches du comité élargi consistaient à évaluer les risques sanitaires et sociaux de la substance et les conséquences possibles de sa prohibition. La réunion a entraîné l'adoption officielle le 19 mai du «Rapport sur l'évaluation des risques du 4-MTA dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques». Ce rapport, présenté au Conseil de l'UE et à la Commission européenne le 24 mai, concluait que le 4-MTA devrait être placé sous contrôle dans les États membres, principalement en raison des risques élevés de surdose qu'il présente.

Lors de la douzième réunion du comité scientifique de l'OEDT des 6 et 7 décembre, les membres ont adopté un avis favorable sur le projet de programme de travail 2000 de l'OEDT et ont évoqué les propositions de perspectives à moyen terme de l'OEDT (2000-2004). Des informations mises à jour ont été présentées sur le MBDB, le 4-MTA, la kétamine et le GHB, ainsi que les conclusions d'une réunion d'évaluation technique organisée le 29 novembre pour préparer une liste restreinte des laboratoires de test de toxicité dans l'UE (voir chapitre 4). En outre, l'assemblée a entendu les conclusions des deux sous-comités sur les indicateurs de qualité pour les études épidémiologiques et de réduction de la demande.

Réunions du groupe de pilotage

Le groupe de pilotage du comité scientifique, créé en 1997 pour préparer la procédure d'évaluation des risques dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques, s'est réuni cinq fois en 1999 (voir également chapitre 4).

Le 19 avril, une réunion d'experts à haut niveau sur la pharmacotoxicologie du 4-MTA a été organisée à l'OEDT, à laquelle ont participé des experts et des membres du groupe de pilotage. Une revue de la littérature scientifique sur la substance et sur son incidence a été présentée.

La réunion du 17 mai a préparé la réunion du comité scientifique élargi sur le 4-MTA. Les débats ont également porté sur les progrès concernant les mesures d'amélioration des futures évaluations des risques, comme mentionné dans le rapport sur le MBDB. L'assemblée a entendu un rapport intermédiaire sur l'établissement d'un inventaire des laboratoires de test de toxicité dans l'UE destinés à fournir des données pertinentes sur les nouvelles drogues synthétiques. L'importance de diffuser rapidement des informations sur la réduction des risques (potentiels) aux consommateurs par le biais du système d'alerte rapide sur les nouvelles drogues synthétiques (prévu dans le cadre de l'action commune) lorsqu'une nouvelle substance est détectée a également été abordée. La réunion du 19 mai a finalisé le «Rapport sur l'évaluation des risques du 4-MTA dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques».

Les réunions du groupe de pilotage du 30 novembre (auxquelles ont également participé des experts externes) et du 7 décembre ont porté sur l'amélioration de la méthodologie d'évaluation des risques (en développant ainsi les lignes directrices d'évaluation des risques) par le biais de critères d'attribution de notes et de pondération des faits.

Chapitre 8

L'OEDT et ses partenaires

Depuis sa création, l'OEDT a développé des partenariats avec un large éventail d'organisations tant au sein de l'Union européenne qu'en dehors de celle-ci. Outre ses contacts avec les institutions et les agences européennes, il a établi des contacts avec six partenaires internationaux: le groupe de coopération du Conseil de l'Europe en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants (groupe Pompidou); le Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue (Pnucid); l'Organisation mondiale de la santé (OMS); l'Office européen de police (Europol); l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol); l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

L'OEDT participe en tant qu'observateur aux réunions des correspondants permanents du groupe Pompidou, de la commission des stupéfiants (CND) du Pnucid et de l'assemblée générale d'Interpol. Le groupe Pompidou, le Pnucid et l'OMS participent également en tant qu'observateurs aux réunions du conseil d'administration de l'Observatoire.

En 1999, l'Observatoire a développé une coopération déjà existante tout en établissant des relations avec de nouveaux organismes et de nouvelles régions. Dans ce domaine, le travail a été principalement entrepris par une nouvelle cellule liée au directeur et responsable des nouvelles drogues synthétiques, de la coopération internationale et des informations juridiques. Toutefois, tous les départements ont été impliqués dans une certaine mesure dans ces contacts.

Objectif prioritaire n° 5

Développement d'une coopération structurée avec les partenaires internationaux de l'OEDT, de synergies et d'une complémentarité avec les programmes et les activités de l'UE en évitant les doubles emplois

Coopération avec des organismes et des institutions de l'Union européenne

Coopération avec des partenaires européens et internationaux

Coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale (PECO)

Développement de la coopération avec les pays tiers

Coopération avec des organismes et des institutions de l'Union européenne

Parlement européen

Au début de 1999, l'OEDT a suivi des débats au Parlement européen relatifs au phénomène de la drogue dans l'UE en général et au développement de la stratégie antidrogue de l'Union européenne (2000-2004) en particulier. Les discussions se sont tenues à la commission des libertés et des droits des citoyens, de la justice et des affaires intérieures (ancienne commission des libertés publiques et des affaires intérieures).

Pendant sa session plénière du 15 au 19 novembre, le Parlement a adopté un avis formel sur la stratégie, à la suite de la conclusion d'un rapport dressé par la nouvelle commission à ce sujet (Final A5-0063/1999. Rapporteur: Marietta Giannakou-Koutsikou). Ce rapport, qui accueille favorablement la stratégie, souligne le manque de données comparables sur les drogues dans l'UE et la nécessité d'en produire sur la base de concepts et de définitions communs. Il demande la dotation pour l'OEDT d'un budget correspondant à ses tâches et qu'un examen du progrès de l'Observatoire dans la mise en œuvre d'un système d'information global en matière de drogues soit réalisé chaque année. L'acte complimente l'Observatoire sur ses réalisations dans le domaine des nouvelles drogues synthétiques et de l'évaluation de la prévention de la drogue.

Conseil de l'Union européenne

En 1999, l'OEDT a participé en tant qu'observateur permanent au groupe horizontal «Drogues» (GHD) du Conseil de l'Union européenne. Cette participation a principalement porté sur la mise en œuvre de l'action commune de 1997 sur les nouvelles drogues synthétiques, sur le développement de la stratégie antidrogue de l'Union européenne (2000-2004) et sur les relations internationales de l'Union européenne. L'Observatoire a également pris part en tant qu'observateur à plusieurs réunions du groupe de travail sur le trafic de drogues illégales du Conseil, créé dans le cadre du troisième pilier du traité sur l'Union européenne (coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures).

Commission européenne

Forum informel sur les drogues

Un forum informel sur les drogues, organisé par l'OEDT en coopération avec l'ancien commissaire européen chargé de la justice et des affaires intérieures, Anita Gradin, a eu lieu à Lisbonne, le 16 juillet, pour débattre de la stratégie antidrogue de l'Union européenne (2000-2004). M^{me} Gradin a souligné le rôle important des coordinateurs nationaux en matière de drogues des États membres de l'UE dans la mise en œuvre de la stratégie «en raison de leur vue d'ensemble unique des différentes stratégies et politiques nationales en matière de drogues». M^{me} Gradin a également commenté l'importance d'établir des informations fiables et comparables sur les drogues. Elle a loué les efforts de l'OEDT pour surmonter les différences entre les systèmes d'information existants dans les États membres, efforts qui ont contribué à dresser une meilleure vue d'ensemble de la situation du phénomène de la drogue dans l'Union européenne.

Direction générale de la justice et des affaires intérieures

En préparation du Rapport annuel 1999 sur l'état du phénomène de la drogue dans l'Union européenne, l'unité de coordination «Drogues» de la direction générale de la justice et des affaires intérieures de la Commission européenne a fourni à l'OEDT des détails concernant l'action communautaire en matière de drogues. À l'invitation de l'unité, l'OEDT a également contribué à la rédaction de la stratégie antidrogue de l'Union européenne (2000-2004).

Direction générale des entreprises

Pour plus d'informations sur le programme communautaire d'échange de données entre administrations (IDA), consultez le chapitre 5.

89

Direction générale de la santé et de la protection des consommateurs

L'OEDT a coopéré avec la direction générale de la santé et de la protection des consommateurs pour organiser la deuxième conférence européenne sur l'évaluation de la prévention des toxicomanies, qui s'est tenue sous l'égide de l'OEDT et de la Commission européenne, du 2 au 4 décembre, à Strasbourg (voir chapitre 2). En outre, la direction a nommé, au sein de la Commission, un gestionnaire EDDRA, qui a participé aux réunions de coordination EDDRA de l'Observatoire en vue d'introduire des projets évalués par l'Union européenne dans la base de données. Dans le domaine épidémiologique, l'Observatoire a présenté des informations sur ses cinq indicateurs clés lors de la cinquième réunion du comité pour le programme d'action communautaire en matière de surveillance de la santé, organisée par la direction générale, le 4 mai, à Luxembourg (voir chapitre 1).

Direction générale de l'énergie et des transports

L'OEDT a maintenu des contacts avec la direction générale de l'énergie et des transports sur le thème des drogues et de la conduite.

Direction générale de la recherche

En 1999, l'OEDT s'est vu octroyer des fonds du programme de recherche socio-économique finalisée (RSEF) de la Commission européenne pour plusieurs projets dans le domaine de l'épidémiologie (voir chapitre 1). L'Observatoire a également participé à l'échange d'informations dans le contexte du cinquième programme-

cadre de la Commission (1998-2002), qui définit les priorités stratégiques de l'UE en termes d'activités de recherche, de développement technologique et d'activités de manifestation.

Eurostat

L'OEDT a coopéré étroitement avec Eurostat sur le thème des décès liés à la drogue (voir chapitre 1).

Agences de l'Union européenne

L'OEDT a participé à plusieurs réunions des agences décentralisées de l'UE ainsi qu'à des discussions sur les conséquences de la participation future des pays candidats PECO à leur travail (voir note 16). La coopération avec l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments (EMA) de Londres a été renforcée dans le cadre de l'action commune sur les drogues synthétiques.

Coopération avec des partenaires européens et internationaux

Groupe de coopération du Conseil de l'Europe en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants (groupe Pompidou)

Un mémorandum d'entente établissant officiellement la coopération entre l'OEDT et le Conseil de l'Europe (groupe Pompidou) a été conclu à Strasbourg, le 28 septembre. L'accord a été signé par le secrétaire général de l'organisation, nouvellement nommé, Walter Schwimmer, et le directeur général de l'OEDT, Georges Estievenart. Le mémorandum d'entente contribuera à accroître l'échange d'informations et d'expertises entre les deux organismes et à améliorer la coordination et la planification de leur programme de travail respectif, en évitant les doubles emplois. Le responsable du secrétariat du groupe Pompidou, Christopher Luckett, a évoqué la mise en œuvre du mémorandum d'entente avec le directeur de l'OEDT, le 9 novembre, au cours d'une visite à l'Observatoire.

L'OEDT a participé en tant qu'observateur aux 43^e et 44^e réunions des correspondants permanents du groupe Pompidou (du 28 au 30 avril et du 4 au 5 novembre) à Strasbourg. Le groupe Pompidou a participé aux réunions du conseil d'administration de l'OEDT ainsi qu'à la deuxième conférence européenne sur l'évaluation de la prévention des toxicomanies, organisée à Strasbourg, du 2 au 4 décembre, par l'OEDT et la Commission européenne.

Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue (Pnucid)

Le directeur général du Pnucid, Pino Arlacchi, a visité l'OEDT le 30 septembre pour discuter de la mise en œuvre du mémorandum d'entente signé entre les deux organismes le 13 mars 1998. Les discussions ont porté sur la coopération dans des domaines tels que les indicateurs harmonisés, l'échange d'informations juridiques, les nouvelles drogues synthétiques et la collecte de données nationales. M. Arlacchi a applaudi le travail en cours à l'OEDT concernant le développement des cinq indicateurs épidémiologiques des tendances en matière de drogues dans l'UE. Il a aussi déclaré que l'Europe se trouvait dans une position privilégiée pour créer le «noyau dur d'une norme universelle pour mesurer la demande de drogues».

En 1999, l'OEDT a participé en tant qu'observateur aux réunions de la commission des stupéfiants (CND).

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Un projet de mémorandum d'entente entre l'OEDT et l'OMS a été préparé en 1999. La signature de cet accord, qui devrait avoir lieu en mars 2000, favoriserait la coopération entre les organisations dans le but d'améliorer la collecte et l'analyse de données, de développer et de promouvoir les méthodes de comparaison des données et d'intensifier la diffusion des informations.

En 1999, l'Observatoire a poursuivi sa coopération avec l'OMS dans le cadre du projet «Évaluation des traitements des troubles liés à l'usage de substances» (voir chapitre 2).

Office européen de police (Europol)

La coopération entre l'OEDT et Europol s'est accrue en 1999 en raison de leur rôle partagé dans l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques (voir chapitre 4) ⁽²³⁾. Une réunion annuelle entre les deux organismes a été organisée dans le cadre de l'action commune, le 15 octobre, au siège d'Europol à La Haye.

Au cours de la réunion, les agences ont identifié des domaines d'activités concernant la collecte de données et le développement d'indicateurs harmonisés. Quant aux indicateurs de répression, une première répartition du travail a été établie. Europol se concentrera sur les saisies et les indicateurs prix/pureté, alors que l'OEDT continuera d'agir en tant que «centrale communautaire d'échange d'informations» pour tous les indicateurs et les données statistiques liés aux drogues produits par d'autres organismes et organisations internationaux. Un projet de mémorandum d'entente entre les deux agences a été évoqué lors de la réunion. Le service juridique d'Europol analysera la faisabilité de l'accord potentiel. Entre-temps, les instruments de coopération déjà créés dans le cadre de l'action commune sur les nouvelles drogues synthétiques seront renforcés.

91

Organisation internationale de police criminelle (Interpol)

L'OEDT et Interpol ont accru leur coopération en 1999, ce qui pourrait ouvrir la voie à la signature d'un mémorandum d'entente entre les deux organismes au cours de l'année 2000.

Organisation mondiale des douanes (OMD)

Comme les années précédentes, l'OMD a contribué au Rapport annuel 1999 de l'OEDT.

Commission interaméricaine de lutte contre l'abus de drogues (CICAD)

L'OEDT a participé aux 25^e et 26^e réunions régulières de la CICAD, du 3 au 7 mai, à Washington DC (États-Unis), et du 4 au 7 octobre, à Montevideo (Uruguay). La principale priorité de ces réunions a été le mécanisme d'évaluation multilatérale (MEM), un mécanisme d'évaluation établi par la CIDAD pour renforcer la confiance mutuelle, le dialogue et la coopération entre les pays américains. Le MEM a été officiellement adopté en Uruguay et la première série d'initiatives d'évaluations nationales devrait commencer en 2000.

⁽²³⁾ L'action commune octroie une responsabilité égale à l'OEDT et à Europol en termes d'établissement d'un système d'alerte rapide pour la collecte et l'échange d'informations sur la production, le trafic et la consommation de nouvelles drogues synthétiques, en tenant compte des mandats respectifs des deux organismes.

Jean Fournier, sous-solliciteur général canadien et président du groupe de travail sur le mécanisme d'évaluation multilatérale de la CICAD, a rendu visite à l'OEDT, le 27 septembre, et présenté l'état d'évolution du MEM. La mise au point d'un cadre pour une collaboration accrue OEDT-CICAD a également été évoquée. Ce projet sera développé en 2000.

Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI)

L'OEDT a participé aux réunions du groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'Observatoire a assisté à des réunions sur l'évaluation de l'ampleur des recettes issues de la drogue à Porto (Portugal) et à La Haye (Pays-Bas), le 28 septembre et le 5 novembre, respectivement. L'OEDT a présenté l'état des progrès en matière de collecte de données sur la consommation de drogues dans l'UE. Une coopération accrue sera établie avec le GAFI en partenariat avec Europol et le groupe Pampidou.

Coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale (PECO)

Programme Phare multibénéficiaire en matière de lutte contre la drogue

Projet Phare sur les systèmes d'information sur les drogues

La coopération entre l'OEDT et les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) s'est inscrite, ces dernières années, dans le cadre du projet Phare sur les systèmes d'information sur les drogues (Phare-DIS), qui est arrivé au terme de sa troisième et dernière phase en mars 1999. Le dernier séminaire du projet Phare-DIS a été organisé à l'OEDT, du 15 au 16 février. Les débats se sont concentrés sur les progrès réalisés par le projet depuis 1993, qui mettait l'accent sur la création d'un réseau humain d'experts en matière de drogues dans les PECO ainsi que d'un réseau technique de soutien, en termes de développement de systèmes d'information sur les drogues dans les PECO.

La Commission européenne a établi un contrat de transition de neuf mois (300 000 euros) pendant le second semestre de 1999 avec le projet Phare-DIS pour préparer un transfert éventuel vers l'OEDT des activités de ce projet. Dans le cadre de sa coopération avec cette région, l'OEDT aide les PECO à appliquer ses lignes directrices pour la production de rapports nationaux. Un feed-back bilatéral sera fourni par l'OEDT sur la qualité des rapports nationaux, qui seront synthétisés et utilisés pour le Rapport annuel 2000 de l'Observatoire. Les rapports serviront de base à l'évaluation de la coopération future entre les PECO et l'OEDT.

Projet Phare sur l'assistance technique à la réduction de la demande de drogues

L'OEDT a participé à l'évaluation du projet Phare sur l'assistance technique à la réduction de la demande de drogues (voir chapitre 2).

Stratégie de préadhésion améliorée

Conformément aux termes de la stratégie de préadhésion améliorée préparant l'adhésion des pays candidats à l'UE, le Conseil de l'Union européenne a décidé d'autoriser les pays candidats des PECO à participer à certains programmes communautaires et aux activités de certaines agences européennes. La priorité a été accordée à l'OEDT et à l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) à Copenhague.

Au cours de l'année, la Commission européenne a préparé un mandat de négociation, au nom du Conseil. L'OEDT y a apporté des commentaires et des propositions, à la demande de la Commission en juillet. L'OEDT a également présenté, à la demande de la Commission, une première estimation de l'impact de la participation des pays candidats PECO au programme de travail, au budget et aux ressources humaines de l'Observatoire.

Développement de la coopération avec les pays tiers

Norvège

Une proposition visant à autoriser la Norvège à participer aux activités de l'OEDT a été transmise au Conseil de l'UE et au Parlement européen en mai 1999. Elle prévoit la participation complète de la Norvège au travail de l'Observatoire.

Amérique latine

Le sommet de l'Union européenne, de l'Amérique latine et des Caraïbes s'est tenu à Rio de Janeiro, du 28 au 29 juin, avec la participation des chefs d'État ou de gouvernement des trois régions. L'OEDT et Europol ont participé au processus préparatoire du «mécanisme de coordination et de coopération entre l'Union européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes — plan d'action global contre les drogues», officiellement adopté lors de la réunion. De façon générale, le mécanisme est conçu pour approfondir la volonté politique et le dialogue technique entre les régions ainsi que pour renforcer et développer la coopération existante dans le domaine de la drogue.

États-Unis

Le directeur du bureau de la Maison Blanche chargé de la politique nationale de lutte contre la drogue (ONDPCP), Barry R. McCaffrey, a visité l'OEDT, le 28 octobre. À cette occasion, il a rencontré les membres du conseil d'administration de l'OEDT et évoqué la situation de la drogue et les nouveaux développements politiques aux États-Unis et dans l'UE. Il s'agissait de la deuxième visite de M. McCaffrey à l'Observatoire, à la suite de sa venue à Lisbonne en juillet 1998 au premier forum informel sur les drogues États-Unis - UE.

Principales visites à l'OEDT en 1999

Date	Visite
Coopération avec des organismes et des institutions de l'Union européenne	
3 juin	Visite de Klaus Ebermann, directeur au secrétariat général de la Commission européenne
11 juin	Visite de Matti Bäckman, président du groupe horizontal «Drogues», présidence finlandaise
16 juillet	Visite d'Anita Gradin, ancien commissaire européen chargé de la justice et des affaires intérieures, à l'occasion d'un forum informel sur les drogues

Coopération avec des partenaires européens et internationaux

- 30 septembre Visite de Pino Arlacchi, directeur général du Programme des Nations unies pour le contrôle international de la drogue (Pnucid)
- 9 novembre Visite de Christopher Lockett, responsable du secrétariat du groupe Pompidou, et de Klaus Fuchs, administrateur principal

Coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale (PECO)

- 15-16 février Dernier séminaire du projet Phare sur les systèmes d'information sur les drogues, organisé par l'OEDT
- 13 décembre Visite de Vladimir Shopov, conseiller pour la justice et les affaires intérieures de la mission de la République de Bulgarie auprès des Communautés européennes

Développement de la coopération avec les pays tiers

- 23 février Visite de David Beall, secrétaire exécutif de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus de drogues (CICAD)
- 14 septembre Visite de John Carnevale, directeur du bureau du budget, de la recherche et de l'évaluation de l'ONDCP (bureau de la Maison Blanche chargé de la politique nationale de lutte contre la drogue)
- 27 septembre Visite de Jean Fournier, sous-solliciteur général canadien et président du groupe de travail sur le mécanisme d'évaluation multilatérale de la CICAD
- 28 octobre Visite de Barry R. McCaffrey, directeur de l'ONDCP
- 8 novembre Visite de Walter Fanganiello Maierovitch, secrétaire général du secrétariat national contre les drogues, Brésil
- 9 novembre Visite de l'ambassadeur colombien au Portugal, Jorge Perdomo Martínez

Autres visites et réunions

- 8 janvier Visite de Nicole Maestracci, présidente de la mission interministérielle de lutte contre la drogue et les toxicomanies (MILDT), France
- 4 février Visite du président français, Jacques Chirac, et du président portugais, Jorge Sampaio
- 11 février Visite de Christa Nickels, sous-secrétaire d'État parlementaire à la santé, Allemagne (coordinatrice allemande en matière de drogues)
- 7 avril Visite de la commission sur l'hygiène et la santé de la Chambre haute (Senato) du Parlement italien
- 23 avril Visite d'une délégation du ministère suédois de la justice
- 10 mai Visite de Monika Knoche, membre du Parlement allemand
- 26 mai Visite de Mike Trace, coordinateur adjoint britannique en matière de drogues
- 10 septembre Visite de la commission parlementaire suédoise des affaires juridiques
- 16 septembre Visite d'une délégation norvégienne d'ONG et d'organisations politiques, policières et de jeunesse
- 15 novembre Visite de membres de la commission mixte sur les affaires européennes du Parlement irlandais
- 17 novembre Réunion de travail Pnucid-OEDT sur les systèmes d'information juridiques

18 novembre	Visite de Ueli Löcher, vice-directeur, Office fédéral suisse de la santé publique
23 novembre	Visite du roi Albert II et de la reine Paola de Belgique ainsi que du président portugais, Jorge Sampaio, et de la première dame du Portugal

Principales réunions auxquelles a assisté l'OEDT en 1999

Date	Lieu	Événement
Coopération avec des organismes et des institutions de l'Union européenne		
Janvier-décembre	Bruxelles	Réunions du groupe horizontal «Drogues» du Conseil de l'Union européenne
19 février	Bruxelles	Réunion des agences décentralisées de l'UE
16 septembre	Bruxelles	Réunion des agences décentralisées de l'UE
Coopération avec des partenaires européens et internationaux		
19 janvier	Vienne	Réunion de travail Pnucid-OEDT
28-30 avril	Strasbourg	43 ^e réunion des correspondants permanents du groupe Pompidou
28 septembre	Porto	Groupe de travail ad hoc du GAFI: l'évaluation de l'ampleur des recettes issues de la drogue
28-29 septembre	Strasbourg	Signature du mémorandum d'entente entre l'OEDT et le Conseil de l'Europe (groupe Pompidou) Réunion entre le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Walter Schwimmer, et le directeur général de l'OEDT, Georges Estievenart
15 octobre	La Haye	Réunion annuelle de l'OEDT et d'Europol
4-5 novembre	Strasbourg	44 ^e réunion des correspondants permanents du groupe Pompidou
5 novembre	La Haye	Groupe de travail ad hoc du GAFI: l'évaluation de l'ampleur des recettes issues de la drogue
6-10 décembre	Vienne	Groupe de travail d'experts du Pnucid sur l'amélioration de l'incidence intersectorielle dans le travail concernant les cas de délits liés à la drogue (voir chapitre 4)
Développement de la coopération avec les pays tiers		
7-8 avril	Panama	2 ^e réunion préparatoire d'experts à haut niveau: «mécanisme de coordination et de coopération entre l'Union européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes — plan d'action global contre les drogues»
3-7 mai	Washington	25 ^e réunion régulière de la Commission inter-américaine de lutte contre l'abus de drogues (CICAD)
17-21 mai	Madrid	1 ^{re} assemblée générale du réseau ibéro-américain d'ONG
4-7 octobre	Montevideo	26 ^e réunion régulière de la Commission inter-américaine de lutte contre l'abus de drogues (CICAD)

Informations pratiques

Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT)
Rua da Cruz de Santa Apólonia, 23-25
P-1149-045 Lisbonne

Tél. (351) 218 11 30 00

Fax (351) 218 13 17 11

E-mail: info@emcdda.org

Site web: <http://www.emcdda.org>

Observatoire européen des drogues et des toxicomanies

Rapport général d'activités 1999

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2000 — 95 p. — 21 x 29,7 cm

ISBN 92-9168-092-3